

ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT & BANQUES LOCALES EN YUGOSLAVIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le Vendredi 8 Novembre 1929, à 14 heures

PAR

BOCHKO MACHITCH

Président : M. W. OUALID, Professeur.
Suffragants { MM. MAUNIER, Professeur.
 Roger PICARD, Professeur.

PARIS

IMPRIMERIE DU MONT-PARNASSE ET DE PERSAN-BEAUMONT
47, Rue de la Gaîté, 47

1929

ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT
ET BANQUES LOCALES

EN YOUGOSLAVIE

ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT & BANQUES LOCALES EN YUGOSLAVIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le Vendredi 8 Novembre 1929, à 14 heures

PAR

BOCHKO MACHITCH

Président : M. W. OUALID, Professeur.
Suffragants { MM. MAUNIER, Professeur.
 { Roger PICARD, Professeur.

PARIS

IMPRIMERIE DU MONT-PARNASSE ET DE PERSAN-BEAUMONT
47, Rue de la Gaîté, 47

1929

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.*



ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET BANQUES LOCALES EN YUGOSLAVIE

INTRODUCTION

L'organisation du crédit d'un pays exerce une grande influence sur son économie nationale, on peut même dire que la vie économique ne peut pas exister sans cette organisation, qui a bien trouvé sa réalisation dans l'organisation bancaire. Cependant, cette organisation est elle-même le produit du développement économique de ce pays ; c'est l'économie nationale qui, par ses changements, par son développement et par son progrès commande l'évolution toute entière. La banque joue, donc, un grand rôle dans la vie économique du pays, mais elle n'est pas un organisme indépendant, elle ne vit qu'en fonction de la structure économique et de l'activité toute entière d'un pays.

De cette affirmation on tire la conclusion, que la banque est un organisme économique qui doit s'adapter au milieu. Elle ne sera identique ni dans tous les pays, ni dans tous les temps. On a constaté dans les divers pays un développement des banques tout différent et on a bien vu comment ce développement a suivi et suit encore le développement économique du pays dans toutes ses manifestations et avec toutes ses caractéristiques spécifiques.

Comme dit Courcelle-Seneuil : « Les lois naturelles du crédit, les maximes fondamentales de l'art du banquier sont partout et toujours les mêmes ; mais elles ne reçoivent pas

toujours les mêmes applications. Comme tout établissement fondé sur les habitudes humaines, les banques dépendent du milieu social dans lequel elles fonctionnent. Pourrait-il en être autrement ? Partout les dépôts suivent l'opinion et la coutume des capitalistes ; partout les placements valent en raison de l'aptitude des emprunteurs et des ressources naturelles et sociales qu'offre le pays. Aussi, chaque nation, selon son génie et ses tendances, a-t-elle établi, moitié spontanément, moitié après réflexion, un système de crédit, une organisation générale de ses banques ». (1)

Ainsi, la spécialisation dans les banques anglaises est le résultat d'une structure spéciale du commerce et de l'industrie anglais. Cette spécialisation ne s'est pas faite en un jour, mais pendant une longue évolution économique du pays, ayant toujours pour base le tempérament et le caractère de la nation britannique. En France, la concentration bancaire par sa forme centralisée diffère de tous les autres pays, surtout de l'Allemagne, où se manifeste la forme fédérative de la concentration des banques. La même chose se remarque dans la forme de crédit : en Allemagne le crédit à découvert est une forme prépondérante, tandis qu'en France c'est le crédit à couvert et à court terme qui prédomine.

Tout dépend, donc, du tempérament du peuple, du caractère du pays et du développement économique et même politique de la nation.

Voilà, pourquoi il nous a semblé intéressant de saisir une question bancaire de notre pays et pourquoi nous avons pris ce sujet pour notre thèse.

La Yougoslavie est aujourd'hui un grand Etat, mais c'est seulement depuis 1918 que la nation yougoslave, morcelée et séparée pendant des siècles, a trouvé dans son union nationale la réalisation de son rêve séculaire, après un long et dur calvaire et au prix d'efforts et de sacrifices surhumains. Avant 1918 les Yougoslaves étaient séparés et vivaient dans différentes régions, dont chacune avait une vie spéciale et différente des autres. Dans chacune de ces régions il y avait un développement bien distinct, parce qu'on s'est trouvé en face

(1) Courcelle-Seneuil : *Les opérations de Banque*, p. 380.

d'une organisation économique, politique et législative bien différente. D'une part, la Serbie, Royaume indépendant à peine depuis un siècle après cinq cents ans de la domination turque, où aucun progrès, ni économique, ni politique, ni social n'était possible. Elle a vécu une vie dure et pénible, sans droit et sans justice jusqu'en 1804 où commence la lutte pour la liberté, qui se continue jusqu'à la guerre mondiale. Dans cette guerre la Serbie concentre tous ses efforts et sacrifie tous ses biens les plus chers pour la liberté de tous les Serbes, Croates et Slovènes qui, par les sentiments, les chants nationaux, les coutumes et la même langue font une seule nation : la nation yougoslave. Dans cette Serbie belligérante, où toute la force était consacrée à un seul idéal : la liberté, on ne pouvait pas s'occuper de l'organisation économique comme dans les pays qui avaient une histoire plus heureuse. Mais malgré tout, on a réussi à développer la vie économique avec les organisations nécessaires et les résultats réalisés sont énormes par rapport aux tristes conditions et au peu de temps de vie indépendante. D'autre part, les régions, qui avant 1918 étaient sous la domination de l'ancienne monarchie Austro-Hongroise, avaient subi une influence constante et profonde, qui avait pour seul but : étouffer et dénationaliser tout esprit national et épuiser toutes les forces de la nation : en Sloveenie comme en Dalmatie, plus encore en Bosnie et Herzégovine, même en Voïvodina, en Croatie et Slavonie. Tout ce qui était grand, tout ce qui était fort dans ces régions, n'était pas à nous, c'était allemand ou hongrois ; ce qui était national, était secondaire, poussé par le régime au dernier rang. La forte concurrence des grands établissements de Vienne et de Budapest, largement favorisée par le gouvernement, était en état d'empêcher le développement plus important de nos établissements bancaires. Dans certaines régions nos banques ne pouvaient avoir de succursales en dehors de chez elles, et dans les autres ce droit d'expansion était fortement restreint. Dans ces conditions l'économie nationale de ces régions s'est trouvée constamment étouffée et les résultats n'étaient jamais en rapport avec les efforts consentis. Mais si l'on a, dans ces conditions défavorables réussi à créer, à conserver et même à développer ses institutions nationales dans une bonne et forte organisation, il faut en reconnaître le mérite à la

valeur et au patriotisme des Yougoslaves instruits et généreux, qui ont collaboré avec le peuple au développement de l'esprit et de la force nationale pour être capable de résister à l'envahissement étranger. En 1918 toutes ces régions, séparées pendant des siècles, se trouvent réunies dans un Etat : Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, et ainsi 13 millions des Yougoslaves réalisent leur idéal national. La vie en commun se heurte au commencement, d'une part, aux difficultés qui après la guerre mondiale pèsent sur le monde entier, et d'autres parts, aux obstacles inévitables résultant des différences économiques et politiques, qui dans toutes ces régions séparées pendant si longtemps ont pris une orientation bien spécifique. Mais, sous la poussée du désir de l'unité nationale, après peu de temps la vie en commun a réussi à concentrer dans toutes les branches les efforts pour améliorer et développer la civilisation nationale par un progrès constant et régulier. Alors commence un grand mouvement d'activité et d'aide mutuelle dans le travail qui favorise l'épanouissement général de toute l'économie du pays. Maintenant, nos institutions bancaires s'installent au delà de nos frontières régionales ; les grands établissements créent et possèdent des succursales dans tout l'Etat ; toutes nos grandes banques augmentent leur capital et le mouvement de concentration prend une importance de plus en plus grande. Grâce à tous ces efforts un nouvel essor a été donné à cette jeune nation et l'on voit déjà les traces d'une formation définitive d'un système de crédit et d'une organisation générale des banques yougoslaves.

Nous essayerons ici de montrer cette formation dans son développement historique et dans son état actuel. Nous exposerons dans les pages suivantes la vie et l'organisation de grands établissements de crédit et des banques locales en Yougoslavie.

Les Etablissements de Crédit, dont nous aurons à parler sont les banques qui présentent deux traits caractéristiques : la grande importance de leurs capitaux, et la vaste diffusion de leur action, qui s'exerce au moyen de succursales sur tout l'Etat, et souvent même en dehors du pays.

Les Banques Locales, au contraire, sont les banques chez lesquelles ne se retrouvent pas les deux caractéristiques

spécifiques, que nous avons relevé chez les banques précédentes.

Nous fixerons leur rôle et leur champ d'activité séparés.

* * *

Nous avons divisé notre étude en deux parties. Dans la première partie nous avons fait l'exposé du développement des banques en Yougoslavie avec leurs caractéristiques spécifiques. Dans la seconde partie nous avons indiqué le mouvement de la concentration dans les banques yougoslaves, avec l'étude comparative de principaux systèmes de la concentration bancaire.

PREMIÈRE PARTIE

Développement en Yougoslavie des Banques à Organisation Moderne

CHAPITRE PREMIER

Développement historique de l'Organisation du Crédit

L'organisation du crédit en Yougoslavie s'est développée sous trois formes : les banques, les caisses d'épargne et les sociétés coopératives de crédit. Les banques et les caisses d'épargne sont en tous points semblables, elles ne diffèrent en Yougoslavie que par le nom. La législation spéciale pour leur compétence n'existe pas. Les caisses d'épargne consentent des opérations de banques, autant que les banques s'occupent des fonctions de caisses d'épargne. Quelques fois, la fusion entre banques et caisses d'épargne a été faite sans rien changer aux statuts et à leur organisation antérieure. Le développement historique garde cette caractéristique jusqu'aux temps actuels.

Les Sociétés Coopératives de Crédit sont également très fréquentes dans notre organisation du crédit. Elles sont répandues, notamment, dans les villages et les petites villes, destinées à soutenir le crédit des paysans et des petits artisans. Mais il y a aussi beaucoup de nos banques qui ont commencé comme telles. Elles furent plus tard changées en Sociétés Anonymes. Nos Sociétés Coopératives de Crédit sont fondées d'après le type Reiffeisen ou le type Schultze-Delitsch, quel-

ques fois aussi d'après un système mixte, adapté à nos besoins particuliers.

Le type Reiffeisen prédomine dans nos Sociétés Coopératives d'Agriculteurs de Crédit, parce que cette forme de l'organisation du crédit répond le mieux à la nature du crédit agricole. Avec son but d'entr'aide mutuelle, avec la responsabilité solidaire et illimitée de ses membres et avec son champ d'activité localisé à un petit rayon, la Société Coopérative du type Reiffeisen peut efficacement soutenir le crédit personnel, qui est la forme la plus caractéristique du crédit agricole.

Le type Schultze-Delitsch a trouvé son application dans les Sociétés Coopératives de Métiers de Crédit, auxquelles convient ce système de responsabilité limitée des sociétaires, qui sont dispersés dans plusieurs communes et quelques fois même dans plusieurs districts.

Nous avons dit dans notre introduction que le morcellement territorial des régions yougoslaves fut la cause d'un développement différent de l'organisation du crédit. Pour cette raison nous avons divisé notre étude du développement historique de cette organisation en deux parties : d'une part, l'organisation du crédit en Serbie et en Monténégro, et de l'autre, l'organisation du crédit dans les provinces yougoslaves sous la domination de l'ancienne Monarchie Austro-Hongroise.

PREMIÈRE SECTION

L'Organisation du Crédit en Serbie et en Monténégro

Dans ces deux Etats indépendants, plus que dans toutes les autres régions Yougoslaves. l'organisation du crédit est dans son évolution historique étroitement liée au développement économique national tout entier. La nécessité de cette organisation se fait sentir toujours et partout où l'activité économique devient plus intense et exige des capitaux suffisants à la satisfaction de ses besoins. C'est ainsi que le commerce et l'industrie, à leur formation, ont exigé, pour s'assurer une prospérité croissante, des crédits organisés dans des institutions bancaires. En particulier l'agriculture de plus en plus

intensive a souffert du manque de capitaux nécessaires et, sans ressources de crédit, est tombée sous le joug des usuriers, et c'est alors qu'on s'est aperçu de la nécessité d'organiser le crédit agricole.

Nous examinerons dans les pages qui suivent le développement de cette organisation, en considérant séparément les deux pays.

A) EN SERBIE

Après l'Affranchissement National du joug ture la vie économique ayant pris une grande extension, le besoin de la création de diverses institutions économiques se fait sentir d'une façon très pressante. Mais, depuis le premier soulèvement, en 1804, ou plutôt depuis la première autonomie, en 1830, il n'y a pas eu assez de temps pour un développement large et fécond de toutes les facultés économiques du pays. Même, en aussi peu de temps les circonstances étaient très défavorables. Ainsi, le soulèvement de 1804 à 1813 ; puis le soulèvement de 1815 ; la guerre de l'affranchissement contre la Turquie de 1876 et de 1878 ; la guerre avec la Bulgarie en 1885 ; la guerre douanière avec l'Autriche de 1906 à 1910 ; la crise d'annexion de la Bosnie-Herzégovine en 1908 ; la guerre balkanique en 1912 et en 1913 et enfin la guerre mondiale. Toutes ces guerres étaient autant d'obstacles constants et gros d'inconvénients pour la prospérité de la vie économique du pays. A travers ces tristes conditions il faut regarder le développement de l'organisation du crédit en Serbie, pour que l'on puisse avec justice estimer les grands efforts consentis et les résultats obtenus.

Au début de la vie libre les Serbes vivent dans les Associations Familiales (Zadrugués), où tous les besoins étaient à peu près assurés, ce qui limitait considérablement les échanges de marchandises. Cependant, deux événements changent l'aspect de la vie et tendent à résoudre à la satisfaction générale les besoins croissants. D'une part, en 1835, le Prince Miloche, qui régnait à cette époque en Serbie, introduit dans le pays le système monétaire en transformant tous les impôts en nature en impôts en argent. D'autre part, le nouveau Code Civil de 1841 introduit le principe individualiste dans la vie

familiale, ce qui donne aux particuliers le droit de se retirer du foyer commun et de fonder un foyer séparé. Cela entraîne de plus en plus la désorganisation de ces Associations Familiales. Ainsi, les paysans (80 % de la population) en dehors des Associations Familiales ne pouvaient satisfaire tous leurs besoins et étaient obligés d'acheter tout ce dont ils avaient besoin pour vivre et pour travailler. La vie devenant de plus en plus compliquée, même dans les Associations Familiales, qui ne pouvaient plus se suffire à elles-mêmes, car de plus grandes exigences commencent à se faire sentir. La population, n'étant pas habituée au système monétaire et ne connaissant pas l'usage de la monnaie et son service dans la vie économique et sans aucune organisation du crédit, elle devient vite la proie des spéculateurs et des usuriers. L'emprunt aux usuriers se propage rapidement et compromet sérieusement l'avenir de la nation. Pour mettre fin à ce malaise il fallait organiser un crédit avantageux. C'est le crédit hypothécaire qui le premier fut organisé en Serbie. D'abord, le Trésor a consenti des avances hypothécaires sur les immeubles et divers fonds, comme les fonds d'Eglise, d'école et d'autres ont été utilisés dans ce but. En 1862 tous ces fonds furent concentrés et confiés à l'administration d'une Direction spéciale du Ministère des Finances, c'est l'Administration de Fonds (Uprava Fondova), qui accorde les avances hypothécaires aux particuliers et aux communes au taux de 6 %. En 1898 cette Administration de Fonds fut transformée en Banque Hypothécaire d'Etat (Drzavna Hipotekarna Banka) avec l'organisation complète du crédit hypothécaire. Mais, le manque de capitaux disponibles était au début un obstacle sérieux au développement de cette Banque. En conséquence, toutes les avances étaient provisoires et pouvaient être exigées avant délai, d'où un grand danger pour les débiteurs qui ignoraient la date certaine à laquelle la dette devait être remboursée et qui pouvait tomber à une période gênante. Cependant, à partir de 1910 cet inconvénient sera éliminé par le placement des obligations de la Banque Hypothécaire d'Etat. Cette année-là, la Banque Hypothécaire d'Etat a lancé sur le marché financier de Paris, pour un capital de 30 Millions de Francs, les obligations au taux de 4 % ; un emprunt semblable a été fait en 1911 ; en 1914 un emprunt de 30 Millions de Francs d'obliga-

tions de 5 % n'a été couvert que d'un Million de Francs, du fait de la déclaration de guerre.

L'Etat garantit toutes les opérations de la Banque Hypothécaire d'Etat et perçoit la moitié des bénéfices. La seconde part des bénéfices est transformée en fonds de réserves jusqu'à concurrence d'un Million de Dinars et le supplément est versé dans la caisse du Trésor. La fonction de cette Banque était très importante pour l'organisation du crédit du pays. Cependant, elle accorde la plus grande partie de ses avances dans les villes et elle consent de faibles crédits aux paysans, en raison d'une plus grande facilité de règlements dans les villes que dans les petits villages et parce que les paysans n'avaient pas autant besoin de crédits à long terme que de crédits à court terme, que la Banque Hypothécaire ne pouvait leur accorder. Pour faciliter les crédits aux paysans on a fondé, en 1871, la Caisse d'Epargne Régionale (Ökruzna Stedionica) et quelques années après cinq nouvelles Caisses d'Epargne Régionales se sont ouvertes. Leur capital a été constitué : par les capitaux des églises et des monastères, du centime additionnel des communes, des dépôts des tribunaux et des communes et même de dépôts d'épargne nationale. L'Etat s'est porté garant pour les opérations de ces Caisses d'Epargne, qui accordaient des avances seulement dans leurs régions respectives. Les avances sont consenties sur les immeubles jusqu'à concurrence des deux tiers de leurs valeurs. Malgré cela, les avances pouvaient être consenties sans garantie réelle, mais avec la caution de la commune. Aux districts et aux communes les Caisses d'Epargne Régionales consentent des crédits sur leurs obligations. Le taux d'intérêt pour les dépôts d'épargne était 5 % et 7 % pour les avances. Les délais de règlements étaient de six mois à trois ans.

Toutes ces institutions de crédit n'étaient pas suffisantes en raison du grand développement économique du pays, d'où un besoin incessant de capitaux nouveaux. Il fallait fonder des institutions privées de crédit, qui pourraient recueillir les capitaux et les placer d'après les besoins de l'économie nationale. Mais, la fondation des banques privées s'est toujours heurtée au manque de capitaux dans le pays. Pour cette raison à peu près toutes les banques et caisses d'épargne ont commencé comme les Sociétés Coopératives de Crédit. Leur capital

était divisé en actions, souvent de très petites sommes, par exemple 100 ou 50 Dinars, qui étaient payées par 1 Dinar et même par 0. 50 Dinar par semaine. Au début ces Sociétés Coopératives avaient accordé les crédits seulement à leurs membres, lorsqu'elles ont pris la forme de Société Anonyme, elles consentent des crédits en dehors de la Société.

Tous ces efforts ne pouvaient, cependant, éloigner le malaise de la rareté des capitaux. Seulement les espèces sonnantes étaient en circulation ; en 1882 il y en avait pour 24, 734.000 Dinars. La nécessité se faisait sentir de fonder une banque d'émission, qui émettrait la monnaie de papier. Ainsi, en 1875, fut déposé devant le Parlement le projet en fondation de la banque d'émission. Enfin, par la loi du 6 janvier 1883, la Banque Nationale Privilegiée du Royaume de Serbie (*Privilegovana Narodna Banka Kraljevine Srbije*) fut fondée. Son capital de 20 Millions de Dinars a été divisé en deux tranches et chaque tranche en quatre quarts, qui furent souscrits à différents moments. A savoir : le premier quart de la première tranche, soit 2.500.000 Dinars appelés en Janvier 1884 ; le second quart en 1896 ; le troisième fut complètement libéré par la Banque, en 1908, qui le puisa dans ses fonds de réserve ; le quatrième quart a été acquitté en 1912.

Le règlement de la deuxième tranche du capital, soit 10 Millions de Dinars sera demandé lorsque le besoin s'en fera sentir, c'est-à-dire lorsque la circulation monétaire actuelle sera insuffisante au commerce et à l'industrie, conformément à la loi de 1883.

La Banque Nationale Privilegiée du Royaume de Serbie est une institution privée, en forme de société anonyme, mais assujettie au contrôle de l'Etat. Son privilège est de 25 ans, et elle est la seule banque d'émission du pays. Elle a le droit d'émettre des billets garantis par l'or, et le plus petit billet était de 100 Dinars. La Banque a demandé l'autorisation d'émettre des billets de 10 Dinars, parce que les billets de 100 Dinars étaient très grands pour pouvoir rester en circulation et étaient vite demandés au remboursement. En 1886 la Banque a réussi à obtenir l'autorisation d'émettre des billets de 10 Dinars, mais, celui-ci garantit par l'argent ; ainsi fut introduit en Serbie le système bimétalliste.

L'art. II de la loi de 1883 fixe le rapport légal entre l'en-

caisse métallique et la circulation ; d'après cet article la Banque peut émettre deux fois et demie plus de billets que la valeur de son encaisse métallique. En réalité, la garantie était toujours suffisante et même supérieure à ce que la loi avait exigé ; ainsi : (1)

	(la circulation)	(la garantie)
	(en Dinars)	(en Dinars)
le 31 décembre 1911	65.823.000	50.840.000 (77 %)
le 31 décembre 1912	93.406.000	79.898.000 (85 %)
le 31 décembre 1913	103.199.000	65.873.000 (64 %)
le 31 juin 1914	91.202.000	82.529.000 (80 %)

Par ses opérations de crédit la Banque Nationale a largement participé à l'économie nationale, en escomptant le papier commercial et en consentant des avances sur titres. Le taux d'escompte était stable et seulement deux fois il a atteint 8 % en 1908, lorsque pendant la crise (l'annexion de la Bosnie et Herzégovine) la Banque a voulu augmenter son encaisse métallique. Régulièrement le taux d'escompte était 7 % en or et 6 % en argent pour les avances aux particuliers, et 6 % en or et 5 % en argent pour les avances aux banques.

La fondation de la Banque Nationale avait une bonne influence sur le développement des banques du pays. Avant 1883 il y en avait quelques-unes, mais leur prospérité était faible en raison du manque de capitaux et d'organisation du crédit ; c'étaient : la Première Banque Serbe, fondée à Belgrade en 1869, et tombée en faillite en 1873 ; puis, trois petites banques fondées vers 1870 à Belgrade, à Smédérévo et à Valjevo ; en 1880 en fut ouvert une à Chabatse et en 1882 une à Obrénovatse et enfin une à Belgrade. Celles-ci ont traversé toutes les difficultés et ont rendu de grands services à l'économie nationale.

Le développement des banques a suivi la progression conformément aux tableaux ci-dessous : (2)

(1) Les rapports annuels de la Banque Nationale pour années 1911, 1912, 1913 et 1914.

(2) St. Kukla, *Razvitak Kreditne Organizacije u Srbiji* (en serbe) p. 22.

L'Année	Nombre des Banques	Capital (en Dinars)
1884	7	3.250.000
1889	37	7.600.000
1895	66	15.100.000
1900	80	16.619.000
1906	118	23.917.000
1909	150	33.457.000
1910	161	39.399.000
1911	174	45.222.000
1912	187	51.193.000

Toutes ces banques sont de faible importance, possédant un modeste capital, même on peut dire que les banques, en Serbie sont trop décentralisées et morcelées. C'est notamment en province où par exemple il y avait en 1912 les petites villes qui avaient cinq ou six banques possédant de 100.000 à 1.000.000 de dinars pour tous leurs capitaux réunis. Cette décentralisation exagérée a une répercussion néfaste sur toute l'économie nationale. Les petites banques en province, accablées par les frais généraux et bloquées par le faible développement du trafic étaient obligées d'augmenter le taux d'intérêt des avances et de l'escompte d'autant que quelques-unes étaient de véritables usuriers.

La tête de la vie bancaire est Belgrade où est concentré tout le commerce et l'industrie du pays. Les banques à Belgrade, sauf la Banque Nationale, avaient un capital plus important que toutes les banques de province. Ainsi en 1912 il existait à Belgrade 44 banques disposant d'un capital de 29.269.000 Dinars, tandis qu'en province il y avait pour la même année 143 banques avec un capital de 21.924.000 Dinars.

Parmi les plus grandes banques de Belgrade, fondées avant guerre, on compte :

La Société de Belgrade (Beogradska Zadruga) fondée en 1882 comme Société Coopérative de Crédit. Le capital comptait avant guerre 2.500.000 Dinars, dont un million payé par les actionnaires et le reste remboursé par la banque même sur ses fonds de réserve. C'était la banque qui offrait le plus de garantie avant guerre. Pendant la guerre douanière avec l'Autriche, la banque joue un grand rôle et rend de grands services

au commerce extérieur, en ouvrant des succursales à Skoplje et à Salonique. A côté de toutes les opérations bancaires, la banque assure un service d'assurances et elle est la plus importante compagnie de ce genre dans le pays.

L'Etablissement de crédit de Belgrade (Beogradski Kreditni Zavod) fondé en 1871 est la plus ancienne banque du pays. Son capital est de 900.000 Dinars. A côté des opérations purement bancaires cette banque s'occupe de prêts hypothécaires.

La Société de Vrtchar (Vracarska Zadruga) fondée en 1893 au capital de 1.200.000 Dinars favorise le commerce d'exportation et surtout le commerce des cuirs, elle possède aussi un service d'assurances.

La Banque Royale Serbe Privilégiée d'Exportation (Kraljevsko-Srpska Povlascena Izvozna Banka) fondée en 1901 pour favoriser le commerce extérieur et l'exportation. Son Capital de 2.500.000 Dinars fut augmenté en 1914 et porté à 5.000.000 de Dinars.

La Banque du Commerce de Belgrade. (Beogradska Trgovacka Banka) au capital de 2.000.000 de Dinars, a créé la fabrique des ciments à Popovac qui à l'aide de capitaux français fut transformée en Société Anonyme.

La Banque de crédit sur gage de Belgrade (Beagradska Zalozna Banka) fondée en 1902 avec un capital de 500.000 Dinars, fait toutes les opérations du mont-de-piété, et elle est la plus grande banque de ce genre.

La Société de Fonctionnaires (Cinovnicka Zadruga) fondée en 1909 avec un capital de 700.000 Dinars, accorde surtout des avances aux fonctionnaires et aux officiers.

La Banque du Pays (Zemaljska Banka) fondée en 1906 avec les tendances politiques elle est représentante du parti radical et 5 % de ses bénéfices sont accordés au journal politique (Samouprava) du parti.

A Belgrade il y avait encore quelques banques étrangères qui ont plus ou moins influencé l'organisation bancaire en Serbie et avec leurs capitaux elles ont consenti des crédits avantageux et aidé l'économie nationale qui souffrait toujours du manque de capitaux. En 1882 fut créée la Banque Serbe de Crédit par la Landerbank de Vienne et par des capitaux français. Son capital de 1.200.000 Dinars fut employé notamment à l'industrie en Serbie et par les exportateurs étrangers.

Jusqu'en 1910 c'est la seule banque étrangère installée en Serbie.

En 1910, la Pester Ungarische Commercialbank avec Berliner Handelsgesellschaft font transférer la Banque Andrejevic et Cie en Société Anonyme, au capital de 1.000.000 de Dinars et ouvrent aussitôt une succursale à Niche. Cette Banque avait une tendance purement politique en soutenant l'expansion germano-hongroise dans le pays ; ainsi elle a très souvent combattu l'économie nationale serbe.

La même année fut ouverte la Banque de Crédit de Prague, qui s'est occupée spécialement du développement de l'industrie du pays. et dans ce champ elle a obtenu de très bons résultats.

En 1910, le Consortium de Paris crée la Banque Franco-Serbe, avec son siège à Paris, une succursale à Belgrade et, en 1913, des succursales à Skoplje et Bitolje. La Banque Franco-Serbe s'est consacrée spécialement aux grandes affaires financières. Elle sert d'intermédiaire à la bourse de Paris pour le placement d'obligations de la Banque Hypothécaire d'Etat, pour un emprunt de 90 Millions de Francs, et pour un emprunt de la ville de Belgrade de 25 Millions de Francs. Peu après, la Banque Franco-Serbe fonde la Société Franco-Serbe pour favoriser les Entreprises Industrielles et les Travaux Publics.

Cette Banque s'est consacrée à toutes les opérations et elle a consenti des avances aux taux les plus bas, et ainsi elle a rendu de grands services au développement de la vie économique du pays.

En 1911, fut fondée à Belgrade la Société Danubienne Commerciale par Actions (Podunavsko Trgovacko Akcionersko Drustvo). C'est la Banque Serbe de Zagreb qui crée cette Société, pour entrer en relations étroites avec les milieux économiques en Serbie, et ainsi favoriser les tendances nationales des Serbes sous la Monarchie Austro-Hongroise avec ceux de Serbie. La Société Danubienne fait toutes les opérations bancaires, et particulièrement, elle aide l'exportation serbe.

En province il n'y avait pas avant guerre de banques avec un capital supérieur à 500.000 Dinars, au contraire, la majorité possédait un capital très modeste. Malgré cela, quelques-unes de ces petites banques ont rendu de réels services à l'économie nationale, surtout au commerce d'exportation et au dévelop-

pement de l'industrie du pays. Ce sont les banques à Niche, à Kragouïévatze, à Chabatze, à Smédérévo et à Palanka.

La principale opération de ces banques locales est l'escompte et quelques fois c'est la seule opération de ces petites banques. En 1911, l'escompte chez toutes les banques locales était (1) 57, 051.000 Dinars, en 1912, — 58,494.000 Dinars, tandis qu'à Belgrade l'escompte comptait en 1911, — 22,110.000 Dinars et en 1912, — 25,343.000 Dinars. Souvent les effets escomptés sont des traites de complaisance, avec lesquelles les petits commerçants, les artisans et les paysans se procurent les capitaux nécessaires. D'après la loi commerciale serbe les paysans n'ont pas droit d'employer le règlement par traite. Cependant, les paysans ont trouvé le moyen de se servir de la traite en se donnant comme commerçants pour obtenir de la commune un certificat justifiant leur commerce.

Toutes ces traites étaient plutôt une avance à long terme, puisqu'elles étaient toujours renouvelées à l'échéance. Comme nous avons déjà dit, la majorité des banques serbes ont commencé comme Sociétés Coopératives, qui n'ont pas demandé à leurs membres le remboursement total de la somme avancée sur la traite, et cette habitude est restée comme règle générale quand ces Sociétés Coopératives ont pris la forme de Sociétés Anonymes. On ne paye pas la totalité de la traite, mais seulement l'intérêt ou une partie de la somme, en émettant une nouvelle traite. Ainsi, la traite a perdu son caractère commercial et elle est devenue une simple obligation.

A ses débuts la Banque Nationale n'a pas voulu se soumettre à ce genre d'opération, mais elle a été poussée par les circonstances particulières à admettre ce règlement, en raison du faible développement du commerce et de l'industrie, où les délais de paiement étaient toujours supérieurs à 3 mois. La Banque Nationale a admis à titre exceptionnel ce renouvellement de traites, et par la suite cette coutume s'est imposée chez elle.

Par cette pratique l'escompte est devenu une opération, qui immobilise les capitaux pour une durée assez importante.

Aussi les grandes banques de Belgrade n'ont pas beaucoup

(1) St. Kukla, *op. cit.*, p. 37.

pratiqué l'escompte, mais quand elles l'ont consenti elles ne l'ont fait qu'aux commerçants qui offrent suffisamment de garantie et honorent le paiement à échéance.

Au contraire, les petites banques locales ont largement consenti à ces opérations, qui leur laissent un gros bénéfice en raison du taux d'intérêt élevé qui était demandé aux clients. Ce taux était quelques fois digne d'un usurier, à côté de l'intérêt légal les banques locales ont compté les commissions et autres frais, qui ont porté le taux jusqu'à 20 et 30 %. La Banque Nationale a refusé les crédits aux banques qui demandaient un taux supérieur à 12 %, mais les banques locales ont méprisé le crédit de la Banque Nationale, qui voulait leur imposer des conditions et elles ont préféré avoir recours aux grandes banques, qui leur demandaient un taux moins avantageux mais qui les laissaient disposer librement des capitaux empruntés.

Les opérations les plus importantes des banques à Belgrade portaient sur les comptes courants. En 1911 les comptes courants dans les banques de Belgrade se montaient à Dinars : 53,329.000 et en 1912 ils étaient portés à 85,456.000 Dinars.

Les banques de Belgrade ont consenti les crédits directement à l'industrie et au commerce et aussi aux petites banques, les avances à l'industrie et au commerce étaient garanties par les traites, par les hypothèques et par les titres. Les crédits aux banques étaient garantis par leur portefeuille de traites. Cet emploi de garantie par le portefeuille traites a été introduit par la Banque Nationale, en 1886, parce que toutes les traites n'étaient pas papier bancable et de là ne pouvaient pas être réescomptées. En acceptant le portefeuille traites comme garantie la Banque Nationale a ouvert aux banques des comptes courants, qui devaient être couverts de 125 %. La même opération a été consentie plus tard aux industriels et aux commerçants avec une garantie de 133 % en effets de commerce.

Par la suite les grandes banques de Belgrade ont de leur côté consenti les mêmes opérations aux mêmes conditions, aux industriels et aux commerçants. A côté de ces crédits réels, on a souvent consenti le crédit personnel pour faciliter l'extension des petits industriels et commerçants honnêtes et capables, qui ne disposaient d'aucune garantie en raison du

manque d'instruments de paiement occasionné par le faible développement de la vie économique du pays.

La grande majorité des banques ont directement pris part à la fondation et au développement de l'industrie du pays. C'est notamment pendant la guerre douanière avec l'Autriche que les banques ont largement contribué au développement de l'industrie nationale, pour lutter contre la crise provenant de la fermeture du marché autrichien aux marchandises serbes. De 1906 à 1910, soit pendant la durée de cette guerre, les banques ont fondé des entreprises industrielles pour transformer les produits qui avant étaient exportés à l'état brut et qui devaient supporter un transport plus long jusqu'aux nouveaux marchés plus éloignés. En même temps on s'est employé à fabriquer des objets qui auparavant étaient importés d'Autriche.

Plusieurs banques avaient à côté de leurs services bancaires des services spéciaux de trafic de marchandises, soit pour leur propre compte soit comme intermédiaire. Les banques ont organisé des services techniques chargés d'importer les objets fabriqués (les machines, les moteurs, les battoires, les moulins, les outils agricoles, etc...) et de trouver des débouchés et d'en faire le placement dans le pays, le plus souvent à crédit.

Pour leur propre compte les banques vendaient les objets fabriqués dans leurs industries et soutenaient le commerce d'exportation. En général, toutes les banques, avec la Banque Nationale en tête, ont soutenu l'exportation du pays et dans les périodes d'exportation elles ont mis toutes leurs ressources à la disposition des exportateurs. La Banque Nationale accordait des crédits exceptionnels et toujours dans la période d'exportation elle avait une plus grande quantité des billets en circulation.

Toutes les banques, excepté la Banque Nationale, ont fait les opérations de dépôts. En 1912, l'ensemble des dépôts dans les banques s'est élevé à 72,000.000 Dinars. Quand on rapproche le capital des banques à cette époque, qui était de Dinars : 51,190.000, on peut dire que les opérations de dépôt n'étaient pas assez développées. La raison était la thésaurisation des paysans, qui n'avaient pas confiance aux banques et chez lesquels l'esprit d'épargne était encore très faible.

L'emploi du chèque et des opérations de compensation

n'existant pas, les commerçants étaient obligés de garder dans leur caisse des sommes importantes, pour leurs règlements en espèces, et ainsi les banques ne faisaient aucune opération de comptabilité pour leurs clients, et la plus grande partie du capital national restait improductive.

Pour montrer le mouvement et la prospérité des banques en Serbie nous exposons le tableau ci-dessous : (1)

Le 31 décembre 1912,

le nombre de banques	187
le capital Dinars	51.193.000
les fonds des réserves	7.072.000
les dépôts	65.033.000
les créanciers	102.249.000
l'escompte	83.837.000
les avances sur titres	10.287.000
les débiteurs.....	96.012.000
les bénéfices	4.820.000

Parallèlement au développement de l'organisation bancaire en Serbie se développe l'organisation du crédit sous la forme de Sociétés Coopératives. La période de 1870 à 1890 est très importante et très caractéristique pour la vie économique du pays. A cette époque la Serbie a subi trois guerres et a construit les grands réseaux de chemin de fer de Belgrade à Pirote et à Vragné ; ainsi les dépenses d'Etat se sont élevées et, avec les besoins croissants du pays, l'importation s'est développée comme jamais. Les villes commencent à se développer, l'industrie et le commerce s'agrandissent et dans l'agriculture les besoins d'une exploitation intensive se faisait sentir de plus en plus. Partout il fallait des capitaux nécessaires pour donner satisfaction à cette activité économique générale. Les citoyens ont trouvé plus au moins la satisfaction de leurs besoins de capitaux chez les banques, mais les paysans ne trouvaient pas facilement les capitaux nécessaires. Les capitaux assez faibles étaient vite épuisés par les commerçants et les industriels. Les paysans ne pouvaient pas s'engager par la traite et n'étaient pas assez habiles pour remplir toutes les formalités exigées pour emprunts dans les banques, et

(1) St. Kukla, *op. cit.*, p. 60.

ainsi ils tombaient aux mains des usuriers. Les crédits des usuriers ruinaient l'agriculture et menaçaient la vie même de la prospérité économique. Pour sauver l'existence des paysans le plus tôt possible il fallait organiser le crédit agricole à bon marché, facilement accessible aux paysans, sans beaucoup de frais et sans beaucoup de formalité. Mais bien que la Serbie soit un pays agricole, où cette production est la base de toute la prospérité économique du pays, on a trop attendu pour organiser ces crédits agricoles, ce qui obligea les paysans à s'entr'aider. Ce sont les Sociétés Coopératives de Crédit qui, avec grand succès, se sont employés à satisfaire les besoins des paysans par le crédit agricole.

La première Société Coopérative de Crédit d'Agriculteurs fut fondée en 1894 à Vranovo, petit village à côté de la ville Smédérévo. Ces Sociétés se développent rapidement et on en compte en 1905 déjà 604. En 1909 fonctionnaient 615 Sociétés, leur trafic pendant cette année était de 11,124.000 Dinars, les avances aux membres comptaient 3,159.000 Dinars, les cotisations des membres s'élevaient à 1,407.000 Dinars et le dépôt d'épargne à 537.000 Dinars, les fonds de réserves atteignaient 141.000 Dinars, les bénéfices bruts étaient de 275.000 Dinars et les dépenses de 267.000 Dinars.

Le siège central des Sociétés Coopératives était la Société Coopérative Principale d'Agriculteurs à Belgrade, qui concentrait l'excédent des capitaux de toutes les Sociétés Coopératives de Crédit d'Agriculteurs, et qui les distribuait aux Sociétés qui en faisaient la demande. La Société Principale consent des avances, qui ne peuvent pas excéder 150.000 Dinars et qui sont réglées semestriellement. Pour renforcer les ressources de la Société Principale le Gouvernement accorde un prêt de 2,000.000 de Dinars sans intérêt.

Toutes ces Sociétés sont réunies en Fédération Principale de Sociétés Coopératives d'Agriculteurs à Belgrade, qui est en même temps l'organe de contrôle.

B). EN MONTÉNÉGRO

Le Royaume de Monténégro était un Etat indépendant jusqu'en 1918, quand l'Assemblée Nationale à Podgoritza proclama l'Union avec la Serbie dans un Etat unique.

Ce petit Etat n'avait pas beaucoup de banques, mais celles qu'il avait, étaient bien organisées et on peut dire que les banques en Monténégro ont joué un rôle positif dans la vie économique du pays.

La fondation des banques est de date récente. En 1901 fut créée à Nikchitch la Caisse d'Epargne de Nikchitch (Nik-sicka Stedionica), avec des succursales à Chaynike et à Vélimlié.

Ensuite ont été fondées :

La Banque de Podgoritza (Podgoricka Banka) à Podgoritza (1904) avec des succursales à Kolachine, à Vire-Pazare et à Danilove-Grade ;

La Banque de Monténégro (Crnogorska Banka) à Cettigné (1905), société anonyme pour protéger le développement des métiers, du commerce et de toute l'économie du pays. La Banque crée des succursales à Bare, à Kolachine, à Podgoritza, à Oultzigne, à Gnégouchie, à Riéka et à Danilove-Grade ;

La Banque Nationale du Royaume de Monténégro (Crnogorska Narodna Banka) comme banque d'émission (1909) ;

La Caisse d'Epargne Nationale (Narodna Stedionica) et d'autres.

Afin d'assurer aux paysans le crédit avantageux et à long terme le Gouvernement ouvre, en 1909, le Crédit Foncier par suite de l'emprunt de 3,000.000 de Couronnes or, contracté chez le Bodencreditanstalt à Vienne.

Pour montrer la prospérité croissante dans les banques en Monténégro nous exposons ci-dessous le tableau des mouvements d'une des principales banques :

Mouvement de la Banque de Monténégro à Cettigné : (1)

	1906	1910	1915
Capital	72.000	356.000	1,000.000
Réserve	—	40.000	537.000
Dépôts sur livrets d'épargne	58.000	753.000	2,418.000

(1) Le rapport annuel de la Banque de Monténégro pour 1928.

	1906	1910	1915
Créditeurs	—	1,194.000	3,023.000
Dépôts de garanties ...	95.000	2,604.000	7,053.000
Portefeuille	76.000	1,441.000	1,976.000
Débiteurs	49.000	866.000	4,113.000
Bénéfice net.....	1.000	64.000	80.000
Dividendes payées ...	—	28 %	8 %
Mouvement général ...	1,268.000	85,714.000	103,852.000

DEUXIÈME SECTION

L'Organisation du Crédit dans les Provinces Yougoslaves sous la domination de la Monarchie Austro-Hongroise

Le trait commun dans l'histoire de l'organisation du crédit dans ces provinces yougoslaves est la lutte contre l'expansion de banques allemandes et hongroises, et l'effort pour conserver le caractère national partout dans la vie économique et politique. La tendance de toute l'activité est tantôt nationale et économique, tantôt nationale et politique, mais c'est toujours la tendance nationale qui domine.

Les banques adaptent leur organisation de travail aux besoins économiques du pays et suivent son degré de développement. Avant la guerre, dans ces régions, la production économique était marquée par l'exploitation agricole dans sa plus grande partie, et par le commerce et les métiers assez développés et par l'industrie à son état embryonnaire. Les banques répondent à cet état de choses en consentant les crédits aux paysans et en soutenant le commerce et les petits artisans par l'escompte du papier, par l'ouverture de comptes courants et par les avances sur les gages. Elles jouent un grand rôle en favorisant les dépôts et ainsi les banques accaparent les capitaux nécessaires à l'alimentation des besoins de l'économie nationale et concentrent la richesse nationale. Les plus grandes banques s'occupent en plus de crédit hypothécaire et d'avances aux communes par l'émission d'obli-

gations. Avec le développement industriel du pays les banques participent à leur développement par les commandites et par l'émission de titres. Mais leur intervention était gênée par la politique économique du Gouvernement, qui voulait favoriser ses organisations bancaires établies dans ces régions. Le développement de l'organisation du crédit le plus affranchi se trouvait en Croatie et Slavonie, avec Zagreb en tête, puis en Slovanie et Damaltie, tandis qu'en Bosnie et Herzégovine cette organisation était fortement influencée par les banques autrichiennes et hongroises. En Voïvodina toutes les banques, excepté quelques-unes, étaient sous la dépendance étroite de capitaux hongrois.

A) EN CROATIE-SLAVONIE ET EN VOÏVODINA

La Croatie-Slavonie était économiquement et politiquement liée à la Hongrie. Malgré la jouissance d'une autonomie politique basée sur l'Accord Hongro-Croate, promulgué le 18 novembre 1868, cette région subit une forte influence du milieu hongrois et des créations de Budapest. Toute la force économique était concentrée à Budapest, où le gouvernement fait tout, pour le progrès économique de son propre pays et au détriment de la Croatie-Slavonie, qui était toujours considérée comme une province à exploiter. Les créations économiques, politiques et législatives du gouvernement n'ont d'autres but que d'imposer la domination et la suprématie hongroise au pays. Mais le peuple yougoslave dans cette région, ayant toujours l'esprit national net et élevé, et les intellectuels, fortement instruits et aussi bons patriotes, ont vite éventé le secret de ce but ; pour conserver leur indépendance économique et leur liberté nationale et politique, ils ont créé les institutions nationales sur toute l'étendue de la vie du pays. A cette époque et avec cet esprit fut créé en 1846, la première banque nationale dans la Croatie-Slavonie, c'est la Première Caisse d'Epargne Croate (Prva Hrvatska Stejdionica) à Zagreb, qui est aujourd'hui un de nos plus forts établissements de crédit. La création de cette banque en 1846 est un événement historique bien intéressant, quand on sait qu'à cette époque beaucoup d'Etats indépendants n'avaient pas encore leur organisation bancaire. Plusieurs

d'entr'eux ont eu leurs banques quelques années après (la Turquie en 1849) et même quelques dizaines d'années après (la Bulgarie en 1876). Cet esprit avancé ne convient pas au gouvernement qui cherche partout les moyens de gêner cette organisation nationale et pour empêcher son développement certain.

Pour mieux comprendre les circonstances dans lesquelles s'est trouvée la prospérité des institutions nationales à cette époque, il faut noter que la Première Caisse d'Epargne Croate a dû à ses débuts se servir de la langue allemande. Et pour la première fois en 1861 on a pu utiliser la langue nationale dans cette banque. Malgré des difficultés diverses la banque s'est développée rapidement et elle devient vite le centre de la vie économique nationale. Elle organise les petites épargnes nationales et elle s'emploie à favoriser des crédits aux paysans et aux petits artisans. Plus tard elle élargit de plus en plus le champ de son activité : elle consent les crédits hypothécaires ; elle soutient le commerce et l'industrie nationale ; elle prend part à plusieurs entreprises industrielles et commerciales et même à la nationalisation des entreprises étrangères dans le pays. Depuis sa création elle reste fidèle aux pensées de ses fondateurs et l'esprit national, dans toutes ses manifestations économiques, a toujours trouvé un fort appui dans cet établissement national.

Pour mieux assurer la résistance nationale les Croates créent un deuxième établissement, qui a pour but de soutenir les affaires de la vie économique des villes et d'encourager le commerce et l'industrie nationale. C'est la Banque d'Escompte Croate (Hrvatska Eskomptna Banka), créée à Zagreb en 1868. En conséquence, dans les temps les plus difficiles pour la vie nationale croate, cette banque collabore avec la Première Caisse d'Epargne Croate et partage son champ d'activité avec elle. En même temps que celle-ci soutient les petits artisans et favorise l'épargne de la masse populaire, la Banque d'Escompte Croate, au contraire, s'occupe du développement de l'organisation industrielle et commerciale et, spécialement, de l'exploitation forestière.

Pour le crédit hypothécaire fut créée en 1892 à Zagreb la Banque Hypothécaire du Pays de Croatie et Slavonie (Hrvat-Bsko-Slavonsko Zemaljska Hipotekarna Banka). C'est un

Etablissement de crédit mi-officiel et mi-privé pour cette région. Cette Banque s'occupe spécialement de prêts hypothécaires et commerciaux. A la déclaration de guerre, elle était engagée pour un capital de 72 millions de couronnes pour prêts hypothécaires et pour 23 millions de couronnes pour prêts communaux ; elle contribuait ainsi pour une large part à l'établissement de la vie économique du pays. Elle était en relations étroites avec la Banque Hypothécaire Hongroise et avec le gouvernement autonome. C'est pourquoi elle avait une position spéciale et exceptionnelle parmi les banques croates. Elle a conservé ce privilège jusqu'à la fin de la guerre, ensuite sa situation s'est trouvée complètement modifiée.

La Banque Serbe (Srpska Banka) à Zagreb, fondée, en 1895, représente la force financière des Serbes en Croatie et Slavonie, et même sur tout le territoire de l'Autriche-Hongrie. Les Serbes trouvaient dans cette banque l'appui et l'initiative nécessaire au développement de la vie économique et même nationale. En un mot, ils rencontraient là tous les mêmes avantages que les Croates avaient dans la Première Caisse d'Epargne Croate. Fondée dans une dure période de la vie nationale serbe elle fut pendant toute la durée de son existence la collaboratrice fidèle, par un travail large et fécond, de tous les mouvements de la vie économique politique et sociale des Serbes sous l'ancienne Monarchie Austro-Hongroise. Particulièrement, il faut rendre hommage à la Banque Serbe à Zagreb de ce qu'elle a fait pour le développement de Sociétés Coopératives en Croatie et Slavonie. Elle a fondé : les Sociétés Coopératives Economiques, « Privrednik » (Economiste) ; la Fédération des Sociétés Coopératives d'Agriculteurs Serbes et autres. Elle est l'âme de toutes ces institutions économiques, qui sont en même temps les centres de la propagande et du développement de l'activité nationale et sociale.

Pour les Sociétés Coopératives d'Agriculteurs Croates et pour cette organisation de crédit, fut créée à Zagreb, en 1901, la Banque Agraire Croate. Elle organise la Fédération Centrale des Sociétés Coopératives d'Agriculteurs Croates, qui compte à la fin de la guerre 351 Sociétés. Elle soutient, également, la sériciculture, qui est très développée dans cette région.

En exposant l'influence de la Première Caisse d'Epargne

Croate et de la Banque Serbe sur l'organisation du crédit en Croatie et Slavonie, on s'aperçoit que nous avons parlé séparément de la vie économique croate et de la vie économique serbe. Pour mieux comprendre ce développement historique séparé, il faut faire ressortir une des méthodes spéciales de la politique austro-hongroise. Le principe essentiel de cette politique était : — Il faut diviser pour régner. — Partout, où vivaient ensemble les Serbes et les Croates le gouvernement s'est chargé de les diviser. Le gouvernement aide et même provoque la création, d'un côté les institutions serbes, et de l'autre des institutions croates. Une fois créées il les dressent les unes contre les autres, en favorisant tantôt les unes, tantôt les autres. Par conséquent, la force nationale ainsi morcelée et affaiblie ne peut résister à la force centralisée de la nation gérante, et puis, les Serbes et les Croates, continuellement en querelle n'arrive pas à se consacrer à l'épanouissement de leur développement. Dans cette situation l'exploitation est plus sûre, plus durable et moins évidente. Cette politique était avec succès appliquée pendant toute la durée de la domination austro-hongroise. Mais comme chaque chose a le pour et le contre, les avantages et les inconvénients, cette politique : *divida et impere*, a aussi ses avantages. Dans cette concurrence imposée les facultés des Croates comme celles des Serbes s'aiguïsent plus vite et plus profondément dans le désir d'être toujours plus avancés et plus forts les uns que les autres. Les résultats de ces efforts communs donneront plus tard une valeur appréciable dans la vie indépendante.

Parmi les autres banques qui attestent les caractéristiques du développement de l'organisation de crédit en Croatie et Slavonie, il faut encore citer :

La Banque Générale de Crédit Croate (Hrvatska Sveopća Kreditna Banka) à Zagreb. En 1912 elle fut fondée par la Magyar Altalanos Hitelbank de Budapest. En conséquence, cette banque est le plus fort représentant du capital hongrois en Croatie et Slavonie.

La Banque du Pays Croate (Hrvatska Zemaljska Banka) à Osijek, fondée en 1909 à l'aide de Zivnostenska Banka de Prague. C'est le capital tchèque qui est intéressé dans cette banque. Après la guerre, la banque prend le nom de Banque Yougoslave, et transporte son siège à Zagreb.

Dans quelques grandes villes, comme Zagreb, Osijek et Varazdin, furent créés les Caisses d'Épargne Urbaines. Ce sont les institutions de crédit pour favoriser l'épargne aux masses populaires. Les dépôts qui leur sont confiés offrent toutes les garanties étant cautionnées par la commune et contrôlés par le gouvernement.

En dehors de Zagreb, où sont concentrées les grandes banques, se sont installées et multipliées les petites banques locales. En 1910 existaient déjà 156 de ces petites banques, avec un capital d'environ 23 millions de couronnes. Ces banques soutiennent le développement de la vie économique locale et s'occupent particulièrement des opérations d'es-compte. Plusieurs d'entre elles n'ont pas eu une heureuse influence sur la vie économique du pays, parce qu'elles ne disposaient que d'un faible capital, et en conséquence, elles étaient obligées de réescompter son papier chez les grandes banques. Ainsi, elles faisaient supporter à ses clients un intérêt et une commission qui allaient souvent de 20 à 30 %.

Pour montrer le mouvement de l'organisation de banques en Croatie et Slavonie nous exposons le tableau ci-dessous :

Les banques et caisses d'épargne en Croatie et Slavonie
avant la guerre (1).

Années	1890	1895	1900
Nombre	48	57	94
Capital	77,068.000	137,675.000	212,224.000

(1) Statistique annuelle pour la Croatie et Slavonie, en 1914.

Années	1905	1910	1913
Nombre	130	189	207
Capital	399,009.000	617,592.000	671,038.000

A côté de l'organisation du crédit sous la forme de Société Anonyme, favorisée par la législation commerciale, qui pour leur fondation n'a pas exigé d'autorisation préalable ; on trouve encore en Croatie et Slavonie l'organisation du crédit sous la forme coopérative. Cette organisation avait pour but l'instruction et la prospérité économique des paysans et aussi le développement de toutes leurs facultés, pour lutter contre l'invasion des paysans allemands et hongrois. Ceux-ci étaient poussés par leur Gouvernement, qui leur avançait les capitaux nécessaires à toutes leurs entreprises et sans restrictions à des conditions exceptionnellement avantageuses. On rencontre surtout ces Sociétés Coopératives dans les villages serbes et croates où les paysans allemands et hongrois sont installés et menacent la vitalité même de l'élément national. En conséquence, cette institution du crédit d'ordre économique a pris dans cette région une tendance politique et nationale.

Le mouvement de cette organisation a débuté chez les Serbes, qui étaient dirigés par de grands organisateurs et de bons patriotes et qui trouvaient un fort appui dans la Banque Serbe à Zagreb. La première Société Coopérative d'Agriculteurs Serbes fut fondée à Kaménitza, en 1897, et déjà en 1898 le nombre de ces Sociétés était tellement considérable qu'il a été possible de former la Fédération de Sociétés Coopératives d'Agriculteurs Serbes à Zagreb. Ces Sociétés Coopératives sont dans leurs majeures parties de système Reif-
feisen avec responsabilité solidaire et illimitée. Elles cherchent à développer l'esprit d'épargne chez les paysans et contribuent à les affranchir du joug des usuriers, en leur consentant des

crédits à des taux avantageux. Avant l'Union Nationale il y avait 424 Sociétés, qui concentraient un dépôt de 1,411.700 Couronnes, utilisées en crédit de 1,289.700 Couronnes, aux taux de 7 et 8 %.

Les Sociétés Coopératives d'Agriculteurs Croates commencent à se fonder par la suite et sont en tous points semblables à celles des Serbes. Elles étaient groupées en Fédération Centrale des Sociétés Coopératives d'Agriculteurs Croates à Zagreb. Cette Fédération comptait avant l'Union Nationale 351 Sociétés, avec un dépôt de 1,844.800 Couronnes utilisées en crédit de 822.500 Couronnes, aux taux de 7 à 16 %.

En dehors de ces Sociétés Coopératives de Crédit existait en Croatie et Slavonie une autre organisation de crédit, qui était imposée par le Gouvernement de Budapest. Ce sont les Sociétés de Crédit, créées pour concurrencer les Sociétés Coopératives d'Agriculteurs Serbes et Croates. Le siège central de ces nouvelles Sociétés était à Budapest, avec deux Directions en Croatie et Slavonie, une à Zagreb et l'autre à Osijek. Le développement de ces Sociétés de Crédit a pris une grande extension grâce à l'obligation imposée par le Gouvernement aux fonctionnaires des communes et aux instituteurs de fonder et de soutenir les nouvelles Sociétés. Le Gouvernement qui a gêné, autant qu'il a pu, les Sociétés Coopératives Serbes et Croates, a donné toutes les facilités matérielles et administratives aux siennes. Les Sociétés de Crédit ont facilement accordé les crédits aux paysans et aux petits artisans et la responsabilité des membres était limitée. Ainsi, elles n'avaient pas autre but, en faisant la concurrence aux Sociétés Coopératives nationales, que de rendre le peuple tributaire du Gouvernement de Budapest. Avant la guerre il y avait 483 Sociétés de Crédit installées en Croatie et Slavonie.

La Voïvodina était complètement assimilée à la Hongrie et ne faisait qu'un avec elle. En conséquence, sa vie économique a suivi la même marche ascendante au point de vue du développement. Sa richesse naturelle, — cette région était appelée le grenier de la Monarchie Austro-Hongroise, —

a été remarquée dès le début par le milieu financier hongrois, qui a favorisé le développement de ses banques. Les banques locales au capital national, se sont également formées et ont pris une grande importance. Là, comme ailleurs, l'esprit national a su s'adapter à la vie économique, qui était une garantie de la force et de la résistance nationale.

D'après la législation commerciale du pays la fondation de banques sous forme de Société Anonyme était complètement libre, comme dans toute la Hongrie. En conséquence, à côté des puissants établissements de crédit le développement exagéré de petites banques, disposant d'un faible capital, se répandit dans le pays, ce qui occasionna une déconcentration défavorable des capitaux.

Le centre bancaire est Novi-Sade, où est réuni la force économique et l'esprit national de la région.

Avant l'Union Nationale il existait en Vaïvodina environ 120 banques étrangères, tant en succursales qu'en sièges de Banques aux capitaux hongrois, allemands et roumains. A côté de celles-ci on comptait plus de 100 banques au capital national.

En 1913 le mouvement des banques en Voïvodina se signale par le tableau ci-dessous : (1)

ACTIF
(en Couronnes or)

Caisse	10,246.276
Portefeuille	290,876.437
Avances sur gages	136,300.424
Compte courant	30,418.785
Entreprises industrielles et commerciales	1,666.952
Titres	30,531.097
Immeubles	11,613.321
Divers	10,960.966

(1) Le rapport annuel de l'Association des banques en Voïvodina pour 1926.

PASSIF
(en Couronnes d'or)

Capital	58,165.977
Fonds de réserves	24,851.814
Dépôts sur livrets d'épargne.....	247,213.837
Compte courant	3,061.880
Réescompte	81,347.594
Divers.....	98,490.274

B) EN SLOVENIE ET EN DALMATIE

Ces deux régions relèvent directement de l'autorité autrichienne dans l'ancienne Monarchie Austro-Hongroise, et comme la vie économique et financière de l'Autriche était beaucoup plus avancée que celle de la Hongrie, c'est dans ces régions que le développement de l'organisation du crédit est plus avancé que dans les autres régions yougoslaves. Déjà en 1820 fut créée la Caisse d'Epargne de Carniole à Ljubljana, en Slovenie. C'est presque trente ans avant l'apparition de la Première Caisse d'Epargne Croate à Zagreb (1846) et vingt ans avant la première banque hongroise à Budapest (1840). Cependant, cette banque fut fondée à l'aide du capital allemand, et la fondation des institutions nationales ne fut établie que bien plus tard et sous une forme spécifique. Il faut dire que la Slovenie était la région la plus exposée à la germanisation. Entourée de tous les côtés d'éléments allemands, elle était dans un danger très proche de se perdre dans la mer germanique. Il fallait trouver le moyen de se défendre et de résister contre ce danger fort et imminent. On a bien trouvé ce moyen dans une organisation économique spéciale, qui lui a servi non seulement pour défendre son esprit national, mais aussi, pour bien développer les forces économiques de la nation. Deux grands organisateurs et en même temps deux grands patriotes, I. E. Krek et M. Vosnjak, fondent les petites associations coopératives. Ces associations prennent un développement extrêmement rapide et ferme. En 1883, elles furent réunies dans la Fédération de Sociétés

Coopératives à Celjé. En 1890 cette Fédération compte déjà 47 Sociétés, et en 1900 elle groupe 102 Sociétés.

Tandis que dans les autres provinces yougoslaves furent créées les institutions financières sous la forme des Sociétés Anonymes, en Slovénie on continue de développer ces petites coopératives de type Schultze-Delitsch et de Reiffeisen, qui gagnent vite la confiance des paysans slovènes et captent la confiance des villageois et des citadins de toute la région.

Avant l'Union Nationale ces Sociétés sont déjà très nombreuses et sont réunies en trois Fédérations : la Fédération des Sociétés Coopératives à Celjé (fondée en 1883) ; la Fédération des Sociétés Coopératives à Ljubljana (fondée en 1889) ; et la Fédération des Sociétés Coopératives Slovènes à Ljubljana (fondée en 1907). Ces nombreuses coopératives de crédit n'ont fait que prospérer et sont déjà arrivées à cette époque à grouper un capital d'épargne nationale d'environ 300 millions de Couronnes, qui se trouvait à la disposition de tous les besoins de l'économie et de la prospérité nationale.

On rencontre encore une institution de crédit bien spéciale à ces régions. Ce sont les Caisses d'Epargne Communales, qui existent dans tous les villages et les villes, suivant les règles des Caisses d'Epargne d'Autriche, conformément au Décret du 2 octobre 1884.

Ces caisses ne sont pas des institutions capitalistes, mais des caisses d'épargne qui ont pour but : d'encourager l'esprit de l'épargne auprès des grandes masses populaires. Elles n'ont pas de capital propre, mais elles utilisent les fonds de dépôts, qui sont garantis par les communes. Elles consentent, notamment, les crédits hypothécaires, qui se chiffrent, en 1914 à 132,490.000 Couronnes.

L'institution bancaire nationale est de date récente. La Banque de Crédit de Ljubljana (Ljubljanska Kreditna Banka) à Ljubljana fut fondée en 1900. Comme c'était le seul établissement national, capable de faire une concurrence sérieuse aux établissements allemands, l'autorité publique se montre immédiatement hostile à cet établissement national, et fait tout pour l'étouffer. Mais, sans succès. La Banque de Crédit de Ljubljana sort victorieuse de cette lutte, et grâce aux aides du milieu nationaliste de Ljubljana et de Zivnostenska Banka à Prague, elle aboutit après les premières difficultés

à un grand développement, et elle dispute avec succès la suprématie aux grands établissements allemands. Fondée avec un capital de 500.000 Couronnes autrichiennes, elle augmente après 3 ans son capital, qui est passé à 1 million, et avant l'Union Nationale il passe à 10 millions de Couronnes.

Toutes les considérations précédentes sont applicables à la vie économique en Dalmatie. Seulement, le développement de l'institution du crédit en Dalmatie n'a pas rencontré autant de difficultés que celui de Slovénie, en effet, cette région moins riche n'a pas attiré l'attention du milieu financier de Vienne, comme la Slovénie. La Dalmatie a fondé aussi des caisses d'épargne communales, qui sont du même type, et fondées sur la même base que celles de Slovénie. Il y avait 6 caisses d'Epargne Communales, parmi lesquelles la Caisse d'Epargne Communale de Split était de beaucoup la plus importante.

Dans tous les villages et presque dans toutes les villes se sont ouvertes des Sociétés Coopératives de Crédit, qui ont prospéré d'une façon tout à fait satisfaisante. Elles se groupent en Fédération des Sociétés Coopératives Economiques Serbes à Doubrovnik (en 1904) et en Fédération des Sociétés Coopératives à Split (en 1907).

Par contre les banques sont peu nombreuses, mais ce petit nombre s'est bien employé à contribuer au développement industriel et commercial du pays.

C) EN BOSNIE ET HERZEGOVINE.

L'organisation de crédit dans cette région est de date récente, par rapport aux autres régions yougoslaves. C'est en raison de la situation politique et sociale, qui est, particulièrement, malheureuse pour ce pays. Sous la domination turque le paysan, 95 % de la population, était serf et ne possédait pas de terre propre. Il était accablé par le travail, mais, comme au temps de la féodalité, la plus grande partie des bénéfices était pour les seigneurs, auxquels il était assujéti. Cette situation injuste menait le paysan au désespoir, qui se manifestait par la révolte et des soulèvements sanglants. D'un autre côté, le manque de sécurité personnelle et de garantie de propriété ; le mauvais état des voies de communication et aussi l'agri-

culture et le commerce primitifs, entravaient le développement de l'organisation du crédit, qui ne pouvait sortir de son état précaire. Pour les prêts d'argent il n'y avait pas de documents écrits, on remédiait à cela en employant un morceau de bois, sur lequel on faisait des entailles. Le règlement avait lieu aux jours de fêtes de St. Démétrius et de St. Georges.

C'est dans cette situation que se trouvait le pays lors de l'occupation autrichienne. D'après le traité du Congrès de Berlin en 1878, art. XXV. La Monarchie Austro-Hongroise reçoit le mandat d'occuper la Bosnie et l'Herzégovine, pour introduire l'ordre et la sécurité dans le pays, et en même temps résoudre la question agraire, qui était une cause de querelles constantes entre les seigneurs et les serfs. La Monarchie Austro-Hongroise profite de cet état de choses pour s'implanter dans cette région. Dès son entrée elle se préoccupe d'établir fortement la base de l'exploitation prochaine et fructueuse de ce pays aux richesses nombreuses et presque intactes. Elle établit des routes ; construit des casernes ; crée une large administration, toute entière entre les mains de fonctionnaires allemands et hongrois ; elle introduit un grand nombre de commerçants, d'artisans et d'ouvriers. Mais, toute cette organisation, à l'apparence philanthropique, n'a qu'un but : établir certainement dans le pays la prérogative de la race germanique et tirer de cette région soumise le plus de richesses possible. Le gouvernement ne se préoccupe pas d'améliorer la situation du peuple ; il ne résoud pas du tout la question agraire, mais au contraire, il en provoque d'autres, qui engendrent de nouvelles querelles et de nouveaux affaiblissements des forces nationales. Fidèle à sa politique : — divida et impere —, il partage le peuple non seulement en Serbes et Croates, mais il le divise aussi au point de vue des religions : en catholiques, orthodoxes et musulmans.

L'expansion des banques allemandes et hongroises commence immédiatement après l'occupation. Ce sont les grandes banques de Vienne et de Budapest qui ouvrent à Sarajevo des succursales et soutiennent l'industrie et le commerce de ces compatriotes installés en Bosnie et Herzégovine. La première était la banque Union de Vienne, qui fonde en 1883 une succursale à Sarajevo, sous le nom de Section Priviligée de la Banque Union de Vienne pour la Bosnie et Herzégovine,

destinée aux prêts hypothécaires. Mais, cette Section de la Banque Union de Vienne ne pouvait satisfaire tous les besoins du pays pour le crédit hypothécaire, et le gouvernement se servit de Caisses de Retraites des fonctionnaires pour fonder, en 1889, l'Etablissement de crédit Hypothécaire de Bosnie et Herzégovine. En même temps le gouvernement crée les Fonds d'Arrondissements d'Assistance, pour prêts aux paysans.

Pour satisfaire les besoins de crédit des commerçants et des artisans se forme, en 1888, la Banque Nationale par Actions de Bosnie et Herzégovine ; en 1889, la Première Caisse d'Epargne S. A. à Brtchko ; en 1894, la Première Caisse d'Epargne S. A. à Banjaluka et Caisse d'Espagne S. A. à Beljina. Toutes ces institutions de crédit, étant créées par le gouvernement ou par ses propositions, consentaient des crédits sous les tendances purement politiques.

Quand la Banque Serbe à Zagreb fut créée en 1895, l'élite intellectuelle et financière de Bosnie et Herzégovine se groupa pour assurer la prospérité de cet établissement national. Contre cette coalition économique le gouvernement austro-hongrois établit la Banque Privilégiée de Bosnie et Herzégovine, par la coopération du Wiener Bankverein et de la Banque Hongroise pour l'Industrie et le Commerce. Cette banque jouissait de différents privilèges, et elle était destinée à contrebalancer l'influence de la Banque Serbe de Zagreb, et à provoquer une division entre les Serbes de Bosnie et ceux de Croatie.

C'est notamment après l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, en 1908, que se multiplient et s'installent les succursales des grandes banques étrangères, comme, par exemple, la Banque Agraire et Commerciale, fondée en 1909 par la Banque Commerciale de Budapest. En 1910 fut fondée à Sarajevo une succursale de la Banque Nationale Austro-Hongroise, qui par suite a ouvert une succursale à Mostar en 1911, et à Banjaluka en 1912.

Le mouvement de fondation des institutions nationales est de date toute récente. En 1903 fut créée la première institution au capital social : la Banque de Commerce et Caisse d'Epargne S. A. à Mostar. qui après une année change de nom : la Banque Serbe S. A. à Mostar. En 1904 s'ouvre la Caisse d'Epargne Serbe à Sarajevo. Ce mouvement se développe de plus en plus dans toute la région. Ainsi s'ouvrent :

En 1905 : 5 banques serbes et 1 musulmane ;

En 1906 : 5 banques serbes et 1 croate ;

En 1907 : 3 banques serbes et 1 musulmane ;

En 1908 : 2 banques serbes, 1 croate et 1 musulmane ;

En 1909 : 1 banque serbe et 2 musulmanes ;

En 1910 : 2 banques croates ;

En 1911 : 6 banques serbes, 2 croates et 2 musulmanes ;

En 1912 : 1 banque serbe ;

En 1914 : 1 banque serbe ;

De 1906 à 1914 s'ouvrent encore 5 banques aux capitaux serbes, croates et musulmans réunis. (1)

Avant la guerre il avait en Bosnie et Herzévine :

26 banques serbes, avec un capital d'environ : 10 Millions de Couronnes, réserves : 5 Millions et dépôts : 8 Millions de Couronnes ;

10 banques croates, avec un capital d'environ : 3 Millions de Couronnes, réserves : 600.000 et dépôts : 3 Millions de Couronnes ;

8 banques musulmanes, avec un capital d'environ : 4 Millions de Couronnes, réserves : 800.000 et dépôts : 3.500.000 Couronnes ;

6 banques au capital divers, avec un capital total de : 1.500.000 Couronnes, réserves : 500.000 et dépôts : 3.200.000 Couronnes ;

D'autres banques allemandes et hongroises, avec un capital de : 20 Millions de Couronnes, réserves : 8 Millions et dépôts : 60 Millions de Couronnes.

Parallèlement à la fondation des banques au capital national se développe le mouvement de création de Sociétés Coopératives de Crédit.

Toutes ces Sociétés Coopératives se rattachent au type Reiffeisen et sont organisées sous l'influence du milieu nationaliste de Zagreb, et créées par la Société intellectuelle « Prosvéta ».

La première Société Coopérative Serbe fut fondée en 1907,

(1) Ljubomir St. Kosier et Vasa Ristic. : *Vodece institucije u nacional-nom bankarstvu Bosne*, p. 11.

mais son développement est entravé par le gouvernement qui se montre immédiatement hostile à cette formation. Cependant, en 1908 les pouvoirs civils ratifient les statuts des Sociétés Coopératives de crédit et aussitôt elles se multiplient. En 1911 ces Sociétés se groupent en Fédération des Sociétés Coopératives Serbes, qui trouvent un grand soutien dans la Banque Centrale Serbe à Sarajevo, fondée en 1912

Avant la guerre, la Fédération comptait 128 Sociétés avec 4.100 membres.

Les Sociétés Coopératives Croates commencent à se créer en 1909 et en 1914, il y avait 60 Sociétés. Les Musulmans n'avaient pas de Sociétés Coopératives avant guerre.

TROISIÈME SECTION

La Situation pendant la Guerre

A cette époque comme auparavant, la situation est tout-à-fait différente entre la Serbie et le Monténégro d'un côté, et les provinces yougoslaves soumises à la Monarchie Austro-Hongroise de l'autre. D'abord ces différents pays se sont trouvés sur deux fronts différents et mêmes hostiles, les uns, avec les puissances alliées et les autres avec les empires centraux. Cette division détermine une conséquence politique, et aussi une conséquence économique. La Serbie et le Monténégro résistent plus d'une année avec succès, contre toute la force des puissances centrales. Mais celles-ci coalisent de nouvelles forces et finissent par envahir les pays qui disparaissent au point-de-vue économique, politique et social et subsistent seulement au point-de-vue militaire. Dans cette situation où tout est à feu et à sac, le mouvement économique et financier est complètement paralysé. On peut enregistrer la même situation dans les provinces yougoslaves sous la domination austro-hongroise qui formaient frontières à la Serbie et au Monténégro et où vivaient des Serbes, c'est notamment la Bosnie et l'Herzégovine et le département de Srem de la province de Voïvodina, qui étaient évacués et de ce fait la

vie économique et financière est complètement morte. Par contre le reste des provinces yougoslaves a supporté les effets de la guerre comme tout le Royaume d'Autriche Hongrie.

Le premier résultat de la guerre pour les banques, était l'abondance de l'argent occasionné par l'inflation. L'Etat payait tous ses achats et ses fournisseurs en numéraire et ceux-ci faisaient leurs règlements de la même manière. De ce fait les besoins de crédit diminuent, le dépôt dans les banques augmente de plus en plus et il serait encore plus grand si la grande partie du disponible n'était utilisée aux dettes de guerre, et si les paysans ne thésaurisaient pas. L'émission des billets de banque passe de 2.100 Millions en 1914 à 30.600 Millions de couronnes en 1918. La garantie du papier qui était de 75 % en 1914, tombe en 1918 à 1,1 %.

L'abondance de l'argent entraîne pour les banques plusieurs conséquences. C'est d'abord la multiplication des établissements de crédit et l'augmentation du capital propre des banques déjà existantes. En Croatie et Slavonie, par exemple, les capitaux ont augmenté de 106 Millions de couronnes de 1917 à 1918. Les banques prennent une large part dans le développement du commerce et dans la création de nouvelles industries nationales, qui augmentent leur capital de 68.800.000 couronnes de 1917 à 1918.

La quantité d'argent disponible change l'aspect des opérations de réescompte, qui n'est pas nécessaire, comme avant la guerre, parce que les banques ayant assez d'argent n'ont plus besoin de recourir aux banques de Vienne et de Budapest, ce qui donne plus d'indépendances aux institutions nationales. Ainsi dans une seule province le réescompte tombe en 1917 de 26 Millions par rapport à 1914.

Comme conséquence de l'abondance de l'argent, il faut encore citer l'acquittement des dettes des paysans et des petits artisans, qui étaient fortement endettés avant la guerre. Les paysans profitent des gros prix de vente des produits agricoles pour se débarrasser de leurs dettes hypothécaires. Dans la Banque Hypothécaire de Croatie et Slavonie, les avances hypothécaires se chiffraient en 1914 à 72.030.500 couronnes et descendent en 1918 à 54.125.300 couronnes. Dans les banques de Bosnie et d'Herzégovine en 1914 les avances de 41.600.000 couronnes descendent en 1918 à 7.137.900 couronnes.

Dans les caisses d'épargne en Slovénie, les avances hypothécaires de 1914 descendent de 132.490.000 couronnes à : 70.500.000 couronnes en 1918.

Pendant la guerre les banques se tournent vers le commerce et vers toutes les entreprises qui peuvent procurer de gros bénéfices. A cette époque les bénéfices n'étaient pas difficiles à réaliser, parce que les besoins de l'Etat étaient de jour en jour plus grands, et l'inflation de plus en plus large ; toutes les entreprises pouvaient prospérer et les risques étaient réduits au minimum.

Les opérations d'escompte et les opérations hypothécaires diminuent et les banques, pour parer à cet état de chose, se lancent dans la spéculation du commerce de marchandises et dans toutes les spéculations financières et dans le trafic des devises étrangères, en particulier, qui se développe de plus en plus, grâce à l'importation croissante des marchandises nécessaires aux pays belligérants. Toutes ces participations industrielles et commerciales et toutes ces diverses spéculations ont donné aux banques des résultats positifs pendant la guerre, mais ces habitudes prises auront leur mauvais effet après la guerre, où la situation économique devient de plus en plus normale.

Quant aux Sociétés Coopératives de Crédit, leur situation est bien compromise pendant la guerre. En effet, la plupart furent fermées en raison de la mobilisation du plus grand nombre de leurs membres, et celles que l'on a considérées comme sociétés nationalistes et dangereuses pour la sécurité autrichienne, furent interdites et dissoutes, comme, par exemple, les Sociétés Coopératives Serbes en Bosnie et Herzégovine.

CHAPITRE II

Développement de l'Organisation du Crédit après l'Union Nationale

Les différentes régions yougoslaves réunies dans un même état ont réalisé leur plus cher idéal, mais en même temps elles ont apporté dans cet état toutes leurs différences spécifiques, avec toutes leurs caractéristiques particulières de l'organisation économique et financière résultant de leur longue vie séparée. Ces différences et contrastes pouvaient empêcher la marche régulière de cet organisme, à qui il fallait inspirer un esprit unique et une volonté unique. C'est pourquoi il fallait le plus tôt possible éloigner les obstacles les plus dangereux. Grâce à beaucoup de dévouement, de bonne foi et d'amour patriotique on est arrivé à traverser les premières et les plus grandes difficultés.

Dans le développement de l'organisation du crédit dans le nouvel Etat on remarque les efforts simultanés des pouvoirs publics et des initiatives privées. Nous examinerons dans ce chapitre, les efforts de chacun.

PREMIÈRE SECTION

Établissements Publics

Dans la vie financière, il y avait plusieurs questions à résoudre, la plus urgente était l'institution d'une monnaie unique. En effet, après l'affranchissement du pays il se trouvait plusieurs espèces de monnaie en circulation : des Dinars serbes, les Perpers monténégrins, des Leis bulgares et surtout des Couronnes autrichiennes. Les Leis et les Perpers étaient en

circulation en faible quantité, déjà lors de l'occupation du pays les Autrichiens avaient échangé les Perpers contre les Couronnes. Ainsi, la plus grande partie du problème pesait sur l'échange de la monnaie autrichienne, notamment en raison de l'inflation faite par la banque austro-Hongroise d'émission. Malgré la dissolution de l'ancienne Monarchie cette Banque n'a pas arrêté ses avances aux Gouvernements Autrichien et Hongrois et jusqu'à la fin de l'année 1918 elle a fait au premier une avance de 2 milliards et une de plus de 2.700.000.000 au second. (1) Ce système n'a pas cessé de fonctionner d'où continuation de l'émission du papier et importation incessante sur notre territoire. Notre Gouvernement a d'abord demandé à la banque Austro-Hongroise de cesser les avances aux Gouvernements Autrichien-Hongrois, la Banque a promis de ne plus faire aucun crédit, mais elle n'a pas tenu sa parole et le nombre des couronnes augmentait de jour en jour. Pour mettre fin à leur importation et pour bien connaître leur montant en circulation sur notre territoire, notre Gouvernement a pris deux mesures : l'estampillage des couronnes en circulation dans notre pays et la défense d'en importer. On comptait alors 5.300.000.000 de couronnes que l'ancienne monarchie a laissées : En Serbie : 425 millions, en Monténégro 9 millions ; en Bosnie, Herzégovine, 512 millions, en Slovenie 603 millions, en Dalmatie 163 millions, en Croatie et Slavonie 1949 millions et en Voïvodina 1669 millions. Il fallait donc instituer une monnaie unique nationale et substituer cette monnaie nationale aux couronnes dépréciées. Puisqu'au marché financier la couronne valait 0,25 Dinars, le Gouvernement a décidé à la fin de l'année 1919 de l'échanger contre le dinar, sur cette base déjà existante. Par suite de l'emprunt contracté auprès de la Banque d'émission du Royaume des Serbes, Croates et Slovens, le Gouvernement échange les couronnes contre les dinars en relation du change 4/1, 4 Couronnes pour 1 Dinar.

(1) M. Nintchitch. *Notre problème monétaire*, p. 6.

1^o — LA BANQUE D'EMISSION

Il fallait organiser une banque d'émission pour tout le pays. Comme la Banque Privilégiée du Royaume de Serbie remplissait déjà ces fonctions, elle était toute indiquée pour devenir la banque d'émission du nouveau pays. Une nouvelle loi relative aux décisions de la transformation de la Banque Nationale de Serbie en Banque Nationale du Royaume des Serbes, Croates et Slovenes (Narodna Banka Kraljevine Srba Hrvata i Slovenaca) fut approuvée par le Conseil des Ministres le 2 janvier 1920 et le 4 janvier de la même année par une assemblée générale extraordinaire de la Banque Nationale de Serbie. Cette loi est un contrat passé entre le gouvernement et la Banque Nationale de Serbie contenant l'obligation du Gouvernement de le faire ratifier par le Parlement à sa première convocation. La Loi a été promulguée le 26 janvier 1920 et la Banque Nationale du Royaume des Serbes, Croates et Slovenes est entré en fonction le 1^{er} février 1920.

Cette nouvelle banque d'émission n'est qu'un élargissement de la Banque Nationale de Serbie et la plupart des dispositions de l'ancienne organisation de la Banque Nationale de Serbie se retrouve dans la loi pour la nouvelle Banque. Son but est déterminé dans l'art. 2 de la Loi de 1920 ;

« Le but de la Banque Nationale est, en réglant la circulation fiduciaire et en s'efforçant de toutes manières à protéger
« autant que possible et à affermir la monnaie nationale, de
« subvenir aux besoins du travail économique du pays à
« l'aide de crédits à courtes échéances ; enfin son devoir sera,
« tout en organisant le trafic des paiements sur une base
« technique aussi parfaite que possible, de faciliter à l'Etat
« son service de caissier. »

C'est une banque privée, assujettie au contrôle de l'Etat. Elle est administrée par un Conseil d'Administration présidé par un Gouverneur, d'après les prescriptions de la loi du 26 Janvier 1920 avec ses modifications et addition du 9 décembre 1920 et du 19 avril 1921 (1)

(1) *Journal Officiel* du 23 Juillet 1921, N^o 152, Beograd.

La loi prescrit :

« Ce Conseil d'Administration sera composé de 24 membres élus par l'Assemblée générale des actionnaires pour une période de 4 ans et qui devront tous être sujets du Royaume des Serbes Croates et Slovenes. Douze de ses Membres devront avoir leur domicile à Béograd. Le Conseil d'Administration devra se réunir au moins une fois tous les deux mois ». (l'art. 24)

« Le Gouverneur devra être sujet de notre Royaume et devra avoir son domicile à Béograd. Le Conseil d'Administration choisi 5 candidats pour le poste de Gouverneur et les propose au Ministre du Commerce et de l'Industrie. Le Gouverneur est nommé par Oukaze Royal pour une période de quatre années (art. 25). »

Un vice-gouverneur remplace le Gouverneur quand celui-ci est empêché de faire son service. Il est nommé au début de chaque année par le Conseil d'Administration.

Il faut encore citer le Comité de Surveillance et le Comité d'escompte :

« Aux fins d'exercice le contrôle ,il y aura un Comité de Surveillance composé de 9 membres qui doivent tous être ressortissants du Royaume des Serbes, Croates, Slovenes. Ceux-ci sont élus par l'Assemblée Générale des actionnaires pour une période de trois ans » (art. 27)

« Il y aura un Comité d'Escompte pour examiner les lettres de change présentées à la Banque Nationale pour l'escompte » (art. 28)

L'Assemblée générale relève des prescriptions de l'article 29 « l'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires sera convoquée chaque année au plus tard au mois de mars et les Assemblées générales extraordinaires chaque fois que le besoin s'en fera sentir ».

Le droit de voter à l'Assemblée générale sera réglé comme suit :

5 actions donnent droit à 1 voix.

15 actions donnent droit à 2 voix.

25 actions donnent droit à 3 voix.

35 actions donnent droit à 4 voix.

50 actions donnent droit à 5 voix.

Toutes 25 actions en plus de 50 donnent droit à une voix de plus.

Personne ne pourra avoir plus de trente voix, quelque soit le nombre d'actions qu'il possède.

Les actionnaires possédant moins de 5 actions pourront autoriser ensemble l'un deux à les remplacer à l'Assemblée Générale des Actionnaires avec le nombre de voix qui revient au nombre total de leurs actions.

Des actionnaires, ressortissants d'Etats étrangers ne pourront ni assister ni être représentés aux Assemblées Générales des actionnaires.

La loi prescrit l'ouverture de succursales de la Banque Nationale dans tout le pays et le Décret sur les succursales de la Banque Nationale du 6 juin 1920 expose leurs dispositions et leurs règlements généraux. Le Conseil d'Administration détermine à chaque succursale l'étendue du territoire sur lequel son activité doit s'exercer. Les habitants d'une région ne peuvent pas avoir de crédit ou escompter leurs papiers dans une succursale d'une autre région, ni même au siège principal.

Le capital de la Banque est de 50 millions de Dinars or, partagés en 100.000 actions de 500 Dinars or chacune. Les actions de la Banque Nationale Serbe pour un capital de 10 millions de Dinars or seront acceptées comme actions de la nouvelle Banque.

Le contrôle d'Etat est élargi par la Loi de 1920. Un nouvel emploi est créé chargé de représenter le Gouvernement auprès de la Banque. Jusqu'à la Loi de 1920 une seule personne représentait l'Etat auprès de la Banque c'était un Commissaire nommé par un Décret royal, mais aujourd'hui à côté de ce commissaire il peut y avoir un représentant spécial du Ministère des Finances.

La Banque a le privilège exclusif de l'émission de Billets de Banque. La garantie est réglée dans les articles suivants :

« Les billets de banque, mis en circulation devront être
« couverts par une encaisse en or et en argent et en autres
« valeurs commerciales et financières, qui peuvent être faci-
« lement et sûrement convertis en espèces. Sous l'expression
« de valeurs commerciales et financières, il y a lieu de com-
« prendre les valeurs acquises par les opérations prévues dans
« l'article XI de cette Loi ainsi que les traites de l'Union des
« Coopératives Agricoles et de l'Union des Coopératives
« d'Artisans (Art. 18) ».

« L'encaisse métallique de la Banque Nationale est composée
« de l'or et de l'argent qui se trouvent dans ses caisses ainsi
« que de ses créances à l'étranger. Laquelle de ces dernières
« et jusqu'à quel montant pourra entrer dans la composition
« de l'encaisse métallique sera déterminé de temps en temps
« de concert entre le Ministre du Commerce et de l'Industrie
« et le Ministre des Finances d'une part, et de la Banque
« Nationale de l'autre » (art. 19).

« La Banque Nationale pourra, à titre de contingent régulier
« mettre en circulation ses billets de banque, au maximum
« trois fois autant qu'elle a d'encaisse métallique » (art. 20)

Les opérations que la Banque peut faire sont énumérées
dans la section spéciale de l'article II de la loi de 1920 :

« La Banque Nationale ne fera que les opérations suivantes :

« 1^o — L'escompte et le réescompte de traites commerciales
« avec au moins deux signatures sûres et un délai de trois
« mois au maximum de warrants d'entrepôts publics du pays,
« de bons de caisse de l'Etat et de coupons d'obligations de
« l'Etat sous les conditions à déterminer par les Statuts ;
« l'achat et la vente de traites et de chèques sur des marchés
« étrangers ;

« 2^o — L'achat et la vente d'or et d'argent ;

« 3^o — Des prêts sur nantissement :

« a) d'or et d'argent ;

« b) d'obligations de l'Etat de n'importe quelle sorte (obligations, lots, bons, etc...) ainsi que d'obligations, actions
« et lettres de gage garanties par l'Etat, lettres de gage et
« obligations communales d'Etablissements de crédit du
« Pays ainsi que d'entreprises en général possédant une sécurité populaire, mais ces prêts aussi ne pourront avoir un
« délai supérieur à trois mois ; les conditions toutefois qui
« régiront ces prêts seront déterminées par les Statuts ;

« 4^o — l'émission de mandats de paiement à courte échéance sur la base de sommes déposées en or monnayé ou en
« billets de banque destinés à servir de paiement des droits
« de douane et d'autres droits ou taxes d'Etat ;

« 5^o — l'acceptation en dépôt et gérance d'argent et d'autres valeurs ;

« 6^o — L'acceptation d'argent et d'autres valeurs sur comp-

tes-courants et, sur la base de ces opérations, l'émission
« de mandats d'accréditifs et de chèques ;

« 7° — L'ouverture de comptes de virement (giro) ;

« 8° — L'exécution de recouvrements, de paiements après
« avoir reçu au préalable les ouvertures nécessaires, ainsi que
« les opérations bancaires en commission ;

« 9° — Le service de la souscription d'emprunts pour le
« compte de l'Etat, de corporations autonomes, ainsi que
« d'entreprises industrielles et commerciales du pays, et
« enfin :

« 10° — d'accorder des prêts sur nantissement d'obligations
« de l'Union des Coopératives agricoles et de réescompter les
« traites de l'Union des Coopératives d'Artisans.

« La Banque Nationale devra aussi s'occuper de réunir les
« valeurs saines de nos émigrants et d'en faire profiter la
« circulation monétaire du pays.

« En outre, de toutes ces opérations, la Banque Nationale
« fera aussi gratuitement le service de caissier de l'Etat sous
« les conditions qu'elle déterminera avec le Gouvernement ».

On peut dire que la Banque Nationale a toujours fait tout son possible pour favoriser le développement et la prospérité de l'organisation du crédit. Mais dans ses efforts elle est gênée par le crédit consenti à l'Etat. Du texte de la Loi de 1920 on dégage deux idées : La collaboration de l'Etat et de la Banque pour réaliser l'unification monétaire du pays, et l'idée que la banque doit aider efficacement l'Etat en approvisionnant largement ses finances. La Banque a échangé les couronnes autrichiennes pour le compte de l'Etat, d'où une dette qui était en 1928 : 1.007.429.594 Dinars. Les autres avances à l'Etat atteignent en 1928 : 3.194.179.960, soit ensemble : 4.201.609.554 Dinars (1) Il est vrai que cette grande dette d'Etat diminue d'année en année :

En 1926 elle était de 4.413.576.715 Dinars et :

En 1927 elle comptait 4.337.824.734 Dinars.

(1) Le rapport annuel de la Banque Nationale du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, pour l'année 1928.

Comme on voit, cette diminution va très lentement et l'Etat cherche par un emprunt extérieur un capital suffisant pour régler cette dette et donner à la Banque Nationale une plus grande facilité pour répondre aux besoins de crédit du pays.

Depuis son existence la Banque a facilité les crédits dans les proportions suivantes :

	1920	1921	1922
Serbie D.	119,362.000	402,886.000	724,578.000
Croatie-Slav.	176,685.000	411,345.000	586,880.000
Vaïvodina	21,680.000	67,969.500	135,742.000
Slovénie	61,995.000	122,542.500	267,452.000
Dalmatie	—	10,500.000	34,950.000
Bosnie-Herzég. ..	23,239.000	48,850.500	120,070.500
Total	402,961.000	1.064,935.500	1.869,672.500

	1923	1924	1925
Serbie D.	510,913.900	497,948.750	632,244.400
Croatie-Slav.	423,739.000	319,406.000	340,655.500
Vaïvodina	85,571.250	75,564.750	83,722.250
Slovénie	185,893.500	116,823.500	125,731.000
Dalmatie	31,374.000	27,829.500	39,634.500
Bosnie-Herzég. ..	80,136.250	65,624.500	101,377.500
Total	1.317,627.900	1.103,197.000	1.323,365.150

	1926	1927	1928
Serbie D.	601,884.400	705,874.400	685,638.000
Croatie-Slav.	386,088.500	343,911.500	442,996.000
Vaïvodina	89,645.250	98,706.000	95,480.000
Slovénie	154,030.000	171,545.000	168,885.000
Dalmatie	45,474.500	63,463.500	77,344.000
Bosnie-Herzég. ..	124,510.500	119,774.000	113,124.000
(1) Total	1.401,633.150	1.503,274.400	1.483,467.000

(1) D'après les rapports annuels de l'Association des Banques et des Sociétés d'Assurance dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, à Zagreb.

Dans le courant de ces dernières années la Banque consent de plus en plus des crédits au Commerce, à l'Industrie et aux Métiers. Ainsi les crédits consentis en 1926, 1927 et 1928 étaient partagés de la manière suivante : (1)

	1926	1927	1928
Aux banques...D.	672,987.250	689,351.500	680,582.000
A l'Industrie	361,164.500	394,569.500	411,088.000
Au Commerce ...	245,023.600	273,030.400	255,951.000
Aux Métiers	43,201.900	48,914.900	52,394.000
Aux Soc. Coopératives	8,590.000	14,490.000	15,240.000
Aux diverses institutions	70,695.900	82,812.100	68,212.000
Total	1.401,633.150	1.503,274.400	1.483,467.000

A côté de ces crédits réguliers la Banque a consenti encore des crédits de campagne qui étaient :

en 1926.....Dinars	216.727.340
en 1927.....	266.849.805
en 1928.....	259.667.000

Dans le courant de l'année 1928 la Banque a escompté 141.209 traites, soit 7.313.095.267 Dinars, dont 700.000.000 de Dinars de plus que l'année 1927.

Les avances sur les titres s'élèvent :

en 1926.....Dinars	239.125.259
en 1927.....	251.123.406
en 1928.....	253.830.667

Ainsi à côté de sa tâche principale le règlement du marché monétaire du pays et le cours du change du Dinar, la Banque Nationale du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes exerce une influence spéciale par ses fonctions sur le marché des capitaux.

(1) D'après les rapports annuels de la Banque Nationale du Royaume des Serbes, Croates, Slovènes.

2^o — LA BANQUE HYPOTHÉCAIRE D'ÉTAT
(*Drzavna Hipotekarna Banka*)

A la fin de la guerre l'ennemi a quitté le pays en dévastant tout sur son passage et en laissant les villages détruits et épuisés et les villes démolies et appauvries. Dans cet état de chose, la Banque hypothécaire d'État avait après guerre un immense devoir à accomplir. Mais avant tout il fallait réorganiser la Banque même, qui s'était réfugiée pendant l'invasion et en rentrant à Belgrade elle ne pouvait pas tout de suite reprendre ses fonctions en raison du manque de livres et d'archives, car l'ennemi avait tout brûlé. Grâce au travail dévoué de ses fonctionnaires les livres et archives furent rétablis en peu de temps et la banque put se consacrer à la restauration du pays et notamment au relèvement de la capitale qui était complètement détruite par le bombardement des troupes ennemies. En raison du manque de livres du cadastre, également brûlés, la Banque avait, au début, consenti des crédits aux particuliers sur des traites avec l'aval d'une banque. Ce crédit à court terme fut transformé en crédit à long terme lorsque les livres du cadastre furent rétablis.

Ne disposant pas de ressources suffisantes pour ces grands travaux la Banque émit des Obligations qui furent placées à l'extérieur par la Bankverein de Bâle. Et c'est ainsi que la Banque Hypothécaire d'État a obtenu de cette Banque suisse ;

en 1923, une avance de 5 millions de francs suisses ;

en 1924, un emprunt à long terme de 15 millions de francs suisses ;

en 1926, encore une avance de 6 millions de francs suisses

en 1927, un emprunt à long terme de 10 millions de francs suisses ;

Les avances de 1924 et de 1926 sont déjà remboursées.

En 1927 la Banque Hypothécaire contracte encore un emprunt de 15 millions de dollars à la Banque J. et V. Seligmann et Co. à New-York.

Par la loi du 30 mars 1922 et celle du 14 mars 1924 la Banque Hypothécaire d'État fut réorganisée et son champ d'activité considérablement élargi. D'après la loi du 30 mars

1922, l'art. 117, c. l'activité de la Banque est étendue à tout le territoire du nouvel Etat. La Banque absorbe d'abord les anciennes banques hypothécaires régionales comme : les Caisses d'Epargne Régionales en Serbie ; la Banque Hypothécaire à Skopljé ; la Banque Hypothécaire de Monténégro à Cettigné et la Banque de Crédit à Split. Ensuite, la Banque ouvre des succursales dans toutes les grandes villes ; à Niche, à Skoplié, à Cettigné, à Splite, à Sarajevo, à Zagreb, à Ljubljana et à Novi-Sade. Ainsi la Banque influe sur l'économie nationale de tout le territoire en consentant des crédits dans toutes les régions, soit : (1)

en 1922.....	Dinars	177.032.512
en 1923.....		348.779.127
en 1924.....		583.578.716
en 1925.....		885.369.101
en 1926.....		1.097.773.219
en 1927.....		1.827.474.575
en 1928.....		2.308.728.648

La Banque Hypothécaire d'Etat a maintenant, d'après la législation actuelle, la facilité de consentir les opérations ci-dessous :

1^o Accorder des crédits pour amélioration aux Sociétés de Drainage, gagés sur les revenus garantis par la loi. Ces crédits s'élevaient, en 1927, à 72, 892.290 Dinars.

2^o Consentir des crédits à court terme pour la construction et l'achèvement d'immeubles, en renouvelant périodiquement des traites à des débiteurs hypothécaires. Cette particularité donnée par la loi à la Banque Hypothécaire d'Etat s'imposait après guerre, pour faciliter la reconstitution des villes. En effet, la Banque Hypothécaire ne pouvait consentir une avance que jusqu'à concurrence de 50 % de la valeur de l'objet gagé. Les crédits consentis sur les terrains occupés par les immeubles détruits étaient bien insuffisants pour permettre

(1) Les rapports de l'Association des Banques et des Sociétés d'Assurance dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. à Zagreb, pour les années 1925, 1926, 1927 et 1928.

aux propriétaires le relèvement de leur construction. Dès que l'immeuble prenait de l'importance par la construction le propriétaire obtenait de la Banque un crédit plus large, ce qui lui permettait de continuer et d'achever son entreprise.

A la consultation des bilans de 1927 de la Banque Hypothécaire, on remarque que ce genre de crédit s'est élevé jusqu'au chiffre de 72.118.000 Dinars. Cette particularité prend fin cette année, les besoins de constructions n'étant plus aussi urgents.

3° Pour faciliter le crédit à l'économie nationale, la loi autorise la Banque Hypothécaire d'Etat à faire des crédits par l'escompte, l'ouverture de comptes courants et les avances sur titres. Pour assurer la liquidité de la Banque, l'art. 5 de la loi du 30 mars 1922 prescrit, que les dépôts ne peuvent être placés que dans les opérations à court terme et ces opérations doivent être tenues séparées des opérations hypothécaires. Le même article de la loi de 1922 prescrit que la Banque ne peut consentir les opérations d'escompte et d'avances sur titres qu'aux banques. Cette prescription n'est pas heureuse pour l'économie nationale, qui par ce procédé indirect et par l'intermédiaire des banques profite de ces crédits d'une manière moins avantageuse ;

A côté de ces opérations, la Banque peut encore : émettre les chèques, négocier les effets de commerce pour le compte de ses clients et faire l'encaissement et le paiement sur leur ordre et leur compte.

3° — LA CAISSE D'EPARGNE POSTALE

(*Postanska Stedionica*)

Dans notre pays les règlements se sont faits trop souvent au comptant, le système de la compensation, les mouvements de chèques et les opérations de règlement par virements n'étaient pas assez développés, d'où le grand besoin d'argent liquide et la complication de la circulation des espèces. Pour éviter le plus possible ces règlements au comptant le législateur avait pris une mesure bien importante. Une loi du 30 novembre 1921 organise le service de la Caisse d'Epargne Postale et confie à cet établissement d'Etat les opérations

de règlements par chèques, par virements et par compensation. Cette loi entre en vigueur le 5 avril 1922, et en même temps commence l'organisation de la Caisse d'Epargne Postale sur tout le territoire du Royaume.

Avant la promulgation de cette loi il y avait trois Caisses d'Epargne Postales indépendantes, situées dans les régions yougoslaves, auparavant sous la domination Austro-Hongroise.

En Bosnie et Herzégovine fonctionnait la Caisse d'Epargne Postale depuis le 11 juillet 1911 ; dont le siège central était à Sarajevo. Elle a continué ses fonctions et à partir du 1^{er} mai 1921 elle étendit son activité à la Dalmatie, et depuis le début de l'année 1924 au Monténégro.

Le 1^{er} février 1919 fut ouvert à Ljubljana, en Slovenie, l'Institut de Chèques Postaux, sur la base de l'ancienne législation autrichienne, relative aux transactions par les chèques et la compensation. Cet Institut fonctionnait sur le territoire de la compétence de la Direction régionale des Postes et Télégraphes de Ljubljana.

Le 1^{er} août 1920 a été fondé l'Institut des Chèques Postaux à Zagreb, qui fonctionnait, conformément aux prescriptions de l'ancienne loi hongroise, sur le territoire de la compétence des Directions régionales des Postes et Télégraphes de Zagreb et de Novi-Sade.

Toutes ces institutions indépendantes furent gardées et, conformément à la nouvelle loi, transformées en succursales du siège central à Belgrade. C'est au cours de l'année 1924 que l'organisation définitive a été achevée et que la Caisse d'Epargne Postale commence uniquement à fonctionner sur tout le territoire de l'Etat. Depuis sa création jusqu'aux temps actuels la Caisse d'Epargne Postale montre une activité féconde et une organisation ferme et solide. Son plus grand soin elle l'a consacré à l'organisation de la transaction par chèques et par virements, et les résultats obtenus sur ce champ sont considérables. Le nombre des comptes de chèques s'élevait d'année en année, ainsi : (1)

(1) Les rapports annuels de la Caisse d'Epargne Postale.

en 1923.....	9.985
en 1924.....	11.316
en 1925.....	12.459
en 1926.....	13.627
en 1927.....	15.178
en 1928.....	16.516

Les plus importantes entreprises industrielles et commerciales, les banques et les caisses d'épargne, les journaux et les revues, les institutions d'Etat et des Communes font leurs règlements de plus en plus par l'intermédiaire de la Caisse d'Epargne Postale. Son trafic est immense et il était pour les 6 dernières années : (1)

en 1923.....	Dinars	63.153.956.072
en 1924.....		113.468.740.962
en 1925.....		134.932.697.702
en 1926.....		145.066.509.630
en 1927.....		165.330.137.353
en 1928.....		195.990.829.649

Les soldes créditeurs des comptes de chèques s'élèvent : (1)

en 1923.....	Dinars	242.439.536
en 1924.....		296.241.358
en 1925.....		348.196.021
en 1926.....		368.230.724
en 1927.....		622.504.961
en 1928.....		666.429.093

Afin d'assurer le trafic avec l'étranger la Caisse d'Epargne Postale est entrée en relation avec les Directions Postales des Etats-Unis et du Canada. D'après la convention internationale de Stockholm de 1924, la Caisse d'Epargne Postale entre encore en relation avec les Caisses d'Epargne Postales de Hongrie, d'Autriche, de Tchéquo-Slovaquie, de Suisse, de France, d'Italie, d'Allemagne et de Belgique.

(1) Rapports annuels de la Caisse d'Epargne Postale.

Par l'exposé précédent on voit que la Caisse d'Epargne Postale fonctionnait en général comme institut de chèques. Les dépôts d'épargne ne furent pas tout de suite organisés, parce qu'il était plus urgent d'assurer la coopération de tous les bureaux de Poste avec la Caisse d'Epargne Postale, pour établir une bonne base pour les dépôts d'épargne. En 1926 commence le fonctionnement de toutes ces opérations.

Le nombre des membres et des dépôts d'épargne était :

	Livrets d'épargne	Dépôts d'épargne
en 1927.....	23.474	23.017.419 Dinars.
en 1928.....	32.700	36.392.383 »

On peut déposer sur un livret au moins 10 Dinars et au plus 50.000 Dinars. C'est l'Etat qui se porte garant des dépôts d'épargne. Le taux d'intérêt est de 4 % fixé par la loi. Les intérêts sont libérés de tous impôts. Tous les Bureaux de Postes de l'Etat, soit 1562 Bureaux principaux et 426 Bureaux auxiliaires, constituent en même temps des succursales de la Caisse d'Epargne Postale, d'où une grande possibilité pour la Caisse à pénétrer dans les régions les plus éloignées et à récolter facilement les épargnes de la masse populaire. Les dépôts sont employés aux placements à court terme et, d'après l'art. 5 des statuts de la Caisse, ils ne peuvent être accordés aux particuliers, mais seulement aux banques du pays.

4° — LA BANQUE DES METIERS

(*Zanatska Banka*)

Dans un pays où l'industrie n'est pas assez développée, ce sont les corps de métiers qui sont particulièrement importants pour l'économie nationale. C'est bien le cas qui se présente dans notre pays. L'utilité du rôle joué par nos métiers apparaît surtout aux jours de la crise économique, qui a sérieusement atteint l'industrie nationale. Pour ces raisons on a depuis longtemps consacré tous ses soins au développement des métiers du pays. Ce développement n'est pas possible sans les capitaux nécessaires et les métiers comme toutes les

autres branches économiques ont besoin de crédits avantageux. C'est, notamment, le crédit personnel que nécessitent les métiers, en raison de la nature de leur travail et de la faible circulation des instruments des garanties dans cette branche économique. Cependant, le crédit personnel n'est pas assez pratiqué dans les banques, qui sont organisées sur une base capitaliste, et les corps de métiers étaient obligés de se tourner vers une autre forme des institutions de crédit afin de pouvoir satisfaire leurs besoins. Ce sont les Sociétés Coopératives de Crédit de Métiers qui peuvent le mieux répondre à ces besoins, et c'est ainsi qu'on a partout favorisé leur création et facilité leur développement.

Dans notre pays, également, les Sociétés Coopératives de Crédit de Métiers se sont formées et ont prospéré d'une façon satisfaisante. On peut les diviser en deux catégories, celles organisées d'après le Système Schultze-Delitsch et celles du système Reiffeisen. C'est dans les régions yougoslaves, qui auparavant faisaient partie de la Monarchie Austro-Hongroise, où les Sociétés Coopératives de Crédit de Métiers ont été organisées d'après le système Schultze-Delitsch, avec responsabilité limitée de leurs membres ; les membres de ces Sociétés étaient responsables seulement jusqu'à concurrence de leur cotisation. Ce système est plus applicable à cette sorte de Société Coopérative, dont le champ d'activité n'est pas limité à un rayon restreint, d'où l'impossibilité de bien connaître tous les membres de la Société.

En Serbie, au contraire, les Sociétés Coopératives de Crédit de Métiers se sont formées exactement d'après les principes des Sociétés Coopératives agricoles déjà fondées dans le pays. Ainsi, les Sociétés Coopératives de Crédit de Métiers ont aussi pris la forme du type Reiffeisen, avec responsabilité solidaire et illimitée de leurs membres. Cette forme a cependant gêné le développement des Sociétés Coopératives de crédit de Métiers en raison des causes que nous avons énumérées ci-dessus, et où la distance qui sépare les membres, les différents corps de métiers ne veulent prendre aucune part dans ces sociétés Coopératives en se méfiant de se porter garants dans la responsabilité solidaire et illimitée pour des membres dont ils ne connaissent pas la valeur personnelle.

Malgré ces inconvénients les Sociétés Coopératives de

Crédit de Métiers ont largement aidé au développement des métiers du pays. Cependant, les besoins croissants de crédits ne pouvant trouver toute leur satisfaction dans les Sociétés Coopératives, exigeaient la création d'une organisation de crédit plus assurée et plus étendue. Cette organisation fut réalisée par la fondation d'une banque de métiers, qui servira les intérêts des métiers comme distributeur central de crédit de métier en s'appuyant dans son fonctionnement sur les Sociétés Coopératives de crédit de métiers.

La Banque des Métiers du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, Société anonyme, est organisée d'après la loi du 27 mars 1926 (1). C'est une banque privilégiée, libérée de tous impôts et taxes. Son capital est de 75 millions de Dinars. L'Etat participe dans la Banque de métiers avec 40 % du capital et il renonce à ses droits sur les bénéfices, lesquels lui appartiennent en proportion de son capital engagé. L'Etat a le droit de contrôle sur la Banque et d'après l'art. 2 de la Loi : « La surveillance du Gouvernement Royal sera exercée par le Ministre du Commerce et de l'Industrie. Dans ce but un commissaire constant sera nommé par Oukaze Royale sur la proposition du Ministre du Commerce et de l'Industrie. Le Commissaire aura à surveiller tout le trafic de la Banque, tous ses livres et il a le droit d'assister à toutes les réunions du Conseil d'Administration et à toutes les assemblées générales des actionnaires ».

Le but de la Banque de Métiers est de protéger les Métiers du pays et de les soutenir par des crédits avantageux. Le Ministre du Commerce et de l'Industrie constitue chaque année sur la proposition du Conseil d'Administration et d'après la situation sur les marchés des capitaux) le taux de l'intérêt de la Banque de Métiers par rapport aux taux de l'intérêt de la Banque Nationale.

La Loi spécifie les opérations que la Banque peut faire et ainsi l'art. 7 prescrit :

« La Banque ne peut pas faire des opérations de la spéculation et elle ne fera que les opérations suivantes : les avances aux corps de métiers pour l'ouverture de leurs ateliers ; les crédits aux Sociétés Coopératives de Crédit

(1) *Journal Officiel* du 27 mars 1926, n° 69, Belograd.

« de Métiers, puis, les opérations de dépôts d'épargne, l'ouverture de comptes courants, l'acceptation d'argent et autres valeurs en dépôt et gérance, notamment des fonds de métiers ; à fournir aux métiers de la caution en banque et de lettres garanties, pour les adjudications l'achat et la vente de devises étrangères pour le compte des corps de métiers et des Sociétés Coopératives de crédit de métiers, ces deux dernières seulement après la couverture en espèces ».

Les ressources de la Banque de Métiers seront partagées entre le siège et les succursales d'après l'accord entre le Conseil d'Administration du Siège et les Conseils d'Administration des succursales, conformément aux besoins des métiers de toutes régions et même d'après la valeur de la partie des capitaux et de dépôts d'épargne engagés par chaque région.

La Banque de Métiers est entrée en fonctions au mois de mai 1927. Dans la première année de son fonctionnement elle a déjà montré de bons résultats et à la fin de cette année elle disposait d'un capital de 25.080.614 Dinars, dont 8.500.000 Dinars représentant la part de l'Etat et 16.580.614 Dinars des actionnaires privés. La Banque Nationale a pour cette année consenti à la Banque des Métiers 10.000.000 de Dinars comme crédit du réescompte. Le dépôt comptait 6.311.308 Dinars et les crédits consentis s'élevaient à 43.936.430 dinars. Pendant l'année 1928 (1) la Banque renforça ses positions et jusqu'à la fin de cette année son capital s'élevait à 49.205.631 Dinars, dont la part d'Etat est 12.000.000 de Dinars. La somme de crédits consentis comptait 69.789.965 Dinars, soit dans le rayon du siège 57.774.975 Dinars et dans le rayon de province 12.015.990 Dinars. L'ensemble des dépôts atteignait la somme de 16.557.976 Dinars. La Banque Nationale a cette année consenti un crédit du réescompte de 17.000.000 de Dinars.

La Banque de Métiers sollicite pour ces opérations de crédit le concours des Sociétés Coopératives de Crédit de Métiers dans les localités où elles sont installées. Ailleurs, la Banque

(1) Les rapports annuels de la Banque de Métiers pour les années 1927 et 1928.

a recours à l'intermédiaire des Comités de Censeurs, là où ces Sociétés Coopératives n'existent pas. Les membres du Comité de Censeurs sont choisis par et parmi les actionnaires, résidant dans la localité. Le comité est composé de 5 membres, s'il y a plus de 150 artisans dans la localité et de 3 membres s'il y en a moins de 150.

En 1927, il y avait 198 Comités de censeurs et 38 sociétés coopératives de Crédit de Métiers. En 1928, avec l'étendue du champ d'activité de la Banque le nombre augmente et à la fin de 1928 on comptait 209 comités de Censeurs et 58 Sociétés Coopératives de Crédit de Métiers.

L'Article 3 de la loi précitée et l'article 2 des statuts de la Banque prévoient l'ouverture de succursales dans tout le territoire du Royaume. Cependant, la Banque ne possède qu'une seule succursale à Zagreb et ne désire pas en ouvrir que dans quelques grandes villes comme : Ljubljana, Sarajevo, Novi-Sade et Skoplje. La Banque de Métiers ne préconise pas le procédé de la fondation de succursales elle préfère plutôt favoriser la création incessante de sociétés Coopératives de Crédit de Métiers, parce qu'elles lui prêtent leur concours et leur garantie puisqu'elles sont responsables matériellement de toutes les opérations traitées par leur intermédiaire, et aussi les Sociétés Coopératives ont une grande influence sur l'épargne nationale.

5° — LA BANQUE AGRAIRE PRIVILÉGIÉE

(*Privilegovana Agrarna Banka*)

La nécessité de l'organisation du Crédit agricole était toujours dans notre pays un des plus importants problèmes de l'économie nationale. Sa résolution s'est imposée notamment en raison du caractère agricole de notre Etat, où la plus grande partie de la population s'occupe de l'agriculture. Avec la fondation des Sociétés Coopératives de Crédit d'Agriculteurs, l'organisation du crédit agricole s'est posée sur une base solide, puisque cette forme répond le mieux à la nature et au but du Crédit agricole. Ces Sociétés Coopératives procurent aux agriculteurs les fonds de roulement nécessaires à la dépense courante d'exploitation et

elles soutiennent le crédit personnel, telles sont les caractéristiques les plus élémentaires du crédit agricole. Nos Sociétés Coopératives de Crédit d'Agriculteurs ont déjà avant guerre rempli avec succès leur devoir économique et après la guerre dans l'Etat libre elles se sont réunies, et, avec tous leurs efforts communs, elles se sont attachées au développement de l'agriculture nationale. Mais la crise économique survint peu à près et en menaçant la prospérité toute entière du pays, elle jeta le plus lourd poids sur l'agriculture. Les Sociétés Coopératives de Crédit d'Agriculteurs ne pouvaient pas avec leurs faibles ressources neutraliser les mauvais résultats de la crise qui ne semblait pas être momentanée, mais avait tendance à se prolonger à l'avenir en raison de l'impossibilité pour notre agriculture de lutter contre la concurrence internationale, car elle avait à subir un coût de production beaucoup plus cher.

Il fallait trouver les moyens d'aider à l'agriculture du pays à sortir de cette situation précaire. C'est à cette époque que s'est posée une fois de plus la question de l'organisation du Crédit agricole. Plusieurs projets furent déposés au Parlement et de nombreuses propositions ont été exposées dans le milieu économique du Pays. Enfin, le 12 juin 1925, fut votée la Loi qui organise la Direction pour le Crédit agricole. D'après cette Loi, l'Etat s'oblige à mettre à la disposition de la Direction une somme de 500.000.000 de Dinars destinée à un crédit agricole avantageux.

En 1926, la Direction pour le Crédit Agricole est entrée en fonction, mais pour plusieurs causes elle ne pouvait pas obtenir de bons résultats. D'abord la Loi a prévu la création de nouvelles sociétés Coopératives de Crédit Régional et Local par lesquelles sera distribué le crédit aux agriculteurs. Mais, la population possédant déjà ses Sociétés Coopératives d'Agriculteurs n'avait pas confiance en ces Sociétés Coopératives de la Direction et pour cette raison leur création était très lente et très rare. Puis, le Gouvernement n'a pas assuré du paiement régulier des cotisations d'Etat prévu par la Loi. Tout cela gênait sérieusement le fonctionnement de la Direction pour le Crédit Agricole et ainsi l'agriculture nationale restait encore privée dans ses besoins vitaux.

Pour remédier à cet état de chose, et pour organiser défi-

nitivement le crédit agricole, une nouvelle loi prescrit récemment la fondation d'une Banque agricole, qui reprendra aussi les fonctions de la Direction pour le Crédit Agricole. C'est la Loi du 22 avril 1929 (1) qui pose les bases de l'organisation, de la Banque Agricole Privilégiée S. A.

La Banque a son siège à Belgrade et, d'après l'article 4 de la Loi, elle peut, sur la délibération du Conseil d'Administration ouvrir des succursales dans les autres villes.

Le capital de la Banque est de 300.000.000 de Dinars en 600.000 actions de 500 Dinars chacune. L'Etat prend des actions pour la somme de 120.000.000 de Dinars et la Loterie Nationale pour la somme de 20.000.000 de Dinars, le reste des actions sera réparti : entre la Banque Nationale, la Banque Hypothécaire d'Etat, la Caisse d'Epargne postale, les Sociétés Coopératives de Crédit d'Agriculteurs et leurs Fédérations, les départements, les Communes et les Banques privées qui peuvent dans ce but employer leurs fonds de réserve. Ce qui restera sera mis à la disposition des particuliers (Art. 8).

La Banque sera administrée par un Conseil d'Administration et l'art. 15 prescrit :

« Le Conseil d'Administration est composé de 15 membres, « y compris le Président. Le Président sera nommé par Oukaze « Royal sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et « sur l'avis du Président du Conseil des Ministres ; les sept « membres seront nommés par le Président du Conseil des « Ministres sur la proposition du Ministre de l'Agriculture « et les sept autres membres seront élus par l'Assemblée « générale des actionnaires. Le Président et les Membres « du Conseil d'Administration seront nommés ou élus pour « une période de trois années ».

Afin d'exercer le contrôle la Loi a prévu, dans l'article 22 un Comité de Surveillance composé de sept membres, dont un sera nommé par le Ministre de l'Agriculture et un par le Ministre des Finances. Les cinq autres seront élus par l'Assemblée Générale des actionnaires, premièrement pour une période d'un an et ensuite pour une période de trois années.

(1) *Journal Officiel* du 22 avril 1929, n° 94, Béograd.

Les Assemblées Générales des actionnaires sont ordinaires et extraordinaires, l'Assemblée Générale ordinaire sera convoquée chaque année au plus tard à la fin du mois d'avril. Le droit de vote à l'Assemblée Générale est réglé de manière que chaque dix actions donnent droit à une voix. Les actionnaires possédant moins de 10 actions peuvent autoriser ensemble l'un d'eux à les remplacer à l'assemblée générale des actionnaires avec le nombre de voix qui revient au nombre total de leurs actions (l'art. 28).

Le droit de surveillance du Gouvernement Royal sera exercé par un Commissaire spécial, nommé par Oukaze Royale sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et sur l'avis du Président du Conseil des Ministres. Le Commissaire aura à surveiller le travail du Conseil d'Administration et, dans ce but, il a le droit d'assister à toutes les réunions du Conseil d'Administration, à toutes les Assemblées générales ainsi qu'à la révision des Caisses et des Livres de Banques.

La Loi ordonne les opérations que la Banque peut pratiquer. Ainsi, l'art. II prescrit : « Les opérations que la Banque Agraire fera sont les suivantes :

1^o Elle consentira des avances, mais exclusivement aux Agriculteurs, aux Sociétés Coopératives de Crédit d'Agriculteurs, aux Sociétés Coopératives, aux Associations d'Assistance, aux Communautés agraires et aux autres institutions semblables.

Les crédits peuvent être à court terme et à long terme.

Les crédits à court terme seront accordés :

- a) sur les obligations des institutions agricoles.
- b) par l'escompte et le réescompte de traites à échéance au maximum d'un an.

La traite doit porter deux signatures, dont une doit être celle des Sociétés Coopératives d'Agriculteurs. La signature d'une des Sociétés Coopératives d'Agriculteurs, ne sera pas exigée si, à côté de la traite avec deux signatures on donne encore un gage en immeuble, ou en produits agricoles, ou, en valeurs mobilières, ou si l'on donne la traite avec trois signatures.

Sous les conditions mentionnées ci-dessus la Banque agraire pourra entreprendre la conversion des traites des

agriculteurs qui se trouvent chez les Banques ou chez les particuliers.

c) Sur nantissement de produits agricoles.

d) par l'ouverture de crédit à compte courant aux Sociétés Coopératives d'agriculteurs garanti par les obligations ou par les traites.

Les crédits à long terme peuvent être accordés aux agriculteurs mais seulement sur la garantie du nantissement et d'immeubles (hypothécaux) et employés seulement pour l'achat de terrain, pour la conversion de dettes garantis par le gage sur immeubles, ensuite pour la construction de bâtiments agricoles ou pour l'amélioration, mais ces crédits ne peuvent pas dépasser 50 % de la valeur déterminée.

2° Elle consentira des avances aux Sociétés Coopératives, à leurs fédérations et aux Sociétés semblables d'Agriculteurs, de Producteurs ou de Consommateurs, soit par le réescompte de leurs traites, soit par l'ouverture de comptes courants et notamment dans le but de soutenir le développement de la prospérité des Associations Coopératives d'Agriculteurs et de l'industrie agricole et dans le but de faciliter la vente des produits agricoles et leur exportation.

3° Elle aidera les institutions financières mentionnées sous le numéro 2 dans le but de fonder des magasins publics pour le dépôt de produits agricoles de même que pour l'organisation de la vente commune de ces produits déposés dans tels magasins.

4° Elle accepte les dépôts d'épargne sur les livrets d'épargne.

5° Elle émettra des obligations sous les conditions désignées dans les art. 53 à 66 de la Loi ».

La Banque émet les obligations afin de se procurer les ressources nécessaires pour les avances hypothécaires. L'article 55 ordonne que la Banque émette ses obligations sur la base de crédits consentis sur les immeubles et pour ces raisons, elle ne doit pas avoir en circulation plus d'obligations que de crédits garantis par les hypothèques.

La Banque agraire est une banque privilégiée et elle a les mêmes droits et les mêmes privilèges que la banque hypothécaire d'Etat. Elle est libérée de tout impôt et des taxes soit d'Etat, soit départementales, soit communales. Même les coupons des actions de la Banque sont nets de tout impôt.

L'Etat se porte garant pour les dépôts d'épargne et même pour le paiement des obligations que la Banque émettra. En outre, l'Etat garantit le paiement du dividende jusqu'à concurrence de 6 % par action.

La même loi donne par son article 73 aux Paysans le droit d'employer le règlement par traite qui jusqu'à cette loi était interdit par la Loi commerciale en Serbie et en Monténégro.

DEUXIÈME SECTION

Etablissements Privés

L'Union Nationale est pour la vie bancaire l'épanouissement de son développement et ouvre une ère nouvelle d'activité. Cette activité se manifeste sous deux aspects : La nationalisation des institutions étrangères et le libre développement des banques nationales. Il faut signaler qu'à la nationalisation, les Banques prenaient une plus large part à la nationalisation de l'industrie étrangère qu'à celles des banques. C'est l'effet de la pratique bancaire pendant la guerre où les banques préconisaient la participation au commerce et à l'industrie plutôt qu'aux opérations purement bancaires.

La nationalisation des banques étrangères s'est faite de deux façons : par le capital national, comme fut nationalisée la Banque du Pays pour la Bosnie et l'Herzégovine à Sarajevo, en 1921, ou avec le capital des Alliés comme fut nationalisée la Banque Générale de Crédit Croate à Zagreb en 1920, par le capital de l'Union Européenne, Industrielle et Financière à Paris.

La nationalisation des succursales des banques étrangères s'est faite aussi de deux façons : par l'absorption totale par une banque nationale d'une succursale étrangère, y compris l'actif et le passif ; ou bien par le rachat de la succursale de la banque étrangère par la banque nationale, qui cède à celle-ci la contre-valeur en actions de la succursale reprise.

Le développement des banques au capital national, dégagé maintenant de toute contrainte, peut donner libre cours à son juste désir de prospérité et de liberté de travail.

A cette époque, l'économie nationale fut influencée par la prospérité de l'agriculture, qui prend un grand essor en raison des besoins incessants des pays industriels et de la faible concurrence et même de l'absence sur le marché international de quelques grands pays agricoles notamment de la Russie et de l'Amérique ? Dans un pays agricole, comme le nôtre, la prospérité de l'Agriculture a une répercussion sur toutes les branches de l'économie nationale et on remarque la même prospérité dans le commerce, l'industrie et les métiers. Dans cette prospérité générale, les banques aussi prennent de l'extension et leur champ d'activité s'étend de plus en plus. L'inflation continue après la guerre fait aussi son effet. La fondation de diverses entreprises, leur élargissement, leur évolution et leur essor trouvent dans les banques un collaborateur entreprenant et dévoué qui les aide et les soutient en consentant largement des crédits avantageux. Mais peu après l'aspect de l'économie nationale se change complètement, la prospérité et l'essor firent place à la décadence et aux crises générales. Les faibles récoltes dans les dernières années, la concurrence de l'Amérique sur les marchés Européens avec ses produits agricoles moins chers et d'une quantité immense expliquent la neutralisation des bons résultats et du développement de notre agriculture qui commençait déjà à être de plus en plus intensive et moderne. Nous devenons dans l'agriculture internationale un faible participant et les prix des marchés internationaux déterminés par le coût de production moins cher et par l'augmentation de l'offre sont devenus très bas pour nos produits agricoles, qui ont un coût de production bien plus élevé par rapport au coût de production de pays, où l'agriculture est bien plus avancée. Cela produit la diminution de notre exploitation et l'affaiblissement de la capacité de consommation de la population. Tout cela influe sur le commerce et l'industrie du pays qui furent encore atteints par la suspension de l'inflation. La crise générale se produit partout dans la vie économique du pays. C'est une des plus graves périodes dans la vie bancaire de notre pays. Les banques étant engagées dans le commerce et notamment dans l'industrie pour de grosses sommes avaient des avances à long terme ce qui comporte de lourdes immobilisations de capitaux. A côté de

la stagnation des affaires, c'est la question de la liquidité qui pèse d'un poids lourd sur le trafic et même sur l'existence de nos banques. Quelques-unes trop engagées dans l'industrie ont succombé sous ce fardeau insoutenable. Les autres banques qui pendant l'inflation et la prospérité de l'agriculture étaient plus prudentes, se sont efforcées de se dégager des engagements industriels le plus tôt possible et en même temps d'assurer la plus grande liquidité dans tout leur trafic. La crise de production fut accompagnée de la crise de capitaux et de la crise de crédits. Le manque de capitaux disponibles sur le marché des capitaux s'est produit encore plus fortement par la thésaurisation chez les particuliers qui se sont méfiés de tous les placements aux temps de la crise économique, même les capitaux étrangers n'ont plus afflué en raison de la méfiance et du manque de sécurité pour les placements. La crise de crédits a sérieusement endommagé l'économie nationale, puisque avant, pendant le temps de l'inflation les crédits étaient largement et facilement accordés à toutes les branches de l'économie du pays, mais après la suspension de l'inflation et à l'époque de la crise économique, les avances étaient à peine consenties même aux entreprises les moins atteintes par la crise et à la clientèle dont la solvabilité était hors de doute. La crise fut pénible et ses traces se font encore sentir jusqu'à nos jours. Heureusement la grande majorité des banques ont avec beaucoup d'efforts réussi à traverser les temps les plus difficiles et si l'on peut montrer dans ces temps précaires quelques bons résultats au point de vue de la consolidation et de la normalisation des entreprises du pays, le plus grand mérite en revient à nos banques. Elles ont réussi avec leurs opérations fermes et par les bons résultats à reconquérir la confiance ébranlée de la population et des milieux financiers étrangers et en pratiquant les opérations à court terme et avec infiniment de précautions, elles ont assuré le maximum de liquidité. La force des banques serait encore plus efficace si elles n'étaient pas dispersées en un nombre aussi exagéré de petites banques qui s'est encore multiplié après l'union Nationale. Les Banques se multiplient de plus en plus dans tout le royaume, ainsi, en 1921, on comptait 583 banques ; en 1922 déjà 641 et 1923 : 654 banques. Malgré la fusion des banques et la transfor-

mation des banques locales par les établissements de crédit qui font de celles-ci leurs propres succursales, le nombre des banques va toujours croissant comme on l'a vu ci-dessus. Ceci se remarque surtout en Serbie où le nombre des Banques est plus grand que dans toutes les autres régions. Ainsi on comptait en Serbie en 1920, 178 banques, en 1921, 162, en 1922, 192 ; en 1923, 206 ; 1924 : 211 ; en 1926 : 242 ; en 1927 : 256 ; en 1928 : 260 ; les banques de Belgrade qui sont en 1928 au nombre de 66 ne figurent pas dans cette énumération.

La même chose se remarque en Bosnie, Herzégovine et en Vaïvodina. En Bosnie, Herzégovine il y avait en 1920, 46 banques, et en 1928, déjà 62 banques. En Vaïvodina en 1920 il y avait 117 banques et en 1928 : 137 banques.

En Slovénie et en Dalmatie le nombre des banques ne change pas beaucoup parce que là il n'y a pas de petites banques locales mais les banques sont concentrées dans les grandes villes et en province sont installées de nombreuses sociétés coopératives de crédit comme nous l'avons déjà dit plus haut. En Dalmatie, il y avait en 1928 : 11 banques, et en Slovénie il y avait à la même époque 10 banques d'installées.

En Croatie et Slovénie au contraire, les banques locales se transforment en succursales des Etablissements de Crédit de Zagreb, et ce procédé diminue le nombre des banques dans cette région. En 1920 on comptait en Croatie et Slovénie : 134 banques, en 1922 : 132 en 1923 : 126, en 1924 : 120, en 1925 : 123 ; en 1926 : 120, en 1927 : 114 et en 1928 : 115 ; à cette époque on comptait à Zagreb 29 banques.

Les banques se groupent en association pour un travail commun et plus étroit. La première association fondée en 1919 prend le nom d'association des Banques et des Sociétés d'Assurance dans le royaume des Serbes, Croates et Slovènes (Savez, Novcanih Osiguravajucih Zavoda Kraljevine Srba, Hrvata i Slovenaca) à Zagreb, qui groupe en 1928, 93 banques.

En 1921 à Belgrade fut créée l'association des Banques (Udruzenje Banaka) qui compte en 1928 : 113 banques.

Pour les banques Slovènes fut fondée en 1922 à Ljubljana, l'Union des Banques (Sveza Bancinih Zavodov) qui groupe 10 banques en 1928.

L'Association des Banques de Voïvodina (Udruzenje Voïvodjanskih Banaka) à Petrovaradin, réunit en 1928 : 137 banques.

En 1925, l'organisation intérieure provisoire des Institutions de Crédit en Bosnie et Herzégovine (Privremena Interna Organizacija Novcanih Zavoda u Bosni i Hercegovini) à Sarajevo qui comptait en 1928 : 37 banques.

Ces associations de banques défendent leurs intérêts communs, elles examinent les questions bancaires et donnent des informations pour la publicité sur la situation bancaire du pays ? Elles fournissent à leurs membres des conseils éclairés sur toutes les questions de leur activité bancaire et veillent à l'unification des bilans et de la comptabilité des Banques. Elles publient des rapports annuels avec données statistiques.

En 1928 il y avait 690 banques en Yougoslavie. D'après les rapports et statistiques des Associations des Banques pour 1927 et 1928, nous avons élaboré les tableaux ci-dessous qui indiquent la situation de nos banques :

EN SERBIE

I. — A Beograd

	1927	1928
ACTIF		
Caisse D.	98,595.000	121,954.000
Portefeuille	765,974.000	738,599.000
Comptes courants et gages . .	1,058,317.000	1,278,175.000
Entreprises industrielles et marchandises	63,181.000	112,370.000
Immeubles	230,948.000	267,053.000
Titres	203,784.000	257,979.000
Pertes	1,639.000	2,021.000
PASSIF		
Capital	507,011.000	629,659.000
Fonds de réserves	175,364.000	248,747.000
Dépôts	727,913.000	811,818.000
Comptes courants et rées- compte	959,017.000	1,021,271.000
Profits	49,052.000	66,318.000

II. — *En province*

	1927	1928
ACTIF		
Caisse D.	68,713.000	86,209.000
Portefeuille	946,368.000	1,014,290.000
Comptes courants et gages ..	408,831.000	438,815.000
Entreprises industrielles et marchandises	84,374.000	73,924.000
Immeubles	46,264.000	54,372.000
Titres	81,899.000	93,271.000
Pertes	3,103.000	1,419.000
PASSIF		
Capital	410,606.000	439,468.000
Fonds de réserves	112,412.000	120,617.000
Dépôts	768,213.000	906,735.000
Comptes courants et rées- compte	322,148.000	331,853.000
Profits	45,978.000	54,652.000

EN CROATIE ET SLAVONIE

I. — *A Zagreb*

ACTIF		
Caisse D.	223,230.150	267,685.734
Dépôts en espèces chez les divers établissements.....	167,165.131	280,314.582
Portefeuille des devises	7,051.169	11,238.772
Portefeuille des traites.....	910,890.600	1,350,659.191
Titres	353,240.749	427,805.734
Débiteurs	2,973,880.900	4,029,253.321
Immeubles	209,060.901	297,533.331
Pertes	269.677	278.446
PASSIF		
Capital	386,908.329	548,785.233
Fonds de réserves	161,148.679	220,985.226
Dépôts	2,788,412.622	3,678,785.100
Créanciers et réescompte....	1,435.804,952	2,100,338.138
Profits	56,051.235	71,245.919

II. — *En province*

	1927	1928
ACTIF		
Caisse.....D.	20,441.049	23,952.562
Dépôts en espèce chez les divers établissements	25,174.884	30,948.580
Portefeuille de devises	487.991	524.599
Portefeuille des traites	333,141.136	376,532.316
Titres	13,436.172	14,065.315
Débiteurs	239,421.501	250,927.802
Immeubles	10,870.905	16,114.866
Pertes	196.648	694.582
PASSIF		
Capital	77,734.163	82,134.695
Fonds de réserves	26,571.076	30,261.320
Dépôts	459,207.726	515,226.956
Créanciers et réescompte	60,083.831	64,956.537
Profits	12,347.965	12,636.354

EN BOSNIE ET HERZEGOVINE

I. — *A Sarajevo*

ACTIF		
Caisse	84,829.440	76,624.373
Portefeuille	191,893.729	165,544.894
Débiteurs	618,167.863	539,438.794
Titres	45,956.782	39,677.092
Immeubles	12,728.717	14,734.559
PASSIF		
Capital	172,573.335	142,573.335
Fonds de réserves	48,307.247	39,255.780
Dépôts	276,169.558	258,888.311
Créditeurs	476,509.436	412,208.705
Réescompte	24,991.103	26,522.233
Profits	17,769.110	14,198.536

II. — *En province*

	1927	1928
ACTIF		
CaisseD.	11,506.267	10,017.774
Portefeuille	118,633.211	133,877.432
Débiteurs	106,933.042	97,035.254
Titres	5,983.574	5,109.251
Immeubles	4,588.600	5,445.957
Pertes	—	201.763
PASSIF		
Capital	54,121.860	52,900.000
Fonds de réserves	13,644.142	13,997.451
Dépôts	110,367.275	107,939.739
Créditeurs	37,805.915	40,290.599
Réescompte	21,564.068	26,984.075
Profits	7,790.746	8,067.559

EN VOÏVODINA (*)

ACTIF		
CaisseD.	118,882.161	138,930.733
Portefeuille	738,264.086	861,536.975
Avancesurgagesethypothèques	43,537.075	188,168.703
Compte courant	508,547.411	146,027.476
Entreprises industr. et comm...	19,706.380	11,038.597
Titres	35,159.068	43,271.424
Immeubles	26,251.471	30,365.337
Divers	54,972.873	464,894.529
PASSIF		
Capital	120,111.585	145,602.426
Fonds de réserves	40,009.563	54,085.022
Comptes de dépôts	984,276.652	1,183,402.887
Comptes courants	178,712.080	75,824.547
Réescompte	88,259.715	95,656.311
Divers	111,362.667	308,826.143
Profits	18,759.412	20,800.438

(*) *Irgovinski Glasnik*, Beograd. 1929, N° 197.

EN DALMATIE

	1927	1928
ACTIF		
Caisse.....D.	7,127.258	9,630.631
Dépôts en espèces chez divers établissements.....	9,921.674	13,632.939
Portefeuille des devises.....	507.520	411.668
Portefeuille des traites.....	23,262.748	27,437.854
Titres.....	20,663.670	22,560.329
Débiteurs.....	193,027.592	147,204.886
Immeubles.....	9,092.971	12,130.268
Pertes.....	2,396.177	—
PASSIF		
Capital.....	27,825.000	22,825.000
Fonds de réserves.....	8,386.921	7,698.111
Dépôts.....	156,626.447	125,675.668
Créanciers et réescompte.....	73,207.134	74,701.943
Profits.....	3,146.469	4,486.889

EN SLOVENIE

ACTIF		
Caisse.....D.	72,646.051	64,961.874
Dépôts en espèces chez les divers établissements.....	320,185.953	268,683.180
Portefeuille des devises.....	7,469.096	4,572.835
Portefeuille des traites.....	216,264.253	249,161.234
Titres.....	33,583.935	52,910.929
Débiteurs.....	862,808.767	930,691.994
Immeubles.....	34,538.092	33,867.794
Pertes.....	—	—
PASSIF		
Capital.....	93,249.950	88,249.950
Fonds de réserves.....	26,746.618	29,958.245
Dépôts.....	633,332.770	687,677.936
Créanciers et réescompte.....	81,329.406	784,757.539
Profits.....	11,927.556	11,987.114

DEUXIÈME PARTIE

Concentration dans les Banques

Dans les banques comme dans toutes les entreprises économiques la tendance de concentration fait sentir son action. On s'efforce par tous les moyens de concentrer en un lieu la plus grande partie des forces productives du pays afin de mieux pouvoir diriger la production croissante.

Plusieurs causes poussent à la concentration. A côté de la cause générale qui consiste dans le désir de diminuer les frais de production, il existe quelques causes spécifiques qui exigent à la concentration dans le commerce des banques. Une de ces causes des plus importantes est la nécessité économique croissante provoquée par l'évolution industrielle et commerciale moderne. En conséquence, plus l'économie est avancée, plus la concentration est exigée. Dans les pays où l'économie nationale est déjà parvenue à la grande production, la concentration de capitaux s'est faite en même temps. En suivant pas à pas l'économie nationale toute entière, et conformément aux caractéristiques spécifiques de la production nationale, on s'aperçoit que la concentration prend aussi une forme spécifique et différente dans chaque pays. Dans les pays neufs, où la production commence à se moderniser, où l'industrie et le commerce se développent vers la grande production, le besoin de concentration de capitaux s'impose avec

la même force que la tendance de cette production à devenir de plus en plus importante. Le développement de la production et celui de la concentration est dans une interdépendance étroite. En étudiant le mouvement de concentration dans les banques yougoslaves nous avons fondé nos recherches sur cette base et pour montrer à quel système il tend à se rattacher nous avons exposé dans un extrait aussi bref que possible la concentration dans les banques françaises, anglaises et allemandes, représentantes des principaux systèmes de la concentration bancaire.

CHAPITRE PREMIER

Etude Comparative de la Concentration Bancaire

PREMIÈRE SECTION

La Concentration dans les Banques Françaises, Anglaises et Allemandes

On rencontre trois types différents de concentration bancaire dans les banques françaises, anglaises et allemandes. Ces banques se sont développées d'une façon toute différente.

1^o — LES BANQUES FRANÇAISES

Les Banques françaises se sont développées vers un système bancaire bien spécial, c'est ainsi que l'organisation bancaire en France diffère tout-à-fait de celle d'Angleterre et d'Allemagne. Les Banques françaises ne représentent pas comme les banques anglaises, un type pur de banque de dépôts. Leur système s'en rapproche beaucoup et les établissements de crédit français tentent de plus en plus à s'orienter vers les banques de dépôts, malgré leur participation constante aux affaires et leur soutien de l'activité du marché financier.

Les grands établissements de crédit, notamment les plus connus : Le Crédit Lyonnais, la Société Générale et le Comptoir National d'Escompte de Paris représentent le type de banques de dépôts qui comptent environ un milliard de francs de capitaux et par leur très nombreuses succursales ouvertes

dans tout le pays et jusqu'à l'étranger, concentrent quelques milliards de dépôts. Ces établissements de crédit consacrent la plus grande partie de leur activité aux affaires de banque proprement dites comme l'escompte, l'ouverture de comptes courants et toutes les opérations de Caisse.

On a reproché aux établissements de crédit français de ne pas assez soutenir les affaires et de montrer une défiance excessive pour consentir des prêts à l'industrie nationale. On a vanté la supériorité du procédé des Banques allemandes. Mais les dirigeants des établissements de crédit français ont défendu leur système en faisant valoir l'importance qu'a pour eux les dépôts à vue. Les banques françaises possédant surtout des dépôts à vue ne peuvent consentir à leur clientèle industrielle et commerciale des crédits à long terme comme elle pourraient le faire avec des dépôts à échéance.

Ce sont les banques d'affaires comme la Banque de Paris et des Pays-Bas qui, en France, soutiennent les affaires, participent à la transformation de sociétés privées en sociétés par actions et aident l'émission de valeurs.

La concentration bancaire en France s'est faite sous une forme centralisée qui est bien spéciale et différente de la concentration dans les autres pays, notamment en Allemagne où la concentration se manifeste sous la forme fédérative. Cette concentration se remarque par deux faits : l'extension croissante des grands établissements de crédit et l'élargissement de leurs affaires par la multiplicité de succursales qui partout ont pris une importance considérable et qui sont par les opérations de dépôts arrivées à drainer une grande partie du capital national.

Cette extension des grands établissements de crédit provoque le deuxième fait de la concentration, soit la diminution constante des banques locales qui ne peuvent soutenir efficacement la concurrence des banques mieux organisées. Les grands établissements de crédit ont combattu avec succès les banques locales qui ont été poussées à se réunir pour résister à l'envahissement permanent des grandes banques et c'est ainsi qu'elles ont formé en 1899 le syndicat des Banques de Province. Cependant ce Syndicat ne pouvait traiter toutes choses comme on l'avait espéré parce qu'il lui manquait la personnalité juridique et on a créé en 1904 la Société Centrale des

Banques de Province destinée à suppléer à cet état de chose et à servir comme organe exécutif du Syndicat.

Plusieurs économistes affirment que l'abaissement du taux d'escompte était la principale cause de l'expansion des grands établissements de Crédit qui ont mieux exploité l'abaissement du taux de loyer de l'argent que les banques locales. Et d'autres prétendent que ce sont les conditions favorables d'escompte qui ont poussé à la concentration bancaire en France.

Pour la concentration bancaire en France, M. Gide écrit (1) :

« Le Crédit que donne le prestige d'une puissante maison, — la possibilité, en groupant des dizaines de milliers de clients, d'abaisser le prix (c'est-à-dire le taux de l'escompte) par la multiplicité des opérations ; la sélection par de gros traitements, de chefs capables, sauf à se rattraper sur les traitements des employés inférieurs mais qui se consolent par l'espérance de l'avancement, etc... »

2° — LES BANQUES ANGLAISES

On remarque dans les banques anglaises une spécialisation complète, les banques de dépôt sont totalement séparées des banques d'affaires. Ainsi, les London Joint Stock Banks sont un type parfait des banques de dépôt, qui quelque soit l'importance de garantie que présente un client, ne consentent jamais à une opération à découvert. Ces banques ne traitent que les opérations à court terme et elles ont continuellement en caisse plus du tiers de leur disponibilité. Elles bénéficient de la particularité de la place de Londres où se trouve concentrée une immense quantité de papiers de commerce et où se négocie et s'escompte la plus grande partie des effets de commerce non seulement de l'Angleterre mais du monde entier. Comme deuxième catégorie des banques anglaises on compte les Banques Privées à Londres qui reçoivent les dépôts

(1) Charles Gide, *Cours d'Economie Politique*, tome premier, p. 533.

à long terme ce qui leur permet de traiter les opérations à long terme.

Puis les Foreign Banks qui ont leur siège à l'étranger et jouissent d'une grande activité sur la place de Londres. Elles concentrent le papier en circulation à l'étranger et domicilié en Angleterre puis elles l'escomptent chez les courtiers en effets de commerce (les bill brokers).

A côté des Foreign Banks il faut placer les Banques Coloniales qui font négocier sur le marché de Londres les valeurs et les titres qu'elles reçoivent de leurs succursales du dehors.

Le mouvement de la concentration a été plus accentué en Angleterre que dans les autres pays. La concentration se marque surtout par la diminution du nombre des banques ce qui entraîne le développement de celles qui restent.

Cette concentration s'est faite sous deux formes : par l'amalgamation et par la création de succursales.

L'amalgamation est le résultat de l'absorption d'un ou plusieurs établissements de crédit par une banque plus importante soit pour obtenir des relations avec la province, soit pour avoir un siège dans la capitale et se faire incorporer à la chambre de Compensation (Le Clearing).

Pour arriver à l'amalgamation l'établissement absorbé entre en liquidation volontaire et ses actionnaires ont un droit de priorité pour l'émission de nouvelles actions du nouvel établissement créé. C'est ainsi que le National Provincial Banque s'est développée et représente le type du procédé d'amalgamation.

Le second procédé de concentration dans les banques anglaises est la création de succursales qui consiste dans le rachat des banques locales. En effet, les grandes banques n'ont pas essayé de faire la concurrence aux petites banques locales, mais sont entrées en relations avec ces dernières. Elles ont traité à l'amiable l'acquisition des diverses installations et elles ont demandé aux petites banques de continuer leurs services et souvent le banquier local est devenu le directeur de la nouvelle succursale. Ainsi les grandes banques ont bénéficié immédiatement de leurs nouvelles installations qui ont été faites avec le minimum de frais.

La cause générale de la concentration dans les banques anglaises est la supériorité de grands établissements de crédit

qui peuvent plus facilement que les petites banques, satisfaire les exigences de leur clientèle par la simplification des opérations et par l'exécution rapide des ordres donnés.

Les grandes banques disposant de capitaux importants peuvent consentir facilement l'escompte du papier sans être obligées de recourir au réescompte, ce qui leur assure des bénéfices plus avantageux, alors que les petites banques voient une partie de leur bénéfice d'escompte absorbé par le réescompte.

Les causes d'ordre particulier de la concentration des banques en Angleterre est la conséquence de la spécialisation extrême des banques, mais surtout la plus grande confiance de la clientèle aux grands établissements. En outre, on remarque des raisons plus techniques, en effet, les avances sur le papier à Londres étaient toujours largement garanties tandis qu'en province le bon papier étant rare, le taux d'escompte est forcément plus élevé, les risques courus étant plus grands. Les grandes banques ont pu lutter ainsi avantageusement contre les banques locales parce qu'elles peuvent augmenter indéfiniment leur capital et perfectionner autant que possible leur méthode de travail alors que très souvent les petites banques locales dorment dans la routine et se laissent déborder par l'extension et la multiplicité des opérations nouvelles.

3^e — LES BANQUES ALLEMANDES

Les banques allemandes se plient à la nécessité de l'extension économique nationale. Elles ne se contentent pas des simples opérations bancaires mais elles veulent prendre part aux affaires directement, faire fructifier leurs capitaux et les fonds qui leur sont déposés par la clientèle. C'est ainsi qu'elles créent et soutiennent des entreprises industrielles allemandes, elles participent en grand au commerce d'exportation et elles resserrent les liens entre le marché financier et l'industrie du pays. C'est par ces procédés que les banques allemandes ont créé un type bancaire spécial qui est en même temps : banque d'affaires et banque de dépôt.

Quelques économistes allemands ont reproché aux dirigeants des grandes banques allemandes leur large participations aux affaires au lieu d'établir la spécialisation des

opérations comme dans les banques anglaises. Les défenseurs du système bancaire allemand ont fait ressortir que les banques allemandes ne peuvent pas suivre la même voie que les banques anglaises parce que leur évolution historique était différente.

Par la participation des banques allemandes aux affaires il faut comprendre le rapport très étroit des banques de dépôts avec les entreprises industrielles.

En effet toutes les banques allemandes s'appliquent à commanditer les entreprises industrielles et à suivre leur développement pendant toute leur existence. Quand on sait qu'avant guerre les 9/10 des dépôts étaient dans quelques grandes banques allemandes, on comprend l'influence que ces banques exercent sur le marché financier par l'intermédiaire de ses démarcheurs auprès des capitalistes.

Cependant les banques allemandes se sont appliquées à une forme nouvelle de la spécialisation, en effet, chacune des grandes banques s'est attachée à une branche spéciale de l'industrie nationale pour perfectionner le plus possible son développement, par exemple, certaines se sont occupées de l'industrie métallurgique, d'autre de l'industrie des tissages.

Le mouvement de la concentration bancaire Allemande s'adapte au mouvement du développement de l'économie nationale.

D'après M. Depitre (1), la cause de la concentration dans les banques allemandes est « la façon même dont les Allemands comprennent et pratiquent la banque. Ces établissements de crédit ne se cantonnent pas dans une proportion plus ou moins grande, les fonctions des banques de dépôts, des banques de crédit et des banques d'affaires. Il faudrait donc attribuer le mouvement de concentration en Allemagne au fait que les banques ne pratiquent pas la division du travail ».

Ainsi, la cause générale de la concentration dans les banques allemandes est le rapport étroit qui lie le commerce et l'industrie aux banques.

(1) Edgar Depitre : *Le Mouvement de concentration dans les banques allemandes*, p. 49.

Parmi les causes particulières qui ont facilité la concentration bancaire, on remarque la particularité de la législation qui a favorisé le développement des grands établissements au détriment des petits ; par exemple la Borsengesck de 1896 dans son art. 50 spécifie que seules les sociétés au capital d'au moins 20 millions de marks peuvent pratiquer les opérations à terme de leurs parts sur le marché financier.

Puis la nouvelle législation relative aux sociétés par actions supprime les formalités exigées auparavant pour leur fondation et la surveillance étroite par les pouvoirs publics.

La concentration dans les banques allemandes s'est faite d'une façon tout-à-fait particulière, c'est ainsi que les banques locales et régionales ont été affiliées aux grandes banques de la capitale sans, pour cela, perdre leur indépendance. Le plus souvent les directeurs ont été maintenus sur place, connaissant mieux les milieux industriels qu'il fallait soutenir.

Une autre forme de la concentration bancaire en Allemagne est la commandite qui s'est très répandue dans le pays.

La commandite bancaire en Allemagne est une sorte d'absorption partielle de la Banque locale par la grande banque commanditaire qui par ce procédé s'empare d'une partie des affaires de la banque commanditée.

Ce procédé est assez spécial, la grande banque assure une ouverture de crédit à la banque locale ce qui lui permet de répondre au besoin de la clientèle industrielle.

Les Allemands ont favorisé le plus possible la rationalisation et c'est ainsi que de grandes banques de Berlin qui veulent conserver et étendre leur activité en province sans augmenter leurs frais d'installation ont proposé à des établissements concurrents de leur céder leurs succursales dans une ville ou une région déterminée à condition que celui-ci consente d'en faire autant dans une autre région et c'est ainsi que les grands établissements de crédit ont diminué leurs frais généraux en augmentant leurs bénéfices.

Les banques allemandes se groupent encore en Consortiums pour soutenir des entreprises commerciales ou industrielles où ces banques ont des capitaux et des intérêts engagés. Ces groupements, en Allemagne prennent le nom « Interessengemeinschaften ».

En général les grandes banques allemandes ne pratiquent pas beaucoup l'ouverture de succursales mais les banques locales et régionales se placent sous le contrôle des établissements de crédit berlinois et forment quelques puissants groupes de banques que M. Depitre (1) définit :

« Un groupe de Banques nous apparaît comme une série de groupements régionaux réunis, concentrés, sous la direction unique d'un grand établissement aux capitaux considérables et financièrement intéressé, directement ou indirectement, à chacun des éléments ».

DEUXIÈME SECTION

Le Mouvement de Concentration dans les Banques Yougoslaves

Nous avons montré dans la première partie, que les banques yougoslaves se sont développées avec des caractères différents dans chaque région. Cependant, au-dessus de toutes leurs différences on retrouve, chez elles, un trait commun qui consiste dans la confusion complète des banques de dépôts et des banques d'affaires. Cette confusion est plus forte et plus accentuée que partout ailleurs. Toutes les banques exercent leur activité sur les affaires de banque proprement dites comme sur les affaires financières ; les opérations à court terme, comme celles à long terme sont opérées les unes comme les autres, dans toutes les banques. La participation à l'industrie, la commandite prend la même importance que l'escompte. Les caisses d'épargne font autant d'opérations de crédit hypothécaire, que les banques hypothécaires concentrent les dépôts à vue. Avec la confusion des noms des institutions bancaires marche parallèlement la confusion des opérations qui sont opérées par les unes comme par les autres. Les banques Yougoslaves ont ainsi formé un type bancaire

(1) Edgar Depitre, *op. cit.*, p. 39.

complètement non spécialisé qui est le résultat d'une évolution historique imposée par les circonstances spéciales qui ont agi sur leur développement. Les banques en Serbie, comme celles qui existaient dans les régions faisant partie de la Monarchie Austro-Hongroise étaient chargées de prêter leur concours au développement de l'économie nationale. Les unes comme les autres étaient obligées de saisir dans le domaine qui leur était imposé par la nécessité de la vie économique du pays, sans pouvoir choisir leur champ d'activité, mais elles devaient accepter tout ce qui pouvait rendre service à l'utilité nationale. Leur développement s'accroît à l'époque où la grande majorité des autres nations avait déjà leur économie nationale bien avancée et les rapports avec ces nations provoquent une création plus accélérée de toutes les institutions économiques yougoslaves. Les banques ne pouvaient pas favoriser une branche plutôt qu'une autre, afin de ne pas laisser ralentir le développement économique du pays. Ce développement poussé de toute part, avait un tel besoin de crédit, que la nécessité de capitaux se faisait sentir de plus en plus. On cherchait à les augmenter au moyen de l'épargne nationale, mais la masse populaire n'avait pas assez confiance dans les petites banques et l'épargne dispersée dans quelques centaines d'institutions ne pouvait améliorer la situation. La concentration seule était capable de remédier à cet état de chose. Il y avait trop de petites banques avec un capital insignifiant. Elles se trouvaient dans l'impossibilité de fournir suffisamment de crédit aux affaires et de consentir de l'escompte à des conditions assez avantageuses. Déjà, avant guerre, on a cherché le moyen de réduire le nombre excessif de banques locales afin de concentrer les capitaux pour qu'ils aient plus de force créatrice.

En Serbie, deux ans avant la guerre mondiale, le Ministre de l'Economie Nationale prit la décision d'interdire à l'avenir la fondation de petites banques locales. D'après cette décision, on ne pouvait pas créer à Belgrade une banque d'un capital inférieur à 1 million de Dinars et en province d'un capital inférieur à 500.000 Dinars. La Banque Nationale de son côté s'est efforcée à provoquer la fusion entre les petites banques locales en consentant les crédits seulement aux banques d'une plus grande importance. Mais cependant,

avant la guerre, on n'a pas réussi à obtenir de grands résultats dans la concentration bancaire en Serbie.

Dans les régions Yougoslaves qui étaient sous la domination austro-hongroise, la concentration bancaire était gênée par la législation du pays qui interdisait aux Banques d'une région de fonder des succursales dans les autres régions, ou plutôt elles les autorisait à en fonder seulement dans les régions spécifiées par la loi même.

Ainsi les banques de Croatie et Slavonie ne pouvaient ouvrir des succursales qu'en Voïvodina, les banques de Slovenie seulement en Dalmatie, les Banques de Bosnie et Herzégovine, rien que chez elles, les banques profitaient cependant de cette liberté restreinte et fondaient des succursales où cela leur était permis, mais la concentration s'est faite surtout dans la capitale de chaque région, notamment à Zagreb, où avant la guerre existaient déjà quelques unes des plus puissantes banques. Cependant toute cette concentration souffrant de la même gêne que l'économie toute entière du pays, ne pouvait pas montrer des résultats remarquables.

C'est dans l'Etat libre, où le mouvement de concentration pouvait prendre son cours régulier. Libérées de toutes contraintes, les banques ont maintenant la possibilité d'étendre leur activité sur tout le territoire et traversant les anciennes frontières elles peuvent influencer sur toute l'économie nationale. C'est à cette époque, après la guerre, que le plus grand besoin de concentration de capitaux se fit sentir, en raison du plus grand développement de la vie économique du pays. Depuis quelques années la concentration bancaire s'effectue de plus en plus et sa formation se dessine déjà très nettement. Cette concentration s'opère en Yougoslavie sous deux formes : par le procédé de la fusion et par la fondation de succursales. L'une et l'autre forme sont parallèlement employées, même quelques fois ces deux procédés se confondent et en même temps avec la fusion de deux ou plusieurs banques on procède à l'augmentation du capital et à l'ouverture de succursales. Cependant, c'est la fusion qui prédomine soit la fusion de petites banques avec une grande, soit la fusion de deux ou plusieurs grandes banques.

Les causes qui poussent à la fusion sont diverses. D'abord la fusion se fait entre les banques qui participent aux mêmes

branches d'entreprises industrielles et commerciales ; c'est l'industrie développée et concentrée qui exige la concentration des capitaux nécessaires. Puis les petites banques ne pouvant plus supporter le lourd poids de la participation dans l'industrie et étant bien gênées par la grosse immobilisation de leur capital cherchent à s'appuyer sur une grande banque, pour pouvoir sauver son existence. Mais une des causes prépondérantes de la fusion des banques est l'engagement des capitaux étrangers dans les banques yougoslaves. Le capital étranger s'est engagé de plus en plus dans nos banques, mais dispersé dans plusieurs institutions il cherche le moyen de se concentrer en raison d'une gérance plus facile et d'un contrôle plus efficace.

Avant l'Union Nationale parmi les capitaux étrangers, c'est le capital autrichien et le capital hongrois qui étaient principalement engagés dans nos banques situées sur le territoire des anciennes régions austro-hongroises, et le capital français dans les banques en Serbie. Actuellement, le capital des autres pays prend une participation de plus en plus grande dans nos banques, notamment, le capital anglais qui a dans ces dernières années pris une grande part dans la vie financière yougoslave ; puis le capital belge, le capital suisse et le capital italien.

Parmi les fusions exigées par les capitaux étrangers on considère comme la plus importante celle de la Banque Hypothécaire du Pays de Croatie et Slavonie avec la Banque d'Escompte Croate, à Zagreb. Ces deux banques sont fortement influencées par les capitaux étrangers venant des banques suivantes : le Bodencreditanstalt à Vienne, l'Anglo-International-Bank à Londres, la Banque Commerciale Hongroise à Budapest, la Banque Commerciale de Trieste et le groupe Solvay de Bruxelles. La nouvelle banque s'est constituée le 17 février 1928 sous le nom d'Union de Banque Yougoslave. Cette fusion s'est effectuée par l'augmentation du capital de la Banque Hypothécaire du Pays de Croatie et Slavonie à Zagreb qui fut porté de 60 millions à 116 millions de Dinars, grâce à l'émission de 1.120.000 actions de 50 Dinars, qui furent employées au rachat des actions de la Banque d'Escompte Croate à raison de 5 actions anciennes pour 4 nouvelles. Cette fusion sera continuée grâce au même capital étranger

engagé encore dans la Banque de Bosnie à Belgrade et dans la Banque Agricole et Commerciale à Belgrade qui de plus est influencée par l'engagement de capitaux de la Banque Tchèque « Union » à Prague, de la Banque Lazar Brothers et C^{ie} à Londres et de la Maison Ephrassi et C^{ie} à Vienne, qui est commanditée par le Disconto-Gerclschafft à Berlin. On s'attend donc à ce que l'Union de Banque Yougoslave absorbe bientôt ces deux banques, à ce que cette Union devienne par l'augmentation de son capital, un fort établissement de crédit au capital d'environ 200 millions de Dinars.

En outre, il est probable que soit bientôt effectuée la fusion de la Banque Générale Croate de Crédit à Zagreb avec l'Établissement de Crédit pour le Commerce et l'Industrie à Ljublana et avec la Banque Commerciale et Industrielle à Novi-Sade, qui sont influencées par l'engagement du Crédit-tastalt de Vienne et de la Banque de Crédit Hongroise à Budapest.

La fusion des banques au capital national fut également opérée, notamment en Voïvodina par la fusion de plusieurs petites banques locales, puis en Bosnie et Herzégovine par la Banque Centrale Economique Serbe à Sarajevo et en Croatie et Salvonie par la Première Caisse d'Épargne Croate à Zagreb, qui est un de nos plus grands établissements de crédit possédant un nombre considérable de succursales.

La Banque Centrale Economique Serbe à Sarajevo est elle-même le produit de la concentration bancaire en Bosnie et Herzégovine. En 1922 elle fut fondée par la fusion de la Banque Economique Serbe avec la Banque Centrale Serbe pour la Bosnie et Herzégovine à Sarajevo. Cette fusion a été effectuée de la manière suivante :

Les banques ont uni leur capital de 10 millions de dinars et elles ont émis 100.000 actions de 100 Dinars. Ainsi fondée, la Banque Centrale Economique Serbe continue la concentration des Banques en Bosnie et Herzégovine par la fusion de petites banques locales et par l'engagement de son capital dans les quelques banques importantes sur lesquelles elle exerce une grande influence. Elle est engagée environ dans vingt banques en Bosnie et Herzégovine et même elle a traversé les frontières régionales en affiliant deux banques en Slavonie, telles que la Caisse d'Épargne à Osijek et la Banque

Serbe de Crédit à Brode sur la Save. La Banque Centrale Economique Serbe est en relations très étroites avec la Banque Serbe à Zagreb et avec la Banque Adriatique Danubienne à Belgrade, il n'est pas impossible que la fusion entre deux de ces banques ou même entre toutes les trois soit prochainement effectuée.

Sous l'influence de la Première Caisse d'Epargne Croate à Zagreb il fut procédé en 1924 à la fusion de la Banque Centrale Croate avec la Banque Centrale Musulmane, à Sarajevo. La Banque nouvelle prend le nom de Banque Centrale d'Union, il assume tout actif et passif des deux banques fusionnées avec leurs 9 succursales, qui deviennent les succursales de la nouvelle banque. La première Caisse d'Epargne Croate qui avait des succursales dans toutes les régions de l'Etat n'en avait pas en Bosnie et Herzégovine et comme elle était engagée avec la majorité des actions dans les deux banques ci-dessus on s'attendait à ce qu'elle fasse de ces deux banques ses succursales au lieu de les fusionner, car elle a toujours préféré le procédé des succursales dans la concentration bancaire et dans son extension. Mais, la Première Caisse d'Epargne Croate s'est décidée à la fusion, attendu que dans un pays où le sentiment régional et confessionnel est très fort une banque locale inspire plus de confiance que la succursale d'une banque d'une autre région.

Cependant, ce qui ne fut pas fait en 1924, fut effectué en 1927 et depuis cette date la Banque Centrale d'Union cesse d'exister et avec toutes ses succursales elle travaille comme succursale de la première Caisse d'Epargne Croate à Zagreb.

Comme fusion des banques au capital national il faut encore citer : la fusion de la Banque Adriatique à Trieste, avec la Société Danubienne Commerciale par actions à Belgrade en Banque Adriatique Danubienne à Belgrade ; puis la fusion de la Banque Centrale avec la Banque Centrale d'Escompte et de Change et avec la Banque Centrale pour le Commerce, les Arts et Métiers et l'Industrie en Banque Centrale pour le Commerce, les Arts et Métiers et l'Industrie à Zagreb.

A côté de cette fusion réelle on procède chez nous très souvent à la collaboration de deux ou plusieurs banques, par exemple deux ou plusieurs banques liées par un intérêt commun dans une ou plusieurs catégories industrielles ou

commerciales, se réunissent pour soutenir ces entreprises et pour s'entraider dans leurs besoins communs ; ce sont les consortiums des banques qui groupent leurs intérêts comme en Allemagne, l'« Interessengemeinschaften ».

La deuxième forme de la concentration bancaire en Yougoslavie est le procédé de fondation de succursales. Il faut dire tout au début que tous nos établissements de crédit ne pratiquent pas au même degré le système de succursales. Seule la Première Caisse d'Epargne Croate à Zagreb possède des succursales sur tout le territoire de l'Etat.

Parmi les 15 établissements de crédit de notre pays, les succursales se répartissent de la façon suivante : (1)

(1), *Revue Economique de Belgrade*, avril 1928, p. 2.

SUCCURSALES

Etablissement	Siège	Capital	Croatie	Slovenie	SUCCURSALES			
					Bosnie	Dalmatie	Vojvodina	Serbie
Première Caisse d'Épargne Croate.... D.	Zagreb	75,000.000	30	3	8	2	4	2
Banque Yougoslave	—	100,000.000	8	1	—	—	3	1
Banque Serbe	—	40,500.000	1	—	—	3	6	—
Union de Banque Yougoslave	—	116,000.000	4	1	—	1	2	1
Banque Générale Croate de Crédit.....	—	37,500.000	4	—	—	—	—	—
Banque de Crédit de Ljubljana	Ljubljana	50,000.000	—	10	1	3	1	—
Banque de Coopérative Agricole	—	12,000.000	1	4	—	2	2	—
Etablissement de Crédit pour le Commerce et l'Industrie	—	12,500.000	—	—	—	—	—	—
Banque du Pays de Bosnie et Herzégovine.....	Sarajevo	30,000.000	—	—	16	1	—	—
Banque Industrielle et Commerciale de Bosnie	—	20,000.000	1	—	1	1	1	1
S. A. Générale de Banque Yougoslave ..	Belgrade	100,000.000	1	—	—	—	—	—
Banque Adriatique-Danubienne	—	120,000.000	—	3	—	3	—	—
Banque de Bosnie	—	30,000.000	—	—	1	—	—	—
Banque Agricole et Commerciale	—	25,000.000	—	—	1	—	1	—
Banque d'Exportation	—	30,000.000	—	—	—	—	—	—
Total		788,500.000	50	22	28	16	20	5

Comme on voit ce sont notamment les établissements de Crédit en Croatie et Slavonie qui procèdent à la fondation de succursales. La Première Caisse d'Epargne Croate à Zagreb tient la tête ; immédiatement après la guerre, elle profite de la liberté pour s'installer avec ses succursales dans toutes les régions. C'est un établissement de crédit purement national, ce qui lui donne une très grande valeur dans la vie financière du pays. Sa force existe notamment dans le fait qu'il concentre la plus grande partie de l'épargne nationale, qui s'élevait en 1928 à 1.524.220.482 Dinars.

Dans la Banque Yougoslave le capital Tchèque est engagé par l'intermédiaire de la Zivnostenska Banka à Prague. La Banque exerce son activité surtout en Croatie et Slavonie où se trouve le plus grand nombre de ses succursales. Dans les derniers temps elle a plus largement étendu son activité en Voïvodina et cherche le moyen de s'installer en Dalmatie et en Bosnie où elle n'a pas encore de succursales.

La Banque Serbe a le plus grand nombre de ses succursales en Voïvodina où avant la guerre sa mission nationale a trouvé la plus grande application. Elle a augmenté le nombre de ses succursales en absorbant celles de la Banque Serbe du Littoral.

L'Union de Banque Yougoslave est fondée par la fusion de la Banque Hypothécaire du Pays de Croatie et Slavonie avec la Banque d'Escompte Croate, comme nous l'avons déjà indiqué .

La première n'avait pas de succursale avant la guerre et avant sa fusion elle n'en avait qu'une seule à Osjek qu'elle a repris de la Banque Commerciale Hongroise à Budapest. La Banque d'Escompte, au contraire, possédait 9 succursales qui sont devenues les succursales de la nouvelle banque. Ainsi l'Union de Banque Yougoslave est aujourd'hui parmi les banques qui pratiquent la concentration par la fondation de succursales.

La Banque Générale Croate de Crédit a limité son activité au territoire de la Croatie et Slavonie. On trouve l'explication de cette attitude dans ses statuts où il est dit « qu'elle se chargera des affaires mobiles de la Caisse d'Epargne Centrale Nationale de Croatie-Slavonie ».

La Banque de Crédit de Ljubljana commence après la guerre à créer ses succursales en dehors de la Slavonie et Dalmatie où elle possède la majorité de ses succursales, elle possède même deux succursales à l'étranger (à Trieste et à Goritza). C'est d'ailleurs le seul de nos établissements de crédit possédant des succursales à l'étranger.

La Banque de Coopérative Agricole est une des créations les plus récentes. Créée après la guerre elle ouvre peu à peu ses succursales dans tout le Pays.

L'établissement de crédit pour le Commerce et l'Industrie ne possède pas de succursales. Cet établissement est créé par la nationalisation de la succursale de Ljubljana du Créditanstalt de Vienne. Cependant il a conservé ses relations avec les milieux financiers de Vienne et continué de soutenir quelques entreprises industrielles, financières soutenues auparavant par le Créditanstalt de Vienne.

La Banque du Pays de Bosnie et Herzégovine exerçait avant la guerre son activité seulement en Bosnie et Herzégovine et elle jouissait de grands privilèges parce qu'elle avait été fondée par la Wienerbank verein à Vienne. Après la guerre, elle fut nationalisée et maintenant elle étend son activité en dehors de cette région.

La Banque Industrielle et commerciale de Bosnie commence après la guerre à ouvrir ses succursales un peu dans tout le pays. Fondée avant la guerre par la Nieder Oesterreichische Escomptegesellschaft de Vienne, elle se trouvait après la guerre dans une situation difficile comme toutes les banques étrangères.

La Société générale de Banque Yougoslave fut fondée en 1928 à l'aide de capitaux de la Wienerbank verein à Vienne, de la Basler Handelsbank à Bâle et de la Société Commerciale de Bruxelles. Comme les mêmes capitaux sont engagés dans la banque du Pays de Bosnie et Herzégovine, il est probable que ces deux banques seront fusionnées dans un avenir très proche.

La Banque Adriatique Danubienne a procédé au début à la fondation de succursales qui furent liquidées au fur et à mesure.

La Banque de Bosnie et la Banque Agricole et Commerciale furent fondées à Sarajevo et après la guerre elles ont trans-

férent leur siège à Belgrade en laissant chacune une succursale à Sarajevo.

La Banque d'Exportation ne possède pas de succursales bien qu'elle soit un des plus importants établissements de crédit en Serbie. En général les Banques en Serbie ne pratiquent pas souvent le système de succursales.

La concentration bancaire par le procédé des succursales se fait en général par l'absorption des petites banques locales.

Les établissements de Crédit en Yougoslavie ne préconisent pas la concurrence impitoyable avec les banques locales mais, par leur absorption, ils profitent de l'installation de ces petites banques et en font leurs succursales. Grâce à ce procédé les établissements de crédit peuvent continuer sans interruption et à leur profit les opérations des petites banques, les absorber, et ils évitent ainsi les inconvénients de la concurrence.

Par la fusion de plus en plus fréquente et par la fondation de succursales, nos établissements de crédit arriveront à de bons résultats de la concentration bancaire. Si ces efforts continuent nous aurons sous peu de temps quelques puissants établissements qui dirigeront notre organisation du crédit et avec le reste de banques locales rendront à l'économie nationale un service plus certain et plus complet.

CHAPITRE II

Nécessité de la Concentration Bancaire en Yougoslavie

La crise de capitaux pesait toujours sur la prospérité de notre économie nationale. Une des causes les plus sérieuses de cette crise est la multitude excessive de nos banques. D'après les données statistiques pour l'année 1925 (1) nous avons à la fin de cette année 635 banques avec un ensemble de capitaux de 1980 millions de dinars. Si l'on réduit les capitaux des 113 banques situées dans nos grandes villes : Belgrade, Zagreb, Sarajevo et Ljubljana, qui comptent 1381 millions de Dinars, il reste un capital de 608 millions de dinars pour 522 banques locales. Dans ce nombre exagéré de petites banques il y a 75 banques dont le capital ne dépasse pas 100.000 dinars, puis 151 banques dont le capital n'est pas supérieur à 500.000 Dinars, 156 banques d'un capital de 1 million de Dinars ; 106 banques d'un capital de 3 millions de Dinars ; 23 banques d'un capital de 5 millions de Dinars et seulement 11 banques dont le capital dépasse 5 millions de Dinars. Toute cette foule de petites banques doit supporter le poids lourd des frais généraux et d'une administration complète exigée par la loi relative aux Sociétés Anonymes. Une telle déconcentration présente de graves inconvénients pour l'ensemble de la vie économique du pays. Au lieu d'aider le développement du commerce et de l'industrie et du placement des capitaux elle les gêne par les opérations de petites banques qui ne disposent pas de capitaux suffisants, mais se placent comme intermédiaire entre les établissements

(1) *Privredni Pregled*, Béograd 1926, n° 41.

de crédit et la clientèle. Ainsi, le capital devient plus cher ; les petites banques locales ne possédant pas de Crédit à la Banque Nationale se tournent vers les établissements de Crédit qui leur consentent des avances au taux le plus élevé, ce qui les obligent à augmenter davantage le taux afin d'obtenir la possibilité de couvrir tous les frais généraux et de réaliser un bénéfice qui forcément doit être très grand en raison du faible mouvement des opérations de ces petites banques. Dans le Pays où le capital est déjà cher par sa rareté la déconcentration le fait encore plus cher par ces procédés. Au lieu de persister dans cet état de chose, il faut chercher les moyens de remédier à cet inconvénient qui entrave le cours du développement économique du pays par la production coûteuse.

Sous le règne de la déconcentration, les petites banques disposant d'un capital insignifiant n'inspirent pas confiance à la masse populaire ; en conséquence, l'épargne nationale n'afflue pas dans les caisses des banques et la plus grande partie du capital national reste inactif après thésaurisation. C'est une perte pure pour l'économie nationale et pour l'activité économique toute entière qui exigent que les capitaux disponibles s'accumulent immédiatement dans les banques pour y trouver des emplois plus productifs. Si les capitaux disponibles ne sont pas apportés sur le marché les banques ne peuvent pas développer leur activité dans l'économie du pays. Si, au contraire, les banques drainent au maximum les capitaux disponibles dans le pays, elles sont dans la possibilité de soutenir la production et de participer à la fondation des sociétés, à l'amélioration et à l'évolution de l'industrie et du commerce et de satisfaire tous les besoins de crédit nécessaires à l'économie nationale.

Même le besoin incontestable d'attirer les capitaux étrangers pour les employer dans l'économie nationale pousse à la concentration bancaire en Yougoslavie. Avec l'aide de capitaux étrangers on trouvera la possibilité de mettre en marche toute l'activité économique du pays pour une exploitation satisfaisante de la richesse nationale, qui est restée, jusqu'à présent, presque intacte. Mais les capitalistes étrangers prennent beaucoup de précautions avant de s'engager dans les pays étrangers, il exigent pour le placement de leur argent

une sécurité absolue et ont plus de confiance en quelques unes de grandes et puissantes banques qu'à une foule de petites et faibles banques locales. Cependant, il faut tenir compte de la provenance des capitaux étrangers qui vont s'engager dans notre économie nationale. Il faut se méfier des tendances politiques qui très souvent accompagnent ses engagements et qui cherchent plutôt à endommager l'économie du pays qu'à lui prêter leur concours. En conséquence, il faut préférer les engagements des capitaux de plusieurs nations que d'une seule et en particulier des nations dont la sincérité et l'amitié sont déjà assurées et qui, dans les moments difficiles de la lutte pour notre indépendance nous ont prêté leur appui et ont contribué grandement à la réalisation de notre idéal national.

Une fois concentrés les capitaux seront plus capables de rendre service là où ils sont les plus indispensables. Par la concentration des capitaux les banques deviendront plus indépendantes des conditions locales et elles ne seront plus obligées de limiter leur activité sur le domaine économique qu'offre une localité restreinte. En traversant les frontières locales et régionales elles exerceront leur influence sur toutes les localités qui peuvent donner les meilleures conditions pour le développement plus heureux pour la vie économique du pays tout entier. Par la concentration les banques pourront soutenir la prospérité des branches économiques qui, au maximum, peuvent augmenter la richesse nationale ; ainsi leur utilité s'étendra d'une manière plus complète et plus satisfaisante. Dans notre pays où le développement de l'économie nationale était le produit des circonstances spéciales qui dans la majorité des régions étaient imposées et dirigées contre l'intérêt même de cette économie, il faut concentrer tous les efforts pour séparer ce mal et pour accélérer le développement là où il était forcé d'être retardé. Il faut que les plus forts et les plus avancés aident aux faibles pour égaliser la force nationale qui alors montrera plus de valeur dans la collaboration internationale. Les établissements de crédit doivent prêter leur concours à l'essor de l'économie nationale dans les régions où les banques locales par leurs moindres ressources ne sont pas capables de le faire.

La concentration bancaire fait et fera de plus en plus l'épu-

ration de notre organisation économique qui était fortement ébranlée du fait de la guerre et de l'inflation. Pendant la guerre les circonstances ont changé et même supprimé les règles relatives à l'organisation économique du pays. Tout le monde se faisait commerçant, car le commerce ne demandait pas alors, d'aptitudes spéciales et prenait une ampleur considérable par suite des circonstances exceptionnelles qui faisaient monter rapidement le prix des marchandises et supprimaient tous les risques. Les mêmes phénomènes s'appliquent à l'industrie. Mais avec la disparition de conditions favorables à toute entreprise et quand après la guerre et après la suppression de l'inflation on est entré dans la période normale de la vie économique on s'est aperçu que de jour en jour les entreprises mal fondées s'écroulaient les unes après les autres. Dans cette situation délicate il fallait, avec beaucoup de précautions et d'habileté pénétrer dans l'organisation économique du pays pour aider ce processus à bien suivre son chemin et à donner de bons résultats pour l'économie nationale. L'intervention des Banques dans cette situation était indispensable. Mais ce sont seulement les grandes banques avec les capitaux concentrés qui peuvent avoir une vue générale sur toute l'économie nationale et qui peuvent saisir le problème d'épuration dans toute sa largeur. C'est seulement la politique unique de crédit qui peut avec succès soutenir la nouvelle évolution économique du pays. La déconcentration bancaire avec une multitude de petites banques disséminées dans le pays ne peuvent que rendre le problème encore plus compliqué, notamment parce que beaucoup d'entre elles ont été fondées et ont prospéré dans une période malsaine et étaient condamnées à disparaître avec le rétablissement de la situation normale.

Les avantages de la concentration ne sont pas moins grands sur le marché financier que sur le marché des capitaux. L'influence de la concentration sur le marché financier s'exerce par le lien plus étroit entre ce marché et la masse populaire, en raison d'un plus grand placement de valeurs mobilières favorisé par les grandes banques. Par leurs succursales, les établissements de crédit possèdent un réseau puissant par lequel leur influence traverse tout le pays.

PREMIÈRE SECTION

Avantage des Etablissements de Crédit

La question de la concentration bancaire entraîne inévitablement la question de l'utilité des établissements de crédit comme la sanction de son existence et comme la justification de son action.

Quand on sait que la concentration bancaire est exigée par le développement économique du pays, on admet que c'est le développement et la prospérité de l'économie nationale qui doivent être premièrement envisagées et examinées dans son ensemble pour pouvoir résoudre toutes les questions dérivant de ce problème principal. Cependant, quelle que soit la nature de l'économie nationale, son but n'est autre que de développer au maximum les facultés naturelles qu'offre le pays afin de rendre le plus de services possibles au bien être de la nation et de la société humaine toute entière. Si c'est l'agriculture qui prédomine dans l'économie du pays et qui offre les plus grandes ressources de la richesse nationale, il faut concentrer tous les efforts vers son plus grand développement et sa plus grande prospérité. Il faut multiplier les moyens de son exploitation et largement aider tous les efforts qui tendent à le moderniser et qui cherchent à faire avancer ses multiples et diverses branches. Notre Etat est un pays agricole, 80 % de la population s'occupe d'agriculture, qui dans une fertilité extraordinaire du sol peut facilement trouver une exploitation satisfaisante. Un tiers de la surface totale représente des terres cultivées (33 %) et une grande partie du reste est occupée par des forêts (41 %) des prés et des pâturages (20 %) des vignobles et des vergers (2 %) et une petite partie du pays seulement reste stérile. L'industrie nationale montre un grand progrès après la guerre, notamment l'industrie agraire qui s'est déjà bien développée, c'est l'industrie des bois et des cuirs, les meuneries, puis l'industrie du sucre, de la bière, du tabac, des allumettes, des ciments et dans les derniers temps l'industrie textile, du verre et de la soie artificielle. L'exportation des objets fabriqués devient

de plus en plus importante à côté de l'exportation des produits agricoles.

L'agriculture devenant de plus en plus intensive et l'industrie nationale dans son développement accéléré nécessite une subvention de crédit en rapport avec leurs besoins toujours croissants. Qui peut fournir ces crédits dans les meilleures conditions et mieux assurer la marche régulière du développement économique du pays ? Pour répondre à cette question, nous allons exposer les avantages des établissements de crédit mais nous n'oublierons pas d'indiquer plus loin la raison d'être de la persistance des banques locales.

Particulièrement dans notre milieu économique les avantages des établissements de crédit sont nombreux. Tout d'abord, les établissements de crédit possédant la multiplicité des succursales et des agences ont la plus grande possibilité d'exercer une action plus étendue sur la population. Ils acquièrent ainsi une très nombreuse clientèle et ils produisent une heureuse influence sur l'épargne nationale en la concentrant et en l'employant productivement.

On a constaté par expérience que le peuple Yougoslave préfère les établissements de crédit aux petites banques locales, car il confie plutôt aux premiers ses capitaux disponibles. La preuve la plus évidente de cette constatation est la Première Caisse d'Epargne Croate à Zagreb, qui possède dans le pays le plus grand nombre de succursales et concentre plus de 1 milliard et demi de Dinars de l'Epargne nationale. Le même exemple se retrouve en Slovenie où on a prétendu que les Sociétés Coopératives de crédit réussiraient mieux à concentrer l'épargne du pays que les établissements de crédit. Mais la réalité a montré des résultats contraires ; de même que le nombre des sociétés coopératives a augmenté, le chiffre des dépôts d'épargne concentrés chez elle a diminué, tandis qu'à la même époque les dépôts dans les établissements de crédit ont considérablement augmenté. La Fédération des Sociétés Coopératives à Ljubljana unissait en 1921, 480 sociétés et malgré l'augmentation du nombre des Sociétés qui s'est élevé à 505 en 1923, la somme des dépôts d'épargne est de 1921 à 1923 descendue de 68 à 63 millions de Dinars. A la même époque la Banque de Crédit de Ljubljana a de plus en plus augmenté son dépôt d'épargne qui, en 1921

comptait 41 millions et demi de dinars et en 1923 s'est élevé à 100 millions de Dinars (1).

Avec l'étendue de l'action sur tout le territoire, les établissements de crédit présentent également un gros avantage au point de vue des règlements. Par leurs nombreux lieux de paiements, il évitent les règlements au comptant et agissent sur le développement du mouvement des chèques et des opérations de règlements par virements. Avec ces opérations, ils améliorent les inconvénients du manque de capitaux et font que les opérations de crédit deviennent plus souples.

En second lieu, les avantages des établissements de crédit se manifestent dans le fait que ces établissements pratiquent la politique du crédit qui s'accorde avec les besoins économiques du pays. Engagés dans l'économie nationale toute entière les établissements de crédit sont obligés de tenir compte de l'intérêt de cette économie dans son ensemble et dans ses détails. Ils ont un aperçu général sur toute l'organisation économique du pays et ils peuvent plus facilement juger de ses besoins et plus justement satisfaire ses exigences. Les petites banques au contraire sont toutes étroitement liées aux circonstances locales et influencées par le milieu restreint de la place, elles ne recherchent que la satisfaction des besoins économiques locaux et très souvent, malheureusement, leur soin ne va pas plus loin que l'intérêt personnel de leurs gérants ou que la satisfaction des besoins du milieu intéressé dans leur fonctionnement. Celles d'entre elles qui sont créées par quelques modestes capitalistes de la ville et notamment celles qui sont fondées par les partisans des partis politiques et pour leur compte ne peuvent pas donner l'impression qu'elles sont dans leur rôle et qu'elles travaillent à l'utilité économique du pays. Par leur politique de crédit elles sont plutôt une entrave au développement économique de la localité elle-même. Le taux d'escompte qui s'élève à 20 % et même à 30 % est la meilleure preuve de leur valeur économique.

Ensuite, les établissements de crédit sont dans les meil-

(1) Lj. St. Kosier, *L'Epargne*, op. cit., p. 233.

leures conditions pour varier le choix de leur clientèle et pour employer les capitaux là où les conditions sont plus favorables et pour éviter autant que possible les risques qui sont répartis sur les capitaux sont engagés dans des catégories économiques différentes.

En employant les capitaux où ils sont les plus utiles et où ils trouvent les conditions les plus avantageuses les établissements de crédit ne conservent jamais les capitaux improductifs entre leurs mains. Ainsi, ils rendent au maximum service à l'économie nationale et si cette économie manque de capitaux, comme la nôtre, ce service est encore plus précieux.

Les établissements de crédit répartissent les risques de leurs opérations, puisque leurs capitaux sont engagés dans des endroits différents et employés par une clientèle variée. C'est d'une importance particulièrement grande dans notre pays, où l'activité des banques ne s'exerce pas seulement sur les opérations de banque proprement dites mais aussi sur les entreprises industrielles et commerciales du pays. Si les capitaux de nos banques sont engagés dans les différentes branches industrielles et commerciales, la crise d'une branche peut survenir sans risquer d'ébranler toute l'économie nationale. Les établissements de crédit installés par leurs succursales dans toutes les régions travaillent avec une clientèle qui n'est pas du tout de même nature. Dans le Midi, en Dalmatie et dans le Littoral Croate, ils ont la clientèle du négoce des poissons et des vins ; en Bosnie et Herzégovine la clientèle du commerce des bois ; dans le Nord, en Voïvodina la clientèle de l'agriculture. Si maintenant une crise survient dans une de ces branches les établissements de crédit pourront supporter cette crise par la compensation de la prospérité des autres branches.

Non seulement la crise locale frappe moins les établissements de crédit que les banques locales, mais aussi cette crise peut être favorable aux établissements de crédit. Supposons, qu'un établissement de crédit ne possède pas de succursale dans la localité où la crise a éclaté, celui-ci saisi cette occasion pour s'y installer afin d'intervenir et d'aider les entreprises locales à traverser ces temps pénibles. Même si cet établissement de crédit possède déjà une succursale sur la place

atteinte par la crise, ses pertes seront compensées par l'étendue de son activité dans la localité et par l'augmentation de capitaux provenant de la nouvelle clientèle recueillie pendant la crise et dans les temps qui la suivent à cause de la confiance inspirée par cet établissement. C'est ainsi que les succursales de la Première Caisse d'Epargne Croate ont développé leur force et leur importance et considérablement augmenté leurs dépôts.

C'est également grâce aux variations de productivité, de certaines industries nationales qui demandent des capitaux à des époques différentes que les établissements de crédit peuvent employer plus productivement leurs capitaux et éviter plus facilement les risques à courir.

Pour ces raisons les établissements de crédit sont à même de diminuer les risques et sont capables de consentir des crédits à des conditions plus avantageuses que les petites banques locales, qui ne peuvent répartir les risques à courir et doivent fixer leurs taux d'intérêt et leurs commissions d'une façon plus élevée.

C'est de plus parce que les établissements de crédit groupent des milliers de clients et que le mouvement de leurs opérations est considérable qu'ils peuvent abaisser le taux de l'escompte qui est l'opération la plus sûre de la circulation du crédit. Par cet escompte plus avantageux, les établissements de crédit montrent une supériorité incontestable sur les banques locales. Nous avons déjà indiqué que l'escompte est l'opération la plus répandue de nos banques locales et même qu'il y a des banques en province et dans les petites localités qui ne font que l'escompte. Si c'est leur principale opération il faudrait qu'elles présentent surtout, dans celle-ci des avantages plus grands pour l'économie nationale afin de pouvoir défendre la raison d'être de leur persistance dans la concurrence avec les établissements de crédit. Mais rien de semblable, au contraire. L'escompte est le point le plus fâcheux de tout leur fonctionnement. Non seulement elles sont obligées de faire du réescompte, opération qui est très rarement pratiquée par les établissements de crédit et qui est toujours très onéreuse pour les banques locales, mais, en outre, elles font du réescompte dans les établissements de crédit parce que la banque nationale ne réescompte que l'effet de com-

merce bancable et les banques locales ne possèdent pas ou très rarement de bons papiers.

Les frais de réescompte, la petite quantité de dépôt, la clientèle plus nombreuse et le faible mouvement des opérations, pèsent lourdement sur l'escompte des petites banques locales, qui sont obligées pour ces raisons de hausser leur taux, et ainsi, en paralysant le bon résultat de l'escompte elles privent l'économie nationale d'un instrument précieux de la circulation de crédit et elles poussent à croire que cette opération qui fait leur principal trafic a perdu sa raison d'être chez elles.

DEUXIÈME SECTION

Rôle et utilité des Banques Locales

Les banques locales sont les banques dont l'activité s'exerce sur une place assez restreinte et dont le fonctionnement, étroitement lié à la localité, agit sur la vie économique de la ville ou de la région où elles sont installées. Elles disposent de moyennes ressources propres et empruntées, dont les dépôts à échéances plus au moins éloignées, sont d'une proportion beaucoup plus grande que les dépôts à vue.

La concentration bancaire ne doit pas aller jusqu'à la suppression complète des banques locales qui peuvent être utiles à l'économie nationale, si l'on réussit à les délivrer des fâcheuses habitudes prises pendant les temps de la mauvaise organisation bancaire. Par le soutien du développement de la vie économique locale ces banques peuvent rendre de grands services non seulement à l'économie locale mais à l'économie nationale toute entière. L'économie nationale est forte si les localités dont elle est composée sont économiquement bien développées et si l'organisation économique fonctionne d'une façon satisfaisante, c'est-à-dire si toutes les facultés économiques sont dans un mouvement constant d'exploitation fertile. Dans ce champ, les banques locales trouvent le meilleur emploi de leur activité.

Une banque locale, dont la direction possède la connaissance aussi grande que possible de toutes les relations de sa vie locale et dans la possibilité évidente de saisir la question des besoins économiques de la localité. Si cette banque veut maintenant jouer un rôle positif dans l'économie nationale, elle est obligée de satisfaire à ses besoins en soutenant les activités économiques locales de la façon la plus favorable. Dans cette voie la banque locale peut rendre un service spécial à l'économie du pays. Dans un milieu où le développement économique n'est pas encore assez avancé la satisfaction des besoins de crédit se montre sous une forme bien spécifique. Là on ne possède pas assez d'instruments de garantie, mais si on veut assurer le développement régulier de l'économie du pays on est forcé de saisir une autre forme de crédit qui ne prête pas tant de sécurité que le crédit garanti, mais qui est indispensable pour les besoins de l'économie nationale. C'est le crédit personnel qui attache toujours la plus grande importance aux considérations des valeurs personnelles de l'emprunteur. Le crédit personnel aide à celui qui est capable, honnête et sérieux, mais qui ne possède pas de fonds nécessaires pour son entreprise. Avec le crédit personnel on rend possible l'exploitation de nouvelles entreprises qui augmentent la richesse nationale mais qui sans ce crédit, resteraient inactives et attendraient longtemps leur création. Cependant, en consentant le crédit personnel la banque se trouve dans une situation très délicate parce que ce crédit peut occasionner des dangers considérables, si le client ne mérite pas par ses efforts dans son travail, la confiance qu'on lui a accordée. Mais, justement sur ce point se manifeste la force et la supériorité des banques locales, parce que les dirigeants des banques locales sont à même de mieux connaître la valeur personnelle des solliciteurs de crédit. En général, ils sont du pays et ils connaissent toutes les familles et toutes les situations de fortune de la ville et de la région. Ils peuvent suivre de près le mouvement des affaires et ils sont à la hauteur de peser la chance de la prospérité de certaines branches économiques de la localité.

Les banques locales yougoslaves trouvent, plus que partout ailleurs, dans toutes les localités des hommes actifs poussés par le désir de fonder et d'exploiter des entreprises pour faire

fructifier les richesses du pays. Ce sont des travailleurs sérieux et dignes d'intérêt mais qui ne disposent pas de capitaux suffisants ni de garanties indispensables pour la réalisation de leurs désirs et de leurs justes ambitions. Cet état de chose bloque l'ouverture de nouvelles exploitations et arrête le mouvement des affaires et l'extension de la richesse nationale dans son état embryonnaire. Avant guerre déjà quelques unes de nos banques locales ont bien compris leur rôle et se sont efforcées d'accorder les crédits personnels afin d'aider plus efficacement au développement économique du pays. Actuellement, quelques unes encore se sont jointes à leurs efforts et continuent avec toutes les précautions cette louable pratique. Elles ont obtenu de très bons résultats pour l'économie nationale et c'est ainsi qu'elles ont prouvé la nécessité et l'utilité de leur persistance à côté des établissements de crédit. Il faudrait que les autres suivent leur exemple et remédient à leurs mauvaises habitudes par les opérations utiles pour l'économie du pays et pour le bien être de la Société.

À côté de cette opération avantageuse, les banques locales sont dans une possibilité plus grande que les établissements de crédit de consentir les crédits à long terme. La plus grande partie de leurs dépôts est le dépôt à échéance, ce qui leur permet d'employer ce dépôt conformément à sa nature. La nature des dépôts détermine la condition des placements qui ne peuvent être que dans une interdépendance absolue c'est-à-dire si les dépôts sont à court terme les placements doivent être aussi à des termes très courts et facilement réalisables, parce que les dépôts à court terme sont consentis à la banque pour peu de temps et peuvent être immédiatement exigés. Au contraire, les dépôts à long terme peuvent être employés pour les placements à long terme puisqu'ils ne sont exigés que dans une période fixe et éloignée. Par les opérations à long terme les banques locales prêtent leur concours favorable à l'industrie, au commerce de la localité. « Les prêts de ce genre, dit Courcelle-Seneuil (1) sont de véritables primes d'encouragement données au commerce, à

• (1) Courcelle Seneuil, *op. cit.*, p. 174.

l'industrie, à l'esprit d'entreprise et on peut considérer le banquier qui s'y livre comme le pionnier du crédit ».

Nos banques locales peuvent d'après la nature de leurs dépôts consentir les prêts à long terme et ainsi aider à l'industrie et au commerce du pays. Depuis la crise économique de 1923 l'industrie nationale se trouve dans une situation difficile et privée du concours des établissements de crédit qui étaient obligés de restreindre les crédits à long terme en raison de la grande demande de remboursement de dépôts, l'industrie nationale est forcée de chercher les capitaux à l'étranger afin de franchir le pas difficile qu'elle subit. C'est ainsi que nos banques locales peuvent jouer le rôle d'une utilité indiscutable pour remédier autant que possible à cet état de chose. Elles doivent aider à l'industrie nationale et l'empêcher de tomber dans une dépendance absolue des capitaux étrangers. Notre économie nationale a besoin de capitaux étrangers mais il faut toujours tenir compte d'une proportion déterminée entre ceux-ci et les capitaux indigènes. Les capitalistes étrangers n'engagent leurs capitaux que dans une exploitation aussi grande que possible et ne tiennent pas compte des besoins de la vie économique du pays et ne prennent pas garde à l'unité de l'ensemble de forces nationales. Leurs tendances politiques sont aussi très souvent cachées sous l'expansion de leurs capitaux. Pour ces raisons, il serait imprudent de laisser à la direction étrangère toute une branche de l'économie nationale. Nos banques locales devraient consacrer tous leurs efforts pour drainer au maximum les capitaux disponibles et pour les concentrer dans les dépôts à échéance. Avec ces capitaux destinés aux placements à long terme nos banques peuvent prêter leur concours favorable à l'économie nationale qui souffre du défaut de développement de l'industrie nationale.

C'est également aux banques locales à transformer en société anonyme les entreprises industrielles et commerciales, dont le développement assuré exige une étendue plus vaste par la mise en œuvre de nouveaux capitaux. Les dirigeants des banques locales, se trouvant tout près du mouvement des affaires ont la facilité de juger leur prospérité et leurs besoins et comme collaborateurs des commerçants et des industriels ils peuvent être l'intermédiaire le plus sûr

entre eux et les capitalistes qui cherchent le placement assuré de leurs capitaux.

Il est vrai que la concentration bancaire ne peut pas aller jusqu'à la conséquence indéfinie marquée par la disparition complète des petites banques locales et comme le procédé de la concentration dans les autres branches économiques n'a pas abouti à chasser et à étouffer les petites entreprises qui persistent et prospèrent à côté des grandes, les banques locales aussi ne disparaîtront pas devant les établissements de crédit qui leur font une ardente concurrence. Dans le commerce des banques, il restera toujours un rôle important aux banques locales, en raison des caractères particuliers de chaque localité, dont les habitudes et les besoins relèvent d'une compréhension d'ordre psychologique, plus facilement saisissable pour ceux qui vivent ensemble et qui sont liés par le même esprit et le même intérêt. Cependant, si les banques locales n'ont pas beaucoup à craindre devant la concurrence des établissements de crédit, il faut qu'elles tâchent de ne pas succomber à leur propre malaise ? Il faut qu'elles renforcent leur organisation et la conforment aux besoins et à la prospérité de l'économie nationale tout entière.

CONCLUSION

Pendant le développement de nos banques les circonstances spéciales ont tracé dans leur organisation des traits bien caractéristiques. Influencés par les différentes idées d'ordre économique et des formations législatives particulières et encore plus obligées par les diverses circonstances d'ordre politique et national, nos banques, soit les établissements de crédit, soit les banques locales, ont poursuivi leur évolution dans une organisation économique et technique spéciales.

Durant leur développement les tendances politiques et nationales ont formé les intérêts particuliers, dans chaque région, où les banques se sont efforcées de concentrer tous leurs efforts pour conserver le caractère propre de la région ; en s'inspirant de ces idées elles éclairaient toute la direction de leurs affaires.

Cette façon d'agir s'est justifiée avant l'union nationale par la nécessité de la résistance nationale qui dans chaque région avait à lutter contre un envahissement particulier. Mais dans l'état libre la suppression de toute contrainte, de la disparition de tout danger national ont libéré nos banques des lourdes charges qui les entravaient dans l'exécution de leur rôle économique. Dans l'Etat national toutes les frontières régionales doivent disparaître et tous les intérêts

particuliers doivent se fondre dans l'intérêt suprême d'une nation unique.

Les établissements de crédit ne peuvent plus rester confinés dans les anciennes régions, leur rôle économique doit embrasser le royaume tout entier, et il ne doit pas exister un seul coin important pour l'économie nationale qui soit négligé par un établissement de crédit de quelque région qu'il soit.

Même les banques locales dont le rôle est lié à la vie économique locale ne peuvent plus suivre les intérêts particuliers de la région, dirigés par les tendances politiques et régionales qui ont dans l'Etat national perdu leur raison d'être. De localité à localité ces banques doivent, par leur rôle essentiellement économique, faire le trait d'union de l'intérêt économique national.

Tous les efforts doivent être concentrés pour la formation d'une puissante économie nationale.

Pour accomplir cette tâche précieuse il faut que nos banques se réforment intérieurement et qu'elles adaptent leur organisation aux besoins de la vie économique du pays.

Avant tout il faut réduire le nombre exagéré de nos banques qui est en disproportion avec la force économique du pays et au besoin de l'économie nationale. La concentration dans les banques yougoslaves est en bonne voie de remédier à cet état de chose et par ses procédés elle a obtenu des résultats positifs. Mais ces efforts ont été neutralisés par la fondation continue de petites banques à faible capital.

Il faudrait une intervention législative qui interdise à l'avenir l'ouverture de petites banques, qui ne disposeraient pas d'un capital minimum fixé par la loi. Quant aux petites banques existantes il faut que la législation règle la concentration. La loi pourrait fixer comme conditions : l'augmentation de capital jusqu'au chiffre déterminé par avance ou la fusion de plusieurs banques locales. Les banques qui ne se soumettraient pas à ces conditions jusqu'au délai fixé devraient être fermées et contraintes d'entrer en liquidation. Ce procédé a été récemment pratiqué avec succès en Pologne où les Banques qui se sont soumises à la législation sont en pleine prospérité.

Egalement, il doit être tracé les limites précisément déterminées entre les banques et les caisses d'épargne dont

la distinction n'existe pas en Yougoslavie. La législation spéciale doit séparer les caisses d'épargne des banques et respectivement régler leur organisation. Leur distinction s'impose par la nature même de leur rôle et de leur utilité dans la vie économique. Les banques sont des institutions qui avec leur propre capital et avec les capitaux empruntés pratiquent les opérations de crédit, règlent les paiements et dirigent les placements des capitaux. Le commerce de banque, dit Courcelle-Seneuil (1) a pour but :

1^o « De régulariser et d'équilibrer en quelque sorte dans le monde commercial et dans chacune de ses parties, sur chacun de ses marchés, le prix des monnaies et des métaux précieux » ;

2^o « De servir d'intermédiaire entre les capitaux qui cherchent un placement et le travail qui cherche des capitaux ; de créer par conséquent, une sorte de marché public à un prix courant établi, tendant à ramener à un taux uniforme contrats particuliers ».

3^o « De transférer et d'échanger entre eux les divers titres de propriété des capitaux évalués en monnaie, de manière à économiser par des compensations, à la suite des ventes opérées par le commerce de marchandises, les paiements en espèces et les transports effectifs de monnaie ».

Les caisses d'épargne sont, au contraire, des institutions pour encourager, stimuler et favoriser l'épargne nationale chez les masses populaires. Les opérations bancaires y sont considérées comme accessoires et sont pratiquées seulement pour faire fructifier les capitaux déposés.

Pour ces raisons les caisses d'épargne doivent être organisées de telle sorte qu'elles inspirent une large confiance et que par leurs placements, elles donnent toute sécurité ou garantie aux déposants. Il ne faut pas tolérer cet abus assez répandu en Yougoslavie, que de petites institutions bancaires du nom de Caisse d'épargne possédant un faible capital engagent les énormes capitaux déposés, dans des opérations qui peuvent devenir néfastes à la masse des déposants et

(1) Courcelle-Seneuil, *op. cit.*, p. 69.

entraîner à la ruine la plus grande partie de la population d'une région.

Il faudrait également, introduire plus de spécialisation dans nos banques en les partageant en banques de dépôts et en banques d'affaires. La distinction entre les banques de dépôts et les banques d'affaires doit s'imposer par les différentes utilisations de leurs capitaux et par leur technique toute différente. Les unes utilisent les capitaux dans les opérations à court terme parce que ces opérations répondent à la nature de leurs dépôts, qui sont aussi à court terme. Les autres utilisent en général leur propre capital où les dépôts à longue échéance ce qui leur permet de saisir les affaires et de se consacrer aux opérations à long terme.

L'absence de spécialisation des banques peut provoquer de graves crises lorsque les dépôts à court terme sont utilisés pour des placements à long terme qui entraînent une lourde immobilisation de capitaux et menacent sérieusement la liquidité et même l'existence des banques de dépôts qui imprudemment s'étaient engagées dans les affaires.

Nous avons trouvé dans l'histoire toute récente de nos banques la preuve éclatante de cette affirmation. La crise économique de 1923 a mis la majorité de nos banques dans une situation fort délicate, parce que l'immobilisation de leurs capitaux dans les entreprises industrielles et commerciales à entraîné dans les temps de la crise les sérieuses difficultés de leur liquidité. Plusieurs d'entre elles ont succombé de cette faiblesse, même quelques uns de nos grands établissements de crédit qui jouissent d'une bonne réputation et disposent de fortes sommes de dépôts n'ont pu continuer d'assurer leurs paiements parce qu'ils se sont laissés entraîner d'employer leurs dépôts à vue dans les opérations à long terme. Les autres banques ont concentré tous leurs efforts pour renforcer leur liquidité. En cherchant à assainir complètement leur situation elles se gardent maintenant de toutes immobilisations et n'utilisent leurs dépôts à vue que pour des placements à court terme. Ainsi la force des choses elle-même pousse nos banques à se séparer les unes des autres, étant donné que les banques de dépôts qui ne doivent s'engager que dans les opérations à court terme, laissant ainsi les opérations à long terme et les participations aux affaires aux

autres banques. Celles-ci, comme banques d'affaires, avec leurs propres capitaux et avec les dépôts à échéance ne risquent pas d'être ébranlées par l'immobilisation de capitaux.

En général, la politique bancaire en Yougoslavie montre de plus en plus, la tendance d'assurer l'organisation complète d'un système bancaire qui répondra le mieux aux besoins et aux particularités du pays et ceci conformément aux principes fondamentaux de la science économique.

BIBLIOGRAPHIE

FRANÇAISE

- J.-G. COURCELLE-SENEIL : *Les Opérations de Banque*, Paris, 1929 ;
- DEPITRE (EDGAR) : *Le Mouvement de Concentration dans les Banques Allemandes*, Thèse, Paris, 1905 ;
- DUDESCO (M.) : *L'Evolution Economique Contemporaine des Pays Balkaniques*, Thèse, Paris, 1915 ;
- GIDE (CHARLES) : *Cours d'Economie Politique*, deux tomes, Paris, 1926 ;
- KAUFMANN (DR. E.) : *La Banque en France*, Paris, 1914 ;
- KOSIJER (LJ.-ST.) : *L'Epargne, son Organisation, son Progrès, ses Institutions chez les Serbes, Croates et Slovènes*, Milan, 1924, (VII, Bibliothèque de la revue « Bankarstvo ») ;
- ORLÉANS (CHARLES D') : *Les Banques de Dépôt en Angleterre, avant, pendant et après la guerre*, Thèse, Paris, 1927 ;
- PROTITCH (M.) : *Banque Nationale du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes*, Thèse, Paris, 1921 ;
- SAUREL (MORICE) : *Société de Crédit contre Banques Locales*, Thèse, Paris, 1901 ;
- Revue* (l'ancienne *Revue des Revues*) nov. et déc. 1906 et févr., mai et juin 1907 (Lysis : Contre l'Oligarchie Financière en France) ;
- Revue Politique et Parlementaire*, juin à novembre 1907 (Testis : La Vérité sur le Propos de Lysis. Le Rôle des Etablissements de Crédit en France) ;
- Revue Economique de Belgrade*, 1927, 1928 et 1929.

YUGOSLAVE

- AVRAMOVIC (M.) : *Trideset Godina Zadruznog Rada*, Beograd, 1924, (Zadružna Knjižnica, Knjiga 107) ;
- BELIN (DR. I.) : *Problemi Nase Valute*, Zagreb, 1924 (Izdanje « Nove Europe » Zagreb) ;
- DEZELIC (DR.-ST.) : *Banke i Bankarstvo*, Zagreb, 1920 ;

- KOSIJER (LJ.-ST.) : Problemi Stednje i Nasi Ulozni Kapitali, Zagreb, 1923 ;
KOSIJER (LJ.-ST.)-RISTIC (V.) : Vodece Institucije u Nacionalnom Bankarstvu Bosne, Zagreb, 1924 ;
KUKLA (STANISLAV) : Razvitak Kreditne Institucije u Srbiji, Zagreb, 1924 ;
KUKLA (STANISLAV) : Problemi Zastite Ulagaca, Zagreb, 1924 ;
NINCIC (DR. MOMCILO) : Nase Valutno Pitanje, Beograd, 1920 ;

Revues Economiques :

- Bankarstvo*, Zagreb, 1924-1929 ;
Ekonomist, Beograd, 1920-1929 ;
Narodno Blagostanje, Beograd, 1929 ;
Nova Evropa, Zagreb, 1919-1929 ;
Zadrzni Glasnik, Beograd, 1921-1924 ;

Journaux Economiques :

- Jugoslovenski Llojd*, Zagreb, 1919-1929 ;
Privredni Pregled, Beograd, 1923-1929 ;
Trgovinski Glasnik, Beograd, 1919-1929 ;

Rapports annuels avec les données statistiques de :

- SAVEZA NOVČANIH I OSIGURAVAJUĆIH ZAVODA KRALJEVINE SRBA, HRVATA I SLOVENACA, Zagreb ;
UDRUZENJA BANAKA, Beograd ;
UDRUZENJA VOJVODJANSKIH BANAKA, Petrovaradin ;
PRIVREMENE INTERNE ORGANIZACIJE NOVČANIH ZAVODA U BOSNI HERCEGOVINI, Sarajevo ;
DRUSTVA BANCINIĆ ZAVODOV V SLOVENIJI, Ljubljana ;

Rapports annuels et les bilans de :

- NARODNE BANKE ;
DRŽAVNE HIPOTEKARNE BANKE ;
POSTANSKE STEDIONICE ;
ZANATSKÉ BANKE ;
et de toutes les plus importantes banques et Caisses d'Épargne du Royaume de Yougoslavie.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
PREMIERE PARTIE	
Développement en Yougoslavie des Banques à Organisation moderne	11
CHAPITRE PREMIER	
Développement Historique de l'Organisation du Crédit.....	11
<i>Première Section</i>	
L'Organisation du Crédit en Serbie et en Monténégro	12
A.) En Serbie.....	13
B.) En Monténégro	25
<i>Deuxième Section</i>	
L'Organisation du Crédit dans les Provinces Yougoslaves sous la Domination de la Monarchie Austro-Hongroise .	27
A.) En Croatie et Slavonie et en Voïvodina	28
B.) En Slovenie et en Dalmatie.....	36
C.) En Bosnie et Herzégovine	38
<i>Troisième Section</i>	
La Situation pendant la Guerre	42
DEUXIÈME CHAPITRE	
Développement de l'Organisation du Crédit après l'Union Nationale	45
<i>Première Section</i>	
Etablissements Publics	45
1° La Banque d'Emission	47
2° La Banque Hypothécaire d'Etat	54
3° La Caisse d'Epargne Postale	56
4° La Banque des Métiers.....	59
5° La Banque Agraire Privilégiée.....	63
<i>Deuxième Section</i>	
Etablissements Privés.....	68

DEUXIÈME PARTIE

La Concentration dans les Banques.....	77
--	----

CHAPITRE PREMIER

Etude Comparative de la Concentration Bancaire	79
--	----

Première Section

La Concentration dans les Banques Françaises, Anglaises et Allemandes	79
--	----

Deuxième Section

Le Mouvement de la Concentration dans les Banques You- goslaves.....	86
---	----

DEUXIÈME CHAPITRE

Nécessité de la Concentration Bancaire en Yougoslavie	97
--	----

Première Section

Avantages des Etablissements de Crédit	101
--	-----

Deuxième Section

Rôle et Utilité des Banques Locales	106
---	-----

CONCLUSION	111
------------------	-----

BIBLIOGRAPHIE	117
---------------------	-----

TABLE DES MATIÈRES	119
--------------------------	-----

